CRITICUE COMMUNISTE

MARXISME ET QUESTION NATIONALE



SOMMAIRE

Paul Allies Question nationale et question régionale
Commission Bretagne LCR-Brest
Marxisme révolutionnaire et minorités nationales
et mouvement breton
Xavier Sinibaldi Serge Demailly Corse: question nationale et colonialisme
A. Stafani La question corse
J-Claude Klein L'Alsace, l'Alsace
Régis Debray Marxisme et question nationale
Carlos Rossi Qu'est-ce que l'internationalisme
es illustrations sont de Daullé

COMITE DE REDACTION

Denise Avenas - Alain Brossat - Jean Hallouze - Michel Lequenne - Michel Peret - Gilles Poiron - Carlos Rossi - Frédérique Vinteuil - Jean Marie Vincent - Henri Weber.

Directeur de la publication : Henri Weber.

CRITIQUE COMMUNISTE - 10, impasse Guéménée 75004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 NUMEROS: 80 F.

Question nationale et question régionale*

Les événements survenus en Corse à la fin de l'été 75 ont relancé le débat sur la nature des questions que posent les régions mal intégrées aux Etats bourgeois. S'agit-il, uniformément et partout, de minorités nationales qui luttent contre l'oppression séculaire dont elles sont victimes de la part de l'Etat central? Tout comme la politique économique et internationale des impérialismes occidentaux s'était profondément modifiée sous l'effet des conquêtes coloniales, on assisterait aujour-d'hui, au sein-même des métropoles impérialistes, à une résurgence de questions nationales, produit de la montée de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Cette formulation de la question, si séduisante soit-elle pour rendre compte de la dynamique révolutionnaire que peuvent prendre les mouvements en cours dans les régions, ne nous semble pas satisfaisante. D'abord parce qu'elle oublie de situer le problème des minorités dans ses périodes historiques : depuis celle de la formations des Etats bourgeois d'Europe occidentale jusqu'à celle de la crise actuelle des formes de domination politique de la bourgeoisie. La tendance conjointe à la chute des dictatures et à la marche vers l'Etat fort donne un cadre strict qui diffère de celui donné par la dislocation des empires coloniaux. Ensuite une formulation de la question en termes de nationale/coloniale masque trop souvent une absence de vision claire des transformations

^(*) Cet article a été publié, ronéotypé, dans le numéro 0 des *Cahiers Occitanie Rouge* paraissant bimestriellement, et publiés sous la responsabilité collective de militants occitanistes et de militants L.C.R. de la Fédération Languedoc-Roussillon (*Cahiers Occitanie Rouge*, 34, rue de l'Université, 34000 Montpellier).

des formations sociales capitalistes développées et des conséquences de ces transformations dans les régions victimes de la loi du développement inégal du capital. A partir d'approximations sur l'inexistence ou la faiblesse de la classe ouvrière dans ces régions, la voie est tracée pour tous

les opportunistes vis-à-vis de mouvements petits-bourgeois.

Nous utiliserons ces premières remarques de méthode pour aborder plus concrètement les questions qui se posent aujourd'hui simultanément en France et en Espagne. Nous essayerons de montrer qu'il existe, d'un point de vue révolutionnaire, une différence de contenu entre les questions corses, catalanes et basques d'une part et les questions bretonnes, occitanes, galiciennes ou du pays valencian, d'autre part. Si la tâche des marxistes révolutionnaires est bien de combattre tous les dévoiements des affrontements de classe, cette différence peut avoir son importance. Il va de soi que l'étude de ces questions dont le mouvement ouvrier d'Europe occidentale est peu familier, supposerait plus de rigueur et de développement que ne le permet cet article. Nous voulons simplement contribuer au débat, et ouvrir, à propos de la Corse, une perspective.

L'instauration de l'Etat fort et ses conséquences sur les formations sociales « périphériques »

Une première fois, en Mai 68, les périphériques de l'hexagone avaient rappelé avec vigueur leur existence. De toutes les tensions accumulées par le régime gaulliste, celle des « minorités nationales » n'était pas la moindre : pour avoir ôté toute crédibilité aux institutions et au personnel installés par les républiques parlementaires, l'Etat fort se trouvait face à des explosions sociales localisées où de larges secteurs de la petite-bourgeoisie traditionnelle et de la jeunesse entraient en opposition directe avec lui. Les paysans bretons, en quinze ans de gaullisme, avaient pu mesurer concrètement les effets de la pénétration accélérée du grand capital dans l'agriculture. Une partie d'entre eux, chassés de leur terre, fournissaient la main-d'œuvre à bon marché de l'industrie automobile qui condescendait à la décentralisation. Au Mans en 1967, on avait découvert la surprenante combativité de ce nouveau prolétariat. Il restait en étroit contact avec les paysans, endettés pour élargir ou mécaniser leurs exploitations, et dont le travail était de plus en plus exploité par les trusts agro-alimentaires. Dans la guerre du lait au printemps 72, l'essentiel de la paysannerie petite et moyenne choisit son camp et lutta contre la main-mise du capital sur les coopératives (1).

Ces événements parmi les plus connus, donnèrent peu à peu la

⁽¹⁾ Voir La guerre du lait, Document Rouge n° 19, supplément à Rouge n° 161, et l'article sur la Bretagne dans le n° 7/8 de la revue Quatrième Internationale.

vraie dimension du problème des régions. Il ne suffirait pas de « redonner confiance aux élus locaux » comme le voulait De Gaulle dans son ultime référendum-prétexte. Pas plus de « donner leurs chances aux entreprises jeunes et dynamiques » sur lesquelles Servan-Schreiber espère fonder un jour son pouvoir régional et qui n'ont jamais fait rien d'autre que de rafler les primes de décentralisation avant de déménager. A partir de 1968, des fractions entières de territoire naitonal et leur population se découvrent abandonnées par la croissance capitaliste, livrées au chômage permanent et aux bas salaires, promises au parasitisme par la vocation dorénavant touristique de leur littoral ou de leur arrière-pays. Quelquefois l'armée de guerre civile, ne cachant rien de ses intentions, prétend prendre possession de vastes espaces voués à l'agriculture d'élevage pour en faire de modernes champs de manœuvre. Alors ces paysans, symbole ancestral de l'arriération et de la passivité politiques, se mettent en mouvement, déploient une singulière ingéniosité qui brave l'Etat fort, tourne en ridicule l'assurance et la fermeté du pouvoir central. De ce point de vue, les paysans du Larzac firent des prouesses : trop souvent seuls et coupés, malgré leurs efforts, des organisations ouvrières traditionnelles, leur combat est devenu celui de toute la nouvelle avantgarde ouvrière.

C'est bien à une radicalisation précipitée, affectant à la fois la jeunesse ouvrière et scolarisée et la paysannerie qu'on assiste après 1968 dans ces régions. Il s'agit de bien autre chose que d'explosions d'autant plus violentes que désespérées et sans lendemains. D'autant qu'aucune des lignes forces de ce courant de radicalisation n'est spécifique à chacune de ces régions prise isolément : la prise de conscience d'une avant-garde paysanne s'est forgée dans de longues luttes aux formes variant selon les régions et les types de culture, fort diverses en France mais dont les lecons étaient tirées dans un cadre commun. C'est du C.N.J.A. que naquit le courant Paysans-Travailleurs, fortement représenté parmi les catégories « moyennes et modernisées » de la paysannerie : celles ayant suffisamment ou trop investi de capital pour ne pas accepter de faire les frais des plans Vedel ou Mansholt de rentabilisation capitaliste. Mai 68 rapprocha brusquement les voies de radicalisation de cette paysannerie de celles de la jeunesse étudiante et ouvrière. Le rapport était presque naturel entre ces travailleurs de la terre et ces nouveaux prolétaires, chassés récemment de la campagne. Il est moins compliqué qu'on ne l'imagine entre paysans et jeunes scolarisés. Les régions « à problèmes » sont celles où l'on compte les taux les plus élevés de scolarisation ; celles aussi où pullulent les emplois mixtes, où un ouvrier est en même temps petit cultivateur. Ces facteurs objectifs de résistance, tenant aux formations sociales de régions où la pénétration du capital monopoliste date de la V' république, permettent de comprendre que le « problème régional » n'est pas assimilable par la bourgeoisie aujourd'hui : liquidant des secteurs entiers de la petite-bourgeoisie traditionnelle, elle ne peut plus distinguer le contenu social du problème

de son aspect politique que l'instauration de l'Etat fort avait semblé isoler pendant un temps. En discréditant les structures-tampons de la république parlementaire, en supprimant les mécanismes d'intégration (depuis les techniques de financement public des investissements jusqu'à la fonction de député), la bourgeoisie a considérablement limité les recours institutionnels face aux impasses régionales. Ainsi tout mouvement politique qui s'appuie aujourd'hui sur les couches sociales sensibles aux dépressions régionales, est contraint d'évoluer très vite vers la revendication de l'autonomie administrative. Les milieux les plus bornés de la petite-bourgeoisie traditionnelle ont fait l'expérience de plusieurs réformes administratives dites régionales (2). La démonstration a été ainsi faite que la bourgeoisie monopoliste n'entend pas concéder la moindre parcelle d'autorité politique, même dans un cadre régional où le mouvement ouvrier est pourtant faible. Elle sait trop combien une telle opération pourrait renforcer les tentations d'un petit capital de s'émanciper d'une tutelle ruineuse et pesante pour lui. Les arbitrages sont déjà difficiles dans un bonapartisme sans bonaparte. Pas question de tolérer un quelconque contre-pouvoir, si petit et si trompeur soit-il mais qui pourrait devenir un lieu de cristallisation des oppositions sociales et politiques à la dictature du capital monopoliste. Au cours de la dernière crise corse, même Servan-Schreiber n'a pu que taire ses projets sur la région qui le distinguaient jusque là comme porte-parole d'une fraction de la bourgeoisie moderniste. En dépit d'une conjoncture pourtant bien favorable à ses thèses, il n'a pu gagner le moindre courant autonomiste à une perspective négociable avec le pouvoir. Les Corses commencent à comprendre que c'est une dure bataille qu'il leur faudra mener pour obtenir une simple assemblée élue au suffrage universel direct avec un exécutif responsable devant elle.

La question régionale telle qu'elle se pose actuellement en France n'est pas faite que de manifestations culturelles ou politiques. Elle a un contenu social sur lequel il importe de prendre parti. La radicalisation, dont on a parlé rapidement, si importante dans les mécanismes qui ont rendu leur actualité au problème des minorités dans le capitalisme agonisant, se nourrit de toutes les tendances qui ont profondément modifié la physionomie de la classe ouvrière européenne et de là, la perspective des affrontements de classes. Elle se nourrit aussi de la loi du développement inégal qui marque indélébilement l'histoire de l'accumulation du capital. Nées au sein d'une même formation sociale, les contradictions issues des régions déprimées, sous-développées, connaîtront de moins en moins de frontières : la faiblesse relative du prolétariat concentré n'est pas un facteur susceptible d'y sectionner les luttes de classe, de les y poser en termes spécifiques vis-à-vis du reste du terri-

⁽²⁾ Depuis la réforme de 1964 jusqu'à la loi du 5 juillet 1972 en passant par le projet gaullien de 1969, la Ve République a démontré ses craintes et sa prudence devant le problème de l'accumulation du retard régional.

toire national. Cela signifie aussi que ces régions figurent déjà toutes entières dans le profil social de la prochaine crise révolutionnaire, qu'il ne faut pas les compter comme des lieux où la petite-bourgeoisie pourra dévoyer le contenu de classe de la crise vers des aspirations « ethniconationalitaires ». Bref, dans ces régions, Bretagne ou Occitanie, bien des facteurs sociaux et historiques viennent démontrer qu'il n'y a pas de véritable question nationale, mais bel et bien une question régionale posée au capitalisme du déclin (3). Juste vengeance de l'Histoire : ayant proprement réglé, à la différence de ses voisines, le sort des peuples périphériques lors de son ascendance, la bourgeoisie française rencontre encore leur spectre à l'heure de sa fin.

Le problème des minorités dans le processus de formation des Etats bourgeois d'Europe occidentale

Deux exemples : France et Espagne

L'Histoire, tous les mouvements régionalistes qui se sont développés en France après 1968, en ont abusé pour démontrer qu'il existait bien justement une continuité de la question régionale appartenant en propre aux « ethnies de la périphérie de l'hexagone ». Dans un ouvrage collectif (4), des universitaires toulousains s'appliquent à relever des spécificités occitanes dès le mésolithique Azilien et Sauveterrien. Tant d'efforts militants nous semblent vains s'ils ne servent pas à préciser le cadre historique concret où les aspects ethniques, sociaux et politiques se sont coagulés pour constituer le problème très moderne des minorités nationales. Certes la Nation a fait l'objet de bien des débats et polémiques au sein du mouvement ouvrier international. On connaît la position originale de Lénine évitant de définir positivement la nation pour mieux saisir les conséquences politiques de l'oppression historique, économique ou culturelle. Son but, c'est lever tous les obstacles à l'unité internationale du prolétariat, et à l'épanouissement de son pouvoir démocratique. Le mouvement ouvrier peut payer cher tout subjectivisme ou économisme en la matière. Il souffre aujourd'hui d'une absence d'élaboration sur la question des minorités en Europe occidentale, longtemps masquée par le règne de l'idéologie jacobine : le stalinisme crut pouvoir récupérer, au nom de la classe ouvrière, cette idéologie par excellence de la petite-bourgeoisie. Au moment où la plupart des mouvements régionalistes-autonomistes récusent le nationalisme et se réfèrent au socialisme, il faut reprendre l'analyse de la constitution des Etats nationaux

⁽³⁾ Questions dont la nature, régionale ou nationale, dépendra au Pays basque Nord et en Catalogne Nord de l'évolution des questions basque et catalane dans le cadre de l'effondrement de la dictature franquiste.

⁽⁴⁾ Le Sud et le Nord, dialectique de la France, Ed. Privat.

à l'époque de l'élargissement des marchés sur le continent de l'Europe occidentale. Peut-être pourrons-nous ainsi parvenir à une explication plus politique de la persistance de sentiments nationaux, de leur acuité variable d'une région à l'autre derrière des formations sociales différentes. Que ce sentiment subsiste, même sous ses aspects primitfis, inachevé dans ses dimensions libératrices de tutelles pré-capitalistes, et la classe ouvrière devra en tenir le plus grand compte. Selon le poids social de la petite-bourgeoisie et la politique de la bourgeoisie dans ces régions, le risque peut être réel de voir les luttes de classes dévoyées sur un terrain « national-régionaliste ». D'où l'actualité et l'importance dans ces régions de mots d'ordre reconnaissant le droit à la séparation, à l'auto-détermination, pour éviter tout faux conflit de classe. En comparant les politiques différentes des bourgeoisies en France, au Pays basque et en Catalogne, au moment de leur ascendance, on peut déjà comprendre comme résiduel ou au contraire comme structurel, l'existence

encore de nos jours d'un sentiment national dans ces régions.

Incontestablement, l'intégration des peuples périphériques à la nation bourgeoise n'est pas partout réussie lors de la période de montée du capitalisme commercial. Très tôt, les marchands occitants sauront mobiliser les masses populaires pour obtenir privilèges et avantages, pour assurer l'unification régionale indispensable à l'essor de leurs capitaux. C'est contre les féodaux de la Maison de Toulouse, incapables de réaliser le moindre commencement d'unification politique, qu'ils le feront. La fin de la croisade albigeoise sera aussi la fin des féodalités locales. Faut-il alors prendre parti pour Trencavel l'Occitan, le résistant aux barons du Nord, ou souligner un phénomène très spécifique pour le temps : la réalisation du Languedoc par la monarchie française, c'est-à-dire la création d'institutions politiques, les Etats notamment, où le vote par tête et non par ordre donnera la prépondérance à la bourgeoisie urbaine. En assumant une telle fonction, la monarchie française contribue à la remarquable expansion du capitalisme commercial « occitan » qui, amorcée au milieu du XIII° siècle, ne se démentira pas jusqu'au xvi°. Une telle politique est originale : dans le contexte européen de l'époque, elle signale (et toute l'histoire de l'Occitanie de l'époque va dans ce sens) que la monarchie française pose un cadre dynastique prénational dans lequel la bourgeoisie pourra facilement mobiliser toutes les énergies pour jouer la souveraineté populaire contre la légimité de droit divin, assurer l'unité d'un marché national et à l'occasion de la langue (5). La forme démocratique ainsi donnée à la dénomination de classe de la bourgeoisie française sera l'expression d'une réussite qui n'est pas le fruit du hasard : la bourgeoisie française a appris à souder autour d'elle et contre l'aristocratie, l'alliance de toutes ses fractions

⁽⁵⁾ Contre toutes les approximations concernant la répression des langues minoritaires, il faut lire *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, par DE CERTEAU, JULIA, REVEL, Gallimard.

avec la paysannerie et la petite-bourgeoisie en général (6).

A sa différence, dans une formation pré-capitaliste voisine, la bourgeoisje espagnole se révélera chroniquement incapable d'unifier en un marché national sa propre ascension régionale. La forme autocratique de son pouvoir est la traduction paradoxale de cette faiblesse historique. L'alliance qui se nouera au sein de l'appareil d'Etat sera régulièrement remise en question : entre l'oligarchie et les fractions bourgeoises, c'est un contrat passé autour d'un centralisme réactionnaire qui ne résistera pas au développement du capital financier et éclatera d'abord en 1898, puis en 1917. Plus fortes de l'appoint de la bourgeoisie agraire, les différentes fractions du capital industriel s'émanciperont alors de l'alliance archaïque avec l'oligarchie en ouvrant la voie aux aspirations nationales, là où cette bourgeoisie est la plus forte, c'est-à-dire en Catalogne et en Euskadie. Mais partout pèsera lourd l'incertitude d'une alliance nouvelle avec la petite-bourgeoisie. Au Pays basque, là où le compromis était le plus poussé entre bourgeoisie et autocratie, la petite bourgeoisie sut trouver très tôt des formes d'organisations autonomes (dans l'Action Nationaliste Basque par exemple au cours des années 30). La bourgeoisie eut à s'affronter au mouvement ouvrier, alors que son homologue catalane n'eut jamais à le faire. La vivacité de la question nationale en Euskadie et en Catalogne tient historiquement à ce fait : l'incapacité de ces bourgeoisies à constituer un Etat national, à fusionner les nationalismes qu'elles suscitent. Aussi quand commencera la tardive mais authentique révolution bourgeoise de 1931 avec l'institution des Cortès, la tâche assignée au prolétariat sera bien, compte tenu de la formation sociale, de réaliser ces tâches démocratiques, « La bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout », dit Trotsky. « Elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté (...) Mais le prolétariat ne peut diriger la révolution au stade actuel, c'est-à-dire rassembler autour de lui les plus larges masses de travailleurs et d'opprimés et devenir leur guide qu'à condition de développer en même temps que ses revendications de classe et en rapport avec elles, toutes les revendications démocratiques, intégralement et jusqu'au bout (7). » Parmi ces dernières, le droit à la partition de la Catalogne.

La tolérance relative du franquisme à l'égard des langues minoritaires, la destruction de secteurs de la petite-bourgeoisie traditionnelle et la radicalisation moléculaire de celle-ci, le brassage du prolétariat, tous ces facteurs ont fait perdre de sa force à la question nationale sous la dictature franquiste. Elle n'en reste pas moins posée en Euskadie avec la continuité la plus forte compte tenu de l'opposition de la bourgeoisie

⁽⁶⁾ Pour plus de détails sur l'Occitanie, voir L'Occitanie et la lutte des classes, Maspéro, 1972.

^{(7) «} La révolution espagnole et les tâches communistes » (24 janvier 1931), dans La Révolution espagnole, p. 81. Voir aussi IIIe Congrès de la Liga Communista Revolucionaria. Documentos. Resoluciones, février 1974.

à l'évolution des mouvements autonomistes. Egalement en Catalogne où la bourgeoisie a essayé de compenser sa très grande marginalisation et son impatience à intégrer l'Europe capitaliste, par une politique de pression sur le régime appuyée sur la renaissance du mouvement catalan des années 1955-56.

Ces tendances historiques, pour académiques ou schématiques qu'elles apparaissent, ne sont pas moins un fil conducteur utile pour saisir l'actualité des questions régionales dans les pays capitalistes développés et en tirer des conséquences dans la définition de tâches programmatiques transitoires. Elles éclairent des situations qui, dans un même ensemble étatique, peuvent être qualitativement différentes, se placer dans une dimension nationale ou pas. Ainsi, en Espagne encore, les questions galicienne et du Pays valencian illustrent bien cette complexité des situations où coexistent, au sein d'un même Etat, des nationalités opprimées dont les aspirations émancipatrices ont une réalité, un contenu social et des perspectives radicalement différentes. La Galice connut un fort mouvement autonomiste au xix° siècle et malgré la très grande faiblesse de la bourgeoisie autochtone, bien vite intégrée au Royaume de Castille, la petite-bourgeoisie lutta avec acharnement pour l'autonomie, allant jusqu'à une insurrection armée en 1846. Dans les années 30, ces revendications autonomistes vécurent de l'identification aux modèles basque et catalan jusqu'à l'octroi par les Cortès républicains d'un statut qui ne put jamais être appliqué. Aujourd'hui la Galice est forte d'une nouvelle classe ouvrière liée à la paysannerie et qui a déjà fait ses premières armes à El Ferrol et à Vigo. Ces transformations sociales produites par le développement particulier du capitalisme sous la dictature ont introduit une rupture dans l'expression d'un sentiment national galicien. Malgré leurs efforts pour ressusciter un courant autonomiste, les mouvements petits-bourgeois ont perdu toute crédibilité. C'est la classe ouvrière qui tend à lier à son programme les revendications linguistiques, de planification géographique des implantations industrielles et de réforme agraire radicale. Ce n'est pas seulement l'agent social porteur de la lutte contre l'oppression nationale qui a changé, c'est aussi le contenu et le cadre historique de la question.

De la même façon, le Pays valencian manifeste une originalité de culture et de langue qui n'a pas été effacée par la noblesse catalane établissant dès le XIII siècle sa domination sur Valence. Subjectivement on pourrait donc voir dans la résurgence d'un mouvement culturel valencian dans les années 60, le signe d'une continuité d'un problème « ethnico-national ». Les bouleversements qui affectent au XVIII siècle la région de Valence, nous renseignent pourtant sur les causes de la très grande faiblesse des aspirations nationales dans les masses. A cette époque, la région connaît un très grand développement du capital manufacturier et commercial grâce à l'expansion coloniale. La bourgeoisie locale adopte un comportement très libre-échangiste en même temps qu'elle fait allégeance à la monarchie. C'est une politique diamétrale-

ment opposée à celle suivie en Catalogne et Euskadi où on a dit que la bourgeoisie était restée longtemps protectionniste et autonome vis-à-vis de Madrid. Cette intégration de la bourgeoisie valencianne limita considérablement le développement d'un national-régionalisme : elle n'explique pas le tournant du xix° siècle où le capital s'investit non dans l'industrie mais dans l'agriculture. En achetant des terres incultes pour constituer de grands domaines, la bourgeoisie rentabilise à court terme son capital mais crée les conditions d'une dépression économique de la région. C'est un phénomène analogue à ce qui se passe au même moment en Occitanie où la bourgeoisie oriente ses investissements dans la monoculture de la vigne. Ces deux cas sont l'expression, plus du développement chaotique du capital que d'une oppression économique nationale du pouvoir central. Aujourd'hui les questions qui restent à résoudre dans le Pays valencian (question agraire, reconnaissance de la langue) dépendent largement des solutions de la question catalane. Raison de plus pour que le mouvement ouvrier s'en saisisse dès maintenant s'il ne veut pas que soient détournées de leur objectif de classe les luttes de l'important prolétariat agricole que des secteurs petits-bourgeois pourraient gagner à l'autonomiste à l'heure de la chute de la dictature.

De telles analyses même rapides des contradictions inter-bourgeoises, des physionomies différentes des alliances de classe à l'époque de l'ascendance bourgeoise, donnent un sens à l'évolution comparée de ces problèmes dans la phase de la crise actuelle du capitalisme. Elles incitent à combattre les visions a-historiques, idéalistes ou subjectives des problèmes régionaux. Le prolétariat doit tenir compte des forces et des faiblesses de bourgeoisies plus ou moins capables de résoudre à temps l'intégration de poches de résistance à l'accumulation du capital et à la construction d'aires de marché élargies. Une vision matérialiste des enchaînements historiques peut aider à saisir les chances d'évolution des questions régionales, la trajectoire possible des mouvements régionalistes

ou autonomistes.

Les confusions contenues dans la notion de « colonialisme intérieur »

L'application du thème de la colonisation à la résurgence des régionalismes en Europe occidentale peut gommer totalement cette périodisation de la question nationale, son insertion dans des cadres historiques déterminés par les formations sociales, les politiques bourgeoises

et les rythmes d'accumulation du capital.

Le succès de ce thème tient au fait qu'il est d'abord une description de la loi du développement inégal et combiné à l'intérieur des métropoles de l'impérialisme. En un mot, on évoque ainsi l'absence d'industries de transformation, le transfert des richesses énergétiques hors de la région, une agriculture dominée par la monoproduction, un travail saisonnier sous-payé à côté d'une masse permanente de chômeurs.

bref autant de symptômes qui donnent d'autant plus de force à la désignation de « situation coloniale » qu'ils traduisent l'état présent d'arriération et de retard économique de ces régions.

Mais la dénonciation de colonialisme permet surtout une analogie avec les mouvements nationaux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. tout en faisant l'impasse sur les réelles contradictions de classe cristallisées dans la question régionale. Elle peut ainsi désarmer l'avantgarde ouvrière devant la brusque résurgence de courants autonomistes appuyés par la petite-bourgeoisie. En confondant les questions nationales telles qu'elles se posent dans les pays coloniaux où la paysannerie domine encore largement, et telles qu'elles se poseraient uniformément dans les pays capitalistes développés où l'antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat va croissant, l'évocation d'un « colonialisme intérieur » autorise tous les opportunismes, toutes les collaborations. Après avoir été lancée par Rocard dans une problématique pré-schreibérienne, tous les courants régionalistes se saisirent de la formule après 1968. Exhaltant la paysannerie à cause de son poids en Bretagne ou en Occitanie, ils remirent à l'honneur la notion de « peuple-classe » où « la contradiction principale est entre l'Etat capitaliste et l'ensemble du peuple occitan » (Lutte occitane). « Le phénomène du colonialisme intérieur », dit Laffont, « nous amène à parler de l'aliénation de la région exactement comme l'on parle de l'aliénation prolétarienne ». Certes cette période était marquée par une forte influence des courants maoïstes dans l'extrême-gauche française. A un moment où le mouvement ouvrier traditionnel opposait un sectarisme borné aux régionalistes, le populisme maoïste put servir de référence à des paysans qui se définissaient comme de nouveaux prolétaires. Mais ce sont les confusions contenues dans l'idée de « colonialisme intérieur » qui fravaient la voie à toutes sortes de politiques erronées: depuis les conceptions étapistes, de collaboration de classe, jusqu'aux idéologies nationalistes. A travers l'histoire des colonisations militaires, fiscales, administratives des régions à l'époque de constitution des Etats nationaux européens, l'exploitation des ethnies périphériques était donnée comme identique à celle dont furent victimes les peuples d'outre-mer à l'époque du capitalisme des monopoles. Cette vision ne tient aucun compte des rythmes de l'accumulation du capital et de son expansion. C'est en cela qu'elle est a-historique et qu'elle brouille complètement le profil de classe des questions régionales. L'asservissement des populations bretonnes et occitanes au soir de la féodalité ne joue pas un rôle identique à celui des « possessions » que l'impérialisme se dispute à partir des années 1880 : à ce moment de l'expansion capitaliste vers les parties les plus arriérées de la planète, le mode de production capitaliste confirme certes sa tendance constante à l'élargissement de sa base et qui vaut pour toutes les périodes de sa constitution : mais la fermeture à la concurrence étrangère de territoires étrangers comme marchés de produits finis et sources de matières premières ou de main-d'œuvre à bon marché produit des conséquences, tant pour

les peuples ainsi colonisés que pour la politique des Etats bourgeois, tout à fait dissemblables entre l'époque des affrontements inter-impérialistes et celle de la fixation des premières aires nationales de marché.

Le terme de « colonisation », n'ayant jamais été un concept scientifique, ne permet pas de saisir les différences qui marquent aujourd'hui les situations des régions intérieures aux métropoles capitalistes européennes. Il n'y a aucun rapport automatique entre « colonisation intérieure » et question nationale et pourtant le problème actuel est bien de distinguer de façon concrète les régions où reste posée une question nationale et celles où les luttes contre la paupérisation régionale rejoignent les revendications linguistiques et culturelles. Les réponses apportées dans chacun des deux cas par le mouvement ouvrier ne seront pas identiques. En abordant la question corse sous le double aspect de l'héritage historique qui a façonné la société corse et de la politique du capital monopoliste, on peut ainsi tirer toutes les conséquences du faisceau de caractères originaux qu'elle présente vis-à-vis des autres régions intégrées à l'Etat français, sans pour autant se placer sur le terrain ambigu des mouvements autonomistes.

L'enclave corse

Quand Choiseul règle son cas par le traité de Versailles de 1768, la Corse présente tous les signes d'une société qui s'émancipe des entraves féodales. La révolution de 1730 a révélé l'existence d'une caste dirigeante faite des grands propriétaires terriens, bénéficiaires de l'expansion agricole que la République de Gênes avait favorisée contre les activités pastorales traditionnelles et pour satisfaire ses besoins propres.

Cette classe est l'embryon d'une bourgeoisie autochtone : elle exploite les bergers et les paysans par l'usure et le métayage. Elle dispose d'un capital monétaire qu'elle investit dans le développement du trafic commercial avec Gênes et la Toscane. Elle a le monopole des charges administratives et politiques et ne souhaite nullement rompre avec Gênes. Bien au contraire, elle formule en 1730 des revendications toutes tournées vers l'identification avec la noblesse de la métropole : création d'une noblesse corse intégrée à la noblesse gênoise, établissement du droit d'aînesse dans les successions c'est-à-dire élargissement à cette bourgeoisie en formation de tous les privilèges fiscaux et juridictionnels dont disposait la noblesse de Gênes. Le sentiment national dans les événements de 1730 apparaît avec l'aspiration de cette nouvelle classe à s'émanciper de Gênes en négociant prudemment un nouveau statut pour la Corse, en même temps que cette bourgeoisie y gagnerait des coudées plus franches pour asseoir son pouvoir. La paysannerie, les bergers en particulier privés de leurs meilleures terres et de leur liberté de pacage par la politique coloniale de Gênes, fut massivement contre Gênes. Ce sentiment national naissant ne se démentira pas, au contraire. L'aventure de Théodore

de Neuhoff, roi éphémère de la Corse après les événements de 1730, signale la persistance de cette montée d'une bourgeoisie locale : la création d'un ordre de chevalerie et d'une monnaie sont choses toute nouvelles pour la Corse. La liberté de conscience est proclamée pour attirer les Juifs et leurs capitaux et aider ainsi à la création de manufactures. Le drame de Paoli, quand il voudra jeter les bases d'une nation indépendante, sera de ne pouvoir compter sur autre chose que cette bourgeoisie en herbe, fonctionnant sur le système du clan : une classe de grands notables ruraux à la charnière entre société capitaliste métropolitaine et société agraire pré-capitaliste insulaire, entre villes où ils exercent des professions libérales et campagnes où ils possèdent terres ou troupeaux. C'est l'intégration de ce « clanisme » dans les appuis à la monarchie puis bourgeoisie française qui ne posa aucun problème. Choiseul mena une politique qui l'associa de près à la récupération de la Corse dans le Royaume : la mise en adjudication de l'impôt direct et les concessions domaniales vont sans nul doute à des propriétaires et des nobles allogènes. Mais la caste dominante autochtone y tient une excellente place. Elle ne trouve rien à redire, au contraire, aux efforts de la monarchie pour réorienter le commerce de la Corse, jusque là tournée vers la Toscane, vers l'hexagone. Aussi le Tiers-Etat corse profitera-t-il de 1789 pour réclamer que « la Corse soit française » une bonne fois pour toutes. Désorienté par les régicides et les « excès révolutionnaires », il produira en 1794 une constitution qui, tout en reproduisant le contenu de la Constitution française de 1791, définit un statut de dominion avant l'heure et donne un nouveau maître à la Corse : l'Angleterre.

Ce qui apparaît clairement à travers ces tendances (8), c'est l'extrême faiblesse d'une bourgeoisie autochtone, en ce sens qu'elle n'a pas participé directement à l'accumulation du capital et à l'unification du marché national français. Aux yeux de la bourgeoisie française, l'île avait avant tout une valeur militaire stratégique en Méditerranée. La caste dominante a ainsi limité ses ambitions à la recherche d'un tuteur pour protéger son agriculture de profit. Ainsi seront fixés pour longtemps les traits pré-capitalistes d'une société enclavée dans l'ensemble national français sant jamais y être fondue. En retour, le développement inégal du capitalisme français a figé cette société archaïque. Les républiques parlementaires permirent au « clanisme » de s'épanouir : la liquidation d'une partie grandissante de la paysannerie put se faire en douceur, les notables parasites de la bureaucratie de l'Etat français évitant la prolétarisation à ces petits paysans en leur ouvrant les portes de la petite administration. En dernière instance, l'alliance de ces notables

⁽⁸⁾ Tendances encore controversées, tellement le retour aux sources authentifiées est récent et souvent dominé par les versions apologétiques des faits nationalistes. Un exemple de cette démarche superficielle est donné par J. GRÉGORI, Nouvelle Histoire de la Corse, Martineau éd. Les articles et ouvrages de F. Pomponi, F. Ettori, R. Emanuelli, sont autrement intéressants

avec la bourgeoisie industrielle préservait la Corse d'une pénétration capitaliste trop poussée. Et c'est bien d'alliance qu'il s'agit : la panoplie fournie par la Corse en personnel de l'Etat français ne doit pas faire illusion. Elle n'est pas synonyme d'une association de la société corse aux mutations de la formation sociale française sous les effets de l'accumulation du capital.

Il a fallu l'avènement du gaullisme pour bouleverser cette situation. En plus des tensions qu'il introduisit dans toutes les régions périphériques, l'Etat fort enrava le bon fonctionnement du « clanisme ». Le clan restait une machine à truquage électoral bien utile dans ces moments d'instabilité politique, mais il s'usa à ne plus pouvoir redistribuer les prébendes d'une république tout à coup bien lointaine, prébendes qui jusque là avaient suffi à bloquer la société corse. C'est que 1958 marqua le début d'une pénétration forcée du capital monopoliste dans l'île. L'Etat regroupa dans deux sociétés d'économie mixte, la S.E.T.C.O. pour le tourisme et la S.O.M.I.V.A.C. pour l'agriculture, l'essentiel des capitaux intéressés au financement des investissements dans ces deux secteurs. L'accaparement des sols maritimes se fit au profit de l'industrie hôtelière de pointe, seule une partie du bâtiment, aux mains d'entrepreneurs locaux, bénéficiant de ces investissements. Les sociétés hôtelières employèrent un personnel formé dans les écoles hôtelières du continent et, pour le petit personnel saisonnier, une main-d'œuvre turque ou nord-africaine. Dans l'agriculture, les résultats furent plus spectaculaires encore. Jusqu'en 1958 dominaient une structure foncière très morcelée et une propriété communale sur laquelle les terres étaient données en usufruit aux habitants des villages. A partir de 1958, les terres en friches furent vendues à de gros colons rapatriés d'Algérie, surtout sur la côte orientale, domaine jusque là des seuls bergers et de la petite exploitation d'élevage. Avec le concours des « clanistes » locaux et de forts capitaux, la S.O.M.I.V.A.C. constitua de grands domaines, importa de la main-d'œuvre nord-africaine et ouvrit ainsi une voie capitaliste au développement de la viticulture et de l'agrumiculture. Les nouveaux propriétaires usèrent de toutes les techniques de financement moderne ainsi que de la fraude, toutes choses ordinairement étrangères à la paysannerie corse.

Pendant ce temps, les secteurs traditionnels d'activité autochtones ne connaissaient pas la moindre évolution. Sur un peu plus de 10 000 entreprises, une seule emploie plus de 500 salariés (papier à cigarette Job à Bastia), 8 entre 50 et 200 et le reste moins de 50, la plupart ayant moins de 10 salariés. L'écrasante majorité des entreprises restent ainsi dominées par un fonctionnement familial, n'ayant droit à aucun délégué du personnel. Sur une population active de 60 000 personnes, on compte 8 000 petits agriculteurs, 9 000 petits patrons, 16 000 salariés des services et 33 000 du secteur public. A ceci s'ajoutent les 47 000 travailleurs nord-africains, surtout marocains, employés dans l'hôtellerie saisonnière au rythme de 16 heures par jour sans repos hebdomadaire et

6 mois de travail assuré pour 900 F par mois. Ceux employés dans les domaines de la côte orientale travaillent au rythme de 10 heures par

jour pour 5,50 F de l'heure et repos non payé le dimanche (9).

Ces chiffres suffisent à brosser les traits d'une société archaïque où le capital est resté anémique. Le C.N.P.F. n'a aucune représentation en Corse; seuls quelques jeunes cadres et petits patrons se retrouvent dans les jeunes Chambres économiques. Les modifications brutales apportées par l'introduction du capital monopoliste n'ont pas eu pour résultat de susciter le développement de secteurs d'une nouvelle petite-bourgeoisie comme ce fut le cas en France (dans toutes les régions). En Corse, c'est la petite-bourgeoisie traditionnelle qui domine et fournit, toutes fractions réunies, la base d'une résistance à la politique du capital monopoliste. Le « clanisme » ayant épuisé sa fonction sociale, l'autonomisme recueille le fruit des tensions introduites par les « plans de développement pour la Corse ». Là aussi, l'Etat fort récolte ce qu'il a semé.

La maturation des organisations autonomistes se fit de façon relativement récente, à partir de la création du Front Régionaliste Corse et de 1966. Elle se fit contre les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier français: le P.C. et le P.S., par Parti radical interposé, sont compromis dans le « clanisme ». Mitterrand est bien venu en 1973 promettre un énigmatique « droit à la différence », mais le contenu de celui-ci reste toujours à définir. Le P.C.F. se cramponne à un principe qui est le socle de toute sa politique : « il est évident (sic) que l'intérêt national ne peut plus, dans sa globalité, être pris en charge par la bourgeoisie. En contre-partie, s'affirme le rôle national de la classe ouvrière (10) ». Cette miraculeuse transformation du contenu de classe de la « Nation » entraîne forcément des modifications entre fait national et fait régional. Toute aspiration régionaliste ou autonomiste est automatiquement suspecte puisqu'elle mine les intérêts dont la classe ouvrière serait porteuse : l'intérêt national français, rassemblant les aspirations de toutes les couches brimées par le « grand capital ». On a vu à quelles extrêmités cette position mécaniste avait conduit le P.C.F. après les événements d'Aléria. Son « Vive la France » lancé le 28 août (en langue corse dans la presse de la fédération corse du P.C.F.) résume toute sa conduite, même si 38 % de ses militants avouent être favorables à l'autonomie. Toutes les occasions offertes pour clarifier les luttes anti-capitalistes, le P.C.F. les gaspille avec un chauvinisme et un sectarisme que ne peuvent compenser les références incantatoires au Programme Commun. Par exemple, au début de la bataille pour la réouverture de l'Université de Corte, P. Juquin donne une conférence en Corse où il déclare : « On ne s'étonnera pas ici que le communiste que je suis se réfère, pour élever

⁽⁹⁾ Chiffres officiels publiés dans une enquête du Provençal-Corse d'avril 1975.

⁽¹⁰⁾ Dans un recueil de textes où il est notamment question de la Corse: *Nation et luttes de classes*, Cahiers d'histoire Maurice Thorez, n° 12-13, 1975.

ainsi le regard, à l'exemple historique de Napoléon. On sait quel jugement les marxistes portent sur l'œuvre de ce Génie [majuscule dans le texte], à la fois sur son ampleur et sur ses limites inévitables en raison bien moins de certains traits de caractère de sa personnalité que des conditions de l'époque et de la signification de classe de cette entreprise qui n'était qu'une entreprise bourgeoise. On fait aujourd'hui à juste titre les plus vives critiques à l'Université napoléonienne. Mais ces critiques faites à notre époque sont en même temps implicitement un éloge de l'œuvre napoléonienne vue sous ses principaux aspects : Napoléon en effet n'a pas construit sur une base étroite, limitée dans le temps et dans l'espace : il a concu l'Université pour un siècle avec toutes les évolutions qui se sont produites il est vrai et pour toute la Nation, non pas pour une province et c'est ce qui fait sa valeur jusqu'à notre époque ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que de telles flatteries au sentiment napoléonien et au Parti bonapartiste ne risquent pas d'aider les plus avancés des travailleurs et des jeunes Corses qui cherchent à politiser le combat autonomiste dans un sens de classe. Le P.C.F. a qualifié de fasciste le mouvement autonomiste une fois pour toutes ; il peut ainsi promettre, dans un splendide isolement, un avenir radieux aux Corses pour le jour où l'Union de la gauche entrera à l'Elysée.

Une telle politique exacerbe le nationalisme corse, interdit les évolutions et les différenciations au sein du mouvement régionaliste qui a

déjà fait la démonstration de son influence de masse.

Les programmes et la direction des organisations autonomistes portent la marque de cette petite-bourgeoisie traditionnelle et en cours de liquidation, affolée par sa propre disparition qu'elle assimile à celle du peuple corse. L'action des groupes autonomistes est toute tournée vers la protection, la conservation de cette structure sociale bouleversée par le capital monopoliste. Dans son programme, l'A.R.C. revendique un « pouvoir corse » qui garantisse la petite-bourgeoisie autochtone contre le « capital étranger ». « La révolution fondamentale doit se faire dans le respect de la propriété et de l'initiative privée (11) ». Ce qu'il faut défendre, c'est « le domaine interne menacé par l'action spoliatrice de l'Etat », l'Etat « central » étant le seul adversaire clairement désigné. Le domaine interne, c'est « l'agriculture, le tourisme, l'industrie, l'artisanat, le domaine foncier, le marché de l'emploi, l'enseignement de tous niveaux, la formation professionnelle, le patrimoine culturel ». L'Etat français conservera les Affaires étrangères et la Défense nationale. Une assemblée, élue au suffrage universel direct et désignant son exécutif, donnera son contenu à l'autonomie et assurera la défense de toutes les couches petites-bourgeoises vouées à la prolétarisation.

Le P.P.C.A., beaucoup moins influent que l'A.R.C., présente l'originalité de se référer au socialisme. Aux élections présidentielles de 1974,

⁽¹¹⁾ Autonomia, brochure de l'A.R.C. Autres citations extraites d'Arriti, mensuel de l'A.R.C.

il a appelé à voter Mitterrand quand l'A.R.C. donnait l'abstention comme consigne. Le projet du P.P.C.A. n'en est pas moins aussi limité que les objectifs de l'A.R.C. bien qu'il apparaisse plus à même de répondre aux attentes des chefs de petites entreprises, « Il faut, dans un premier stade, rechercher le plus grand nombre d'industries complémentaires entre elles et avec les autres secteurs économiques afin de maximaliser les effets induits au sein de l'économie corse. Il est plus important pour une île de raisonner en terme de garantie de développement qu'en taux d'expansion. Tout ceci devrait s'accompagner de mesures importantes : au plan financier, par la création d'institutions et de movens juridiques permettant la mobilisation massive sur place de l'épargne locale, afin de dégager des moyens propres de financement. Au plan de la formation des hommes, par un déploiement efficace de tout l'appareil de formation y compris l'univers de Corte. Au plan des transports externes, par des mesures propres à protéger l'industrie naissante. Cette protection est impossible si l'on accepte la continuité territoriale. Il est essentiel pour la Corse de pouvoir maîtriser ses propres transports afin de moduler les tarifs dans le sens de la protection et de l'aide aux industries exportatrices (...). Tout cela n'est possible que dans le cadre d'une planification à long terme. L'assujettissement de l'économie corse aux trusts touristiques ou industriels ne peut permettre cette approche. Le pouvoir autonome apparaît dès lors comme la seule et vraie solution aux problèmes posés (12). » Cette perspective typiquement protectionniste résume sans ambiguïté l'aspiration du petit patronat insulaire aux prises avec la concurrence que lui fait le capital monopoliste. « Après avoir largement ouvert la Corse aux trusts touristiques européens, nous voilà à la veille, si nous n'y prenons garde, d'être envahis définitivement (13). » L'invasion définitive, c'est le projet de la D.A.T.A.R. d'ouvrir deux zones industrielles à Bastia et Ajaccio, « approche capitaliste du développement industriel de la Corse », suspecte parce qu'elle ne « garantit pas que les profits réalisés serviront en partie à permettre l'accumulation en Corse du capital ». A ceux qui s'étonneraient de découvrir un tel sens à la référence au socialisme, de ne trouver rien de substantiel quant aux revendications sociales des travailleurs, le P.P.C.A. répond : « N'en déplaise aux puristes de la lutte des classes, la lutte nationale du peuple corse n'aboutira pas sans la participation d'une fraction de la bourgeoisie corse dont les intérêts économiques sont liés à l'émancipation du peuple corse. » Ces analyses du P.P.C.A. sont le meilleur exemple de l'abus d'un vocabulaire anti-colonialiste qui vient ainsi masquer la position politique fondamentale des groupes autonomistes. Le danger existe bien en Corse de voir certains courants du mouvement ouvrier se laisser aller aux alliances les plus opportunistes, l'arbre du « colonialisme » cachant la forêt des confusions politiques et

⁽¹²⁾ Napoléon de Péretti, un des dirigeants du P.P.C.A. et, en même temps, président de la Jeune Chambre économique d'Ajaccio. Kirn, mai 75. (13) Extraits de *Populu corsu*, mensuel du P.P.C.A., mars 1975.

de la collaboration de classe de l'autonomisme.

Les travailleurs et la jeunesse corses sont donc aujourd'hui enfermés dans le dilemne du national-chauvinisme du P.C.F., seule organisation ouvrière ayant une implantation dans l'île, et du programme des mouvements autonomistes profondément pénétrés du respect des institutions bourgeoises, de la propriété privée, et qui subordonnent la défense des

intérêts des travailleurs corses à celle de la petite-bourgeoisie.

Il est urgent d'avancer des perspectives authentiquement révolutionnaires si l'on ne veut pas que les énergies se gaspillent dans des actions désespérées (14). L'histoire de l'intégration tardive de l'île à la « Nation française » souligne déjà les différences de la situation corse avec celles de la Bretagne et de l'Occitanie, régions dont les bourgeoisies locales ont activement participé à l'accumulation d'un « capital national », à la constitution d'un marché national unifié. Cette politique bourgeoise dans l'hexagone, mobilisant les « classes populaires » et centralisant géographiquement son capital, a épuisé très tôt les aspirations nationales des ethnies périphériques ou plutôt les a condensées dans l'idéologie jacobine, la souveraineté populaire et les formes démocratiques de sa domination. Tout ceci avec des résultats pratiquement inconnus dans les pays voisins, l'Espagne constituant le plus parfait contre-exemple. La Corse, elle, a vécu tout au long du xix siècle la ségrégation douanière, administrative, linguistique et culturelle. Jusqu'en 1912, a subsisté un droit de douane sur les produits corses exportés vers la France alors que les produits français importés en étaient exonérés. Les transports sont placés sous le signe du monopole du pavillon (seule une compagnie française peut relier la Corse à la France). Le récent projet Libert Bou d'ouvrir une Université à Corte en 1977 se contente de reconnaître à celle-ci un statut dérogatoire et lui affecte trois maigres instituts : formation permanente, géo-sylvo-agronomie, problèmes de la Corse (sic).

La Corse est restée étrangère au processus de fusion nationale qui a brassé tous les peuples périphériques de la France de l'Ancien Régime. Sa classe dirigeante, bloquée dans son ascension, n'a pas été associée à la croissance capitaliste autrement que de façon parasitaire. Aujourd'hui des fractions bourgeoises et petites-bourgeoises peuvent trouver dans la résurgence d'un nationalisme corse une voie unificatrice de leurs aspirations divergentes. Elles peuvent ainsi dévoyer les luttes anti-capitalistes, surtout si le mouvement ouvrier français et insulaire lui oppose une politique chauvine et sectaire.

Il faut donc reconnaître la dimension nationale de la question corse, la seule qui se pose encore ainsi dans le cadre de l'Etat français. Il faut reconnaître au peuple corse le droit d'auto-détermination,

⁽¹⁴⁾ Deux organisations clandestines, le F.P.C.L. et Ghjustizia Paolina, qui se battent pour l'indépendance de la Corse, pratiquent la « lutte armée », tout au moins une violence minoritaire qui a un réel prestige dans la population.

le droit à la séparation, prendre ainsi au piège ceux des autonomistes qui n'excite le national corse que pour mieux négocier la défense de leurs intérêts avec la bourgeoisie française dans le cadre de l'Etat bourgeois et sur le dos des travailleurs. Les révolutionnaires doivent donner aux luttes actuelles un contenu de classe : distribution des terres à ceux qui les travaillent, y compris les ouvriers agricoles immigrés qui voudraient rester dans l'île ; transformation des grands domaines en coopératives sans indemnité aux actuels propriétaires ; priorité aux Corses pour l'attribution des emplois ; mise au service des travailleurs des complexes touristiques ; nationalisation des transports maritimes et développement du réseau des transports insulaires.

Ces premières mesures ne seront complètement réalisées que dans le cadre d'une économie planifiée. Elles sont la seule alternative au blocage actuel de la société corse qu'aggrave le mode de production capitaliste dont le développement inégal a maintenu l'île dans un état d'arriération, de sous-équipement, de sous-industrialisation sans commune mesure avec celui auquel il a condamné aussi d'autres régions françaises. Ces revendications sociales ne sauraient faire négliger à aucun moment la lutte contre toutes les formes d'oppression nationale. Il faut exiger le bilinguisme dans l'administration et à l'école, l'institution d'une véritable Université et d'une chaîne corse de télévision. La lutte pour l'autonomie administrative, pour une assemblée élue disposant de son exécutif, aujourd'hui présentée par tous les partis comme la définition supérieure de « l'émancipation de la Corse », sera l'occasion d'une bataille essentielle contre l'Etat fort, bataille au cours de laquelle les illusions sur la nature de classe de cet Etat pourront être dissipées.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire doit engager dès aujourd'hui un combat résolu pour la satisfaction de cet ensemble de revendications politiques et sociales. Ce combat sera la démonstration pratique du caractère émancipateur que seul le socialisme peut garantir au peuple corse. Celui-ci, dans le respect des droits qu'il aura acquis, pourra alors décider de les épanouir dans le cadre d'une France socialiste fédérative.

Montpellier, le 1^{er} octobre 1975

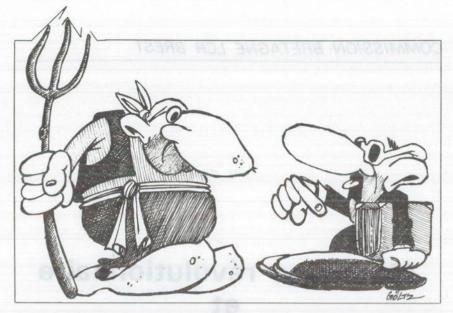
Marxisme révolutionnaire et minorités nationales

Cet article ayant été rédigé en janvier 1976, il ne prend pas en compte les événements et contributions survenus depuis.

La question des régions et nationalités opprimées a, au cours des dix dernières années, prit rang de problème politique majeur dans la plupart des pays capitalistes européens. Ce n'est pas que cette question soit nouvelle : dans la plupart des cas, elle a été posée dès le début de ce siècle par des mouvements culturels ou politiques qui ont assuré jusqu'à ce jour la permanence des revendications régionalistes ou nationalistes.

Mais c'est cependant dans la situation de crise globale de domination politique, que connaissent les bourgeoisies européennes depuis les grands ébranlements survenus autour du Mai 68 français, que la question des minorités a pris le caractère explosif qu'elle revêt aujourd'hui au point de nourrir des formes de lutte qui sont parmi les plus violentes que doivent affronter les Etats bourgeois, et de constituer l'une des lignes de force majeures de la crise sociale et politique du capitalisme européen.

Confrontée aux mouvements et pratiques politiques qui sont apparus autour de cette question des minorités, l'extrême-gauche révolutionnaire tarde à élaborer des réponses adaptées. Habituée et préparée à traiter par priorité les formes les plus directes et transparentes de la lutte des classes, elle éprouve des difficultés d'orientation devant des problèmes (ce fut le cas



également de l'oppression des femmes) qui ne peuvent être, ni directement ni exclusivement, rapportés aux rapports de production, et nécessitent pour leur intégration à la lutte anti-capitaliste, une élaboration théorique pour laquelle les classiques du marxisme ne nous ont légué que des ébauchés insuffisantes.

Certes, l'attitude de méfiance et d'ignorance qui prévalait dans l'extrême-gauche à ce sujet a été, pour une part, dépassée au cours de ces dernières années. L'évolution interne des mouvements régionalistes et nationalistes qui ont d'eux-mêmes et sous l'impact des conditions objectives de leurs luttes, évolué vers des références de plus en plus anti-capitalistes; la répression que leur ont value, de la part des Etats bourgeois, les formes de lutte radicales qu'ils ont employées; l'isolement dans lequel le mouvement ouvrier traditionnel a voulu les laisser, tous ces facteurs ont finalement suscité entre ces mouvements et l'extrême-gauche révolutionnaire un processus de rapprochement et de confrontation qui met aujourd'hui à l'ordre du jour un véritable débat sur le fond de ces problèmes.

Au-delà de la solidarité contre la répression, au-delà des interventions communes dans le soutien aux luttes ouvrières ou dans les luttes contre les implantations militaires et nucléaires, au-delà d'une commune réprobation du fétichisme de « l'unité nationale » (qui pénètre de larges franges du mouvement ouvrier), il faut en effet avancer et accéder au niveau programmatique, où doit se faire l'intégration des luttes des minorités aux luttes d'ensemble contre le capitalisme et l'Etat bourgeois.

A ce stade apparaît un blocage qui risque, s'il n'est pas surmonté, de compromettre le processus, pourtant riche de promesses, de rencontres politiques entre l'extrême-gauche et les avant-gardes des minorités. Ce blocage a trait au caractère national des problèmes posés par les minorités

opprimées; et l'état actuel — à vrai dire embryonnaire — de l'élaboration de la LCR sur ces questions nous semble à l'évidence en porter la marque. Tant les articles parus dans Rouge au moment des affrontements en Corse que les articles de P. Alliès dans les Cahiers Occitanie Rouge qui paraissent avoir valeur de référence pour la direction de la LCR témoignent en effet d'une volonté délibérée de faire autant que possible l'économie de la caractérisation des problèmes des régions et minorités en terme d'oppression nationale.

Ainsi un article paru dans Rouge (1) sous un titre surprenant si on le compare au contenu, se proposait de rendre compte de la situation des « régions » « sans qu'il soit besoin de revaloriser l'histoire passée de nationalités opprimées » et évitait, de fait, toute référence à l'oppression nationale. De même un article précédent contenait l'affirmation qu'à la différence de la question corse, les questions bretonne et occitane n'avaient pas de contenu national (2).

Il y a bien, pourtant, de la part des auteurs de ces articles, prise en considération des divers éléments constitutifs du problème; ils situent correctement le rôle du développement inégal capitaliste dans la formation du sous-développement économique des minorités, et ses conséquences sur leur formation sociale; ils prennent en compte l'existence de l'oppression culturelle qui se traduit notamment par l'étouffement des langues minoritaires.

Mais leur analyse se borne à juxtaposer ces deux aspects du problème (sous-développement et oppression culturelle) sans admettre ce qui en fait l'unité politique qui réside à notre avis dans une situation globale d'oppression nationale.

Nous avons pour notre part, travaillant sur le problème breton auquel nous sommes confrontés, retenu au début de notre recherche une telle caractérisation éclatée de la situation de la Bretagne : sous-développement plus oppression culturelle. L'approfondissement de notre démarche nous a peu à peu amenés à penser que semblable analyse manquait l'essentiel et s'arrêtait là précisément où le problème revêt son importance politique, là où peut se révéler son potentiel subversif qui réside dans le réveil d'une nationalité dissidente de la Nation bourgeoise française. Nous sommes arrivés à la conclusion que seule la reconnaissance du fait national en Bretagne pouvait fournir la médiation nécessaire à la politisation des luttes sociales et culturelles qui s'y déroulent et le cadre efficace de leur convergence contre l'Etat bourgeois. La lutte séparée contre le sous-emploi d'une part et le sort fait à la culture d'autre part est en effet de peu d'intérêt politique : elle n'ouvre que la perspective de mots d'ordre partiels et de luttes démocratiques cloisonnées. La prise en compte globale de l'oppression

⁽¹⁾ Rouge n° 320 du 31-10-75 : « Minorités nationales... défaire la Nation » (P.A).

⁽²⁾ Rouge n° 313 du 10-9-75 : « Sur la question corse : le contenu national » (D.B.).

nationale, par contre, intégrant ses aspects économiques, politiques et culturels, permet de lier les luttes sur les divers terrains et d'assurer leur convergence sur la cible de l'Etat-nation dans la perspective de sa destruction avec un impact global démultiplié par rapport à la force de chaque combat séparé, ou de références anti-capitalistes abstraites.

Parvenus à cette analyse, la question se posait à nous de comprendre les raisons qui retiennent nombre de marxistes révolutionnaires de s'engager, autrement qu'à reculons, dans la reconnaissance comme tel du problème des minorités nationales. Une fois la part faite des données circonstancielles des dernières années : priorités de l'après-Mai, dangers de l'adaptation spontanéiste à toutes les révoltes, errements nationalistes de certains courants politiques des minorités, restait une explication essentielle qui se situe au niveau théorique : le seul outil dont disposaient les révolutionnaires pour comprendre ce à quoi ils étaient confrontés dans les minorités, à savoir l'analyse « classique » de la question nationale produite par le marxisme, fin XIXe siècle et début XXe, n'est pas, tel quel, utilisable pour comprendre et répondre aux phénomènes d'oppression nationale qui existent aujourd'hui dans les pays capitalistes avancés.

La « tradition » marxiste dans l'analyse de la question nationale

Une tradition théorique d'analyse de la question nationale s'est en effet imposée dans le mouvement ouvrier, à partir, d'une part, de bribes théoriques et d'écrits de circontance à caractère journalistique de Marx et d'Engels, et, d'autre part, pour l'essentiel, de l'élaboration de Lénine.

Il n'est pas possible d'étudier ici dans le détail comment cette tradition s'est formée, puis figée jusqu'à donner naissance à un certain nombre de présupposés idéologiques qui font aujourd'hui obstacle à une appréhension correcte des questions nationales dans les pays capitalistes avancés. Mais il faut cependant tenter d'en faire apparaître les principales limites, qui se situent, à notre sens, à deux niveaux : d'une part une analyse réductionniste du fait national, qui se trouve en général assimilé à la forme que lui donne la bourgeoisie dans son Etat-nation, d'autre part, et par voie de conséquence, des réponses politiques et des tactiques qui maintiennent le prolétariat en position d'extériorité par rapport aux luttes nationales.

Avant d'examiner davantage l'une ou l'autre de ces limites, il faut noter que, si elles trouvent des points d'ancrage dans l'œuvre de Marx ou de Lénine, du fait des manques ou des simplifications que l'on peut y relever, la responsabilité en incombe, pour l'essentiel, au marxisme déformé et inachevé (3) produit ultérieurement dans le cadre de la IIe Internationale puis de la IIIe Internationale stalinisée. Un corps de doctrine

⁽³⁾ J.-M. Vincent : «Le marxisme déformé et inachevé » post-face à *Philosophie et politique* de L. Coletti (éditions Galilée).

éteinte et marquée par un aplatissement économiste encore mal mesuré de la pensée de Marx, s'est en effet progressivement imposé, aux dépens du projet de critique vivante et radicale de l'ensemble des rapports sociaux que Marx avait initié sans pouvoir en approfondir tous les aspects comme il le fit pour les rapports de production. Et pas plus que Lénine ne parvint à le faire totalement dans sa confrontation à Bernstein et Kautsky, les révolutionnaires d'aujourd'hui n'arrivent encore à se défaire complètement des pesanteurs économistes ou mécanistes dont nous retrouvons la marque dans l'analyse des questions nationales.

Une première limite dans l'analyse marxiste classique du problème national est décelable au niveau même de la définition du fait national. Dans son article « Question nationale et question régionale » (4), Paul Alliès souligne l'originalité de la position de Lénine « évitant de définir positivement la Nation, pour mieux en saisir les conséquences de l'oppression historique, économique et culturelle ». On n'en finirait pas de faire l'inventaire des textes dans lesquels des marxistes révolutionnaires sacrifient à cette tradition théorique d'analyse « en négatif » du fait national, réduit par eux au rang de reflet superstructurel des rapports de production capitalistes.

Ainsi, à titre d'exemple parmi les plus intéressants : « La nation est le produit de la lutte d'une classe précise, à savoir la bourgeoisie moderne... » (5), « la constitution des nations modernes est dans une large mesure le corollaire de la montée du capitalisme (...) elle en constitue le reflet superstructurel principal... » (6). Ou encore, sous la plume d'A. Pannekoek, sous une forme beaucoup plus abrupte et mécaniste : « Le fait national n'est qu'idéologie bourgeoise qui ne prend pas ses racines dans le prolétariat et qui, pour cette raison, disparaîtra à mesure du développement de la lutte des classes (...). Le fait national n'est pas seulement une apparition passagère dans le prolétariat, mais il constitue, comme toute idéologie bourgeoise, une entrave à la lutte des classes dont la puissance préjudiciable doit être dans la mesure du possible éliminée » (7).

De telles définitions, dont nous savons bien qu'elles n'ont pas conduit leurs auteurs à des conclusions politiques identiques, ont cependant en commun la réduction/assimilation du fait national à la forme que lui a donnée la bourgeoisie de l'Etat-nation. Elles traitent de la Nation comme d'une réalité homogène et monolithique, au sein de laquelle les concepts de nationalité, Nation, Etat-nation, nationalisme font figure de synonymes.

(6) E. Mandel: « Question nationale et luttes de classes dans les pays

^{(4) «} Question régionale et question nationale », Cahier Occitanie Rouge, n° 0. (5) E. Mandel: « Nationalisme et lutte de classe », débat avec M. Rodinson, dans Partisans, mai-août 71, p. 48.

impérialistes », Contradictions, n° 3, janvier-juin 1973, p. 35.

(7) A. Pannekoek : «Luttes de classe et Nation» reproduit dans Les marxistes et la question nationale, par G. Haupt, M. Lowy, G. Weill, Maspéro, p. 299.

Il est à noter que les réformistes, sociaux-démocrates puis staliniens, dans leur entreprise de récupération des idéaux nationaux et patriotiques de la bourgeoisie, utilisent les mêmes concepts en se bornant à en inverser la connotation politique : la Nation, condamnée par les marxistes révolutionnaires comme étant dans sa globalité instrument de la bourgeoisie, se trouve tout aussi globalement érigée par les réformistes au rang d'enjeu et référence positifs de la lutte de classes.

Des recherches développées ces dernières années (8), reprenant le fil conducteur des analyses, intéressantes quoique non dépourvues de confusion, d'Otto Bauer (9), ont apporté des approches moins mécanistes et simplificatrices du fait national. Elles ont fait apparaître que l'usage courant du mot nation fait référence en réalité à deux ordres de signification très différents dont l'un se situe effectivement au niveau de la « superstructure » : il s'agit de ce que l'on appelle la nationalité, en tant que communauté de culture et d'histoire, qui peut être dotée ou pas d'une expression étatique.

La distinction de ces deux niveaux est d'une grande importance, car si l'Etat-nation appelle les caractéristiques négatives dont nous avons parlé ci-dessus, en tant qu'il est l'expression même des besoins de la domination de classe de la bourgeoisie, la nationalité au contraire ne peut être analysée comme « reflet superstructurel » du mode de production capitaliste.

Lorsqu'Ernest Mandel affirme ci-dessus que « la constitution des nations modernes est pour l'essentiel, le corollaire de la montée du capitalisme », on ressent l'absence de cette distinction, et, en définitive, son affirmation laisse sans réponse la question de la définition de la Nation : il parle des « nations modernes »... et les autres ? Il précise « pour l'essentiel »... et pour le reste? Et le manque est plus net encore quelques phrases plus loin dans le même texte quand il écrit que la jeune bourgeoisie « s'empare » de l'idée nationale (10). C'est donc que l'idée nationale préexistait au projet national étatique de la bourgeoisie. Mais n'était-ce qu'une idée ? Il paraît incontestable, à la simple observation de l'histoire européenne par exemple, que les Etats-nations modernes ne se sont pas constitués en terrain neutre de toute réalisation nationale ; les communautés qui préexistaient, quelle que fut leur forme politique, avaient atteint une homogénéité et un degré d'organisation économique, politique, culturelle qui empêchaient de les considérer comme de simples éthnies. L'entreprise politique de la bourgeoisie ascendante n'a pas été de créer les nationalités, mais d'opérer parmi celles qui étaient déjà en place une sorte de tri. Certaines de ces

(9) Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 230-273 et Pluriel,

n° 1, p. 37-51.

⁽⁸⁾ La revue *Pluriel*, créée l'an dernier, se propose, suivant une approche qui nous paraît très intéressante, une recherche scientifique sur l'ensemble des « faits de relation » et plus particulièrement le fait national. (*Pluriel*, Cedrasemi, 6, rue de Tournon, 75006 Paris.)

⁽¹⁰⁾ Cf., sur ce point les commentaires de C. Scalabrino dans son article « Nation et reproduction sociale », dans *Pluriel*, n° 3, p. 77.

nationalités seront érigées par leur bourgeoisie en Etat-nation, leurs caractères propres seront reconnus et renforcés en même temps que dévoyés et déformés par la classe dominante et l'idéologie nationaliste qu'elle diffusera... D'autres nationalités, au contraire, dotées de bourgeoisies plus faibles, ne pourront être constituées en cadre politique bourgeois distinct, seront absorbées et feront l'objet d'une tentative de destruction systématique de leurs caractéristiques propres.

Il faut donc reconnaître, en arrière-plan de l'Etat-nation, un autre concept qui en est largement indépendant : celui de nationalité qui désignerait la communauté de culture d'un peuple, déterminée par des conditions d'existence matérielle et une histoire identique. Ainsi définie, la nationalité ne peut bien sûr être considérée comme neutre au regard de la lutte des classes : elle en porte à tout instant la marque; mais il n'empêche qu'elle comporte également des éléments tels que la langue, des « savoir-faire » d'ordre technique ou économique acquis par l'expérience, une subjectivité collective à structure originale, qui sont spécifiques des rapports particuliers à un peuple, à sa situation matérielle et ont, en tant que tels, vocation à s'épanouir bien au-delà de l'abolition des actuels rapports de domination de classe.

Que le terme de Nation puisse renvoyer à ces significations diverses n'a été qu'entre-aperçu par les marxistes révolutionnaires, mais l'idée n'en est cependant pas absente, par exemple, de textes de Trotsky récemment publiés : « La nation (nous parlerons désormais, pour clarifier les choses, de nationalité) constitue un facteur agissant et permanent de la culture humaine. Et dans le régime socialiste, la nation libérée des chaînes de la dépendance politique et économique, sera longtemps appelée à jouer un rôle fondamental dans le développement historique, incomparablement moins stable que la nation » (11). Et encore : « Une vaste fédération démocratique devra inévitablement se substituer à l'Etat national en vase clos (...). La communauté nationale fondée à partir des exigences du développement culturel n'en sera pas détruite pour autant (...). Au contraire ce n'est que sur la base de la fédération républicaine des pays avancés qu'elle pourra totalement s'accomplir » (12).

Cette dissociation que nous avons tenté d'opérer entre l'Etat-nation, instrument de domination de la bourgeoisie, support institutionnel du nationalisme, et la nationalité relativement indépendante des rapports de classe et appelée à s'épanouir au-delà du renversement de la bourgeoisie, est d'une importance décisive dans l'actuel débat sur les « minorités nationales ». Outre qu'elle autorise une position d'intériorité du prolétariat dans la lutte des nationalités opprimées (nous y reviendrons), elle permet également de caractériser sans hésitation comme nationalitaire la lutte des minorités.

(12) Ibid., p. 50.

⁽¹¹⁾ L. Trotsky: « Nation et économie », dans Pluriel, n° 4. p. 43.

La bourgeoisie et les nationalités

Une appréciation différenciée du concept de Nation-Etat d'une part, du concept de nationalité d'autre part, devrait permettre de rompre avec une idée solidement ancrée dans le mouvement ouvrier suivant laquelle la Nation étant par essence une réalisation historique de la bourgeoisie, c'est la bourgeoisie qui avait en principe vocation à régler partout la question nationale, que le prolétariat ne rencontrerait de ce fait qu'à titre résiduel. C'est à cette idée que renvoie l'utilisation courante des termes de « question nationale non réglée » dans le cadre de « révolutions démocratiques-bourgeoises inachevées ».

Sur ce point, une erreur originelle particulièrement nette a été commise par Marx et Engels eux-mêmes, qui ont développé dans des écrits, produits il est vrai en marge de leur œuvre théorique systématisée (articles de presse ou correspondance) une surprenante théorie de nations « historiques » et « non historiques ». Il en ressort que, dans leur esprit. les nationalités ne pouvaient se maintenir autrement que comme cadre et reflet de la mise en place des économies capitalistes. Seules les bourgeoisies les plus avancées et progressistes pouvaient donc prétendre édifier des nations à part entière et, en face de leur mission historique, les balbutiements nationalitaires des peuples sans classe dominante active et dynamique n'étaient que des obstacles réactionnaires à éliminer sans ménagement. Marx et Engels accableront de leur mépris ces peuples « non historiques » qui dressent leurs prétentions nationales en travers du chemin des bourgeoisies civilisatrices, et ils n'hésiteront pas à apporter le secours de leur plume au « talon de fer » de l'histoire réductrice des petites nations. Ils écrivent par exemple : « ... quel « crime », quelle « politique abominable » que celle des Allemands et des Anglais qui, au moment où, en général, en Europe, les grandes monarchies étaient devenues une « nécessité historique » démolissaient toutes ces petites nations rachitiques et impuissantes pour en faire un grand empire et les rendaient ainsi capables de participer à un développement historique auquel, abandonnées à elles-mêmes, elles seraient restées complètement étrangères! A vrai dire on ne peut rien accomplir de pareil sans briser brutalement maintes tendres nations-fleurettes » (13). Ou encore : « Les gaéliques des Highlands et les Gallois appartiennent indubitablement à des nationalités différentes de la nationalité anglaise, et pour autant, personne ne donnera à ces résidus de peuples depuis longtemps disparus, le titre de nations, pas plus qu'on ne l'accorde aux habitants celtiques de la Bretagne en France » (14). On notera ici que Marx n'ignore pas la notion de nationalité distincte de celle de

(14) Ibid., p. 91.

⁽¹³⁾ Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 77.

nation, mais qu'il se refuse par contre à lui accorder la moindre validité sur le plan théorique et historique, au point de tourner en dérision quelques lignes plus loin le « principe des nationalités (...) en vertu duquel les Roumains de Valachie qui n'eurent jamais d'histoire ni l'énergie requise pour en avoir une, sont égaux en importance avec les Italiens qui ont 2 000 ans d'histoire et une vitalité naturelle incomparable » (15). Les écrits de Marx et d'Engels reproduits dans Les marxistes et la question nationale (16) ne manquent pas de prises de position de ce genre.

C'est à partir de l'idée qui s'en dégage suivant laquelle seules les bourgeoisies européennes actives et dynamiques dans la concurrence capitaliste, étaient capables d'assurer la constitution de nations historiquement viables et progressistes, que les réformistes de la II^e Internationale tentèrent par la suite de justifier leurs ralliements honteux aux nationalistes bourgeois dominants, de la guerre de 1914 à la guerre d'Algérie. Puisque la roue de l'histoire devait, pour avancer, écraser quelques « nations-fleurettes », autant valait, de leur point de vue, accélérer le mouvement...

K. Marx n'aurait pas manqué, confronté à des problèmes tels qu'ils se posèrent après lui, à l'ère de l'impérialisme, d'apporter lui-même à ses analyses les approfondissements et redressements nécessaires. Ce qu'il commença d'ailleurs de faire de son vivant à propos des problèmes irlandais et polonais.

L'analyse marxiste « classique » du problème national est en effet autrement plus nuancée que ce que nous avons eu jusqu'ici l'occasion d'en examiner, qui en constitue le point de départ et montre « qu'on revient de loin ». Elle ne se réduit pas, heureusement, à la mise en œuvre mécanique de la conception de la Nation que nous avons mise en lumière, poussée jusqu'à la caricature par les sociaux-démocrates. Elle s'est, malgré ses limites initiales, enrichie et corrigée à la faveur de l'expérience historique, qui devait assez rapidement mettre à mal la thèse suivant laquelle la résolution du problème national serait menée à bien par la bourgeoisie du même mouvement que la constitution des capitalismes nationaux, et créerait à une échéance rapprochée les conditions de dépérissement du cadre national (17).

Très vite, en fait, des questions nationales non réglées s'imposèrent à l'attention d'abord de Marx (Irlande, Pologne), puis de Lénine et des révolutionnaires de son époque (empire austro-hongrois, empire tsariste).

⁽¹⁵⁾ Ibid., p. 92.

⁽¹⁶⁾ Ibid., p. 67-110.

^{(17) «} Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché international, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent » : K. Marx, Manifeste Communiste, 10/18, p. 43.

La réponse empirique qu'ils y apportèrent, diffère totalement de l'attitude opportuniste, qui fut celle de la social-démocratie. Marx et Engels, à propos de l'Irlande et de la Pologne, Lénine à l'égard de tous les peuples où la revendication nationale prit un caractère de masse, se refusèrent à valider l'oppression nationale exercée par les bourgeoisies concernées et ne cessèrent pas au contraire d'inviter le prolétariat des nations dominantes à se ranger aux côtés des peuples opprimés contre leur propre bourgeoisie. Ils estimèrent que si la résolution du problème national était, en principe, l'apanage de la bourgeoisie, l'expérience montrait que celle-ci ne mène jamais à son terme l'accomplissement de ses tâches historiques, qu'elle ne réalise jamais parfaitement sa révolution démocratique et qu'il appartient donc au prolétariat de la relayer dans les réalisations démocratiques inachevées au lieu d'entériner ses faillites.

Ainsi fut mis en place un cadre de réponse au problème national dont les lignes de force sont le droit à l'autodétermination pour les nations opprimées et le principe de l'égalité en droit des nationalités. Sans sous-estimer la valeur que pourrait, et peut encore, revêtir ce cadre de réponse par rapport aux opportunismes nationaux qui sévissaient et sévissent dans le mouvement ouvrier des pays impérialistes, il n'est pas moins indispensable d'en souligner les limites et l'impasse où conduirait sa transposition pure et simple aux situations actuelles d'oppression nationale dans les pays capitalistes avancés.

Il faut d'abord remarquer que ce type de réponse à l'oppression nationale, que Lénine mit en forme systématique, opère une rupture empirique avec les outrances de Marx et Engels citées ci-dessus, mais sans remettre en cause leurs présupposés théoriques. En arrière-plan de ces thèses, la Nation reste globalement considérée comme principe bourgeois d'organisation des sociétés et, par voie de conséquence, le problème national comme devant être, en principe, réglé par le développement du capitalisme ascendant. Ce n'est qu'à titre d'exception au processus historique normal, exceptions qui renvoient aux faiblesses de telle ou telle bourgeoisie, que le prolétariat peut ici ou là se trouver confronter au problème national non résolu. Mais la question nationale est réglée pour l'essentiel, notamment en Europe de l'Ouest où les nationalités sans expression étatique sont considérées comme définitivement digérées et intégrées aux grandes nations.

On retrouve là les conséquences de la non-reconnaissance théorique du concept de nationalité, qui, s'il avait été admis, aurait permis de saisir l'autonomie du fait national par rapport à sa possible mais non entièrement indispensable, expression étatique. Autonomie telle que des particularismes nationaux se sont maintenus en Europe plusieurs siècles durant, en dépit d'entreprises de liquidation économique, politique et culturelle qui confinent parfois au génocide. Il était sans doute difficile, il y a un siècle, de saisir que l'issue de ces processus d'intégration nationale n'était pas inéluc-

table; il est plus facile aujourd'hui de voir qu'ils n'ont pas réussi, et que les fissures jamais fermées dans « l'unité nationale » des grands Etats s'ouvrent et s'ouvriront de plus en plus en plajes béantes à l'ère du « capitalisme tardif ».

L'absence dans le marxisme d'une compréhension satisfaisante de cet aspect de la question nationale renvoie d'ailleurs au problème des déviations objectivistes ou économistes, qui ont pu se cristalliser dans le mouvement ouvrier à partir des zones d'ombre ou erreurs d'appréciation que l'on peut relever chez Marx puis Lénine. L'idée selon laquelle la bourgeoisie était appelée à « régler la question nationale » jusqu'à réunir les conditions du dépérissement de la Nation est, de ce point de vue, en rapport certain avec une compréhension trop peu dialectique de « l'essor des forces productives », trop unilatéralement considéré comme facteur automatique de progrès historique. Sur les origines exactes de cette sorte d'idéalisation du mouvement objectif des forces productives, il faudrait engager un travail de recherche critique approfondie, dans la direction indiquée par Jean-Marie Vincent, par exemple, lorsqu'il avance l'hypothèse que « le marxisme de Lénine pèche par manque d'esprit critique quant au poids négatif de l'héritage capitaliste » (18).

Une telle recherche serait d'un grand intérêt pour l'avance de la discussion sur la question nationale. Car il est bien clair que c'est au nom du progrès historique apporté par l'essor des forces productives dans le cadre des grands marchés capitalistes que les marxistes ont pu tantôt applaudir à l'absorption des petites nations tantôt se convaincre que le territoire des grandes nations bourgeoises serait rapidement et définitivement homogénéisé par l'essor de la grande production industrielle. Et voilà qu'aujourd'hui, au stade du capitalisme tardif, ces nationalités « mineures » que la fameuse roue de l'Histoire devait balaver dans son mouvement, non seulement ne l'ont pas été, mais apparaissent précisément dans ce qu'elles ont conservé de pré-capitaliste comme une sorte de revanche de l'histoire au sens où elles sont le lieu d'une « qualité de la vie » enviée dans les centres vitaux du capitalisme avancé... Qui oserait soutenir aujourd'hui que la Bretagne, l'Occitanie ou la Corse devraient, avant d'accéder au socialisme, franchir à leur tour dans le giron de la France, le même chemin parcouru sur la voie de l'essor des forces productives, par la Région parisienne ou la Ruhr? Ce débat sur les minorités rejoint ici le débat écologique, et ce n'est certainement pas par hasard que ces deux questions viennent simultanément, et souvent imbriquées, au premier plan de la vie politique.

De ces remarques sur l'arrière-plan théorique de la thèse léniniste concernant la question nationale, nous pouvons progresser jusqu'à une analyse critique de ses conclusions politiques qui tiennent essentiellement

⁽¹⁸⁾ J.-M. Vincent, op. cit., p. 119.

dans la formulation du droit à l'autodétermination pour les nationalités opprimées. La réponse de Marx, puis de Lénine, aux situations d'oppression nationale qu'ils rencontrèrent et admirent comme telles, découle directement de la certitude qu'ils avaient que la nationalité ne pouvait connaître d'autre forme d'épanouissement qu'à un Etat-nation correspondant à un marché, à une aire nationale assez vaste pour permettre la mise en œuvre des forces productives au niveau de développement qui était le leur à l'époque.

Les grands Etats européens sont considérés par eux comme fournissant l'aire territoriale adaptée à ce niveau de développement, à la différence des nationalités mineures (Gallois, Bretons, etc.) et la question nationale y est donc « réglée ». Il se trouve que par exception, certaines nationalités (Irlande, Pologne, etc.) qui pourraient satisfaire aux critères du développement capitaliste du fait de leur territoire et du dynamisme potentiel que révèle chez eux un mouvement nationaliste actif, restent cependant en butte à l'oppression nationale : il faut lutter pour qu'elles puissent se constituer en Etats-nations comme les autres afin d'en finir avec des conflits nationaux qui embrouillent le champ de la lutte de classes.

Telle est la démarche originelle qui sous-tend la formulation du droit à l'autodétermination comme réponse du mouvement ouvrier à l'oppression nationale : à chaque nationalité historiquement viable doit correspondre un Etat souverain. En ce sens, le droit à l'autodétermination apparaît comme une réponse historiquement datée aux situations d'oppression nationale : il constitue une pièce maîtresse dans la problématique de parachèvement de la révolution démocratique bourgeoise par le prolétariat comme préalable à la révolution socialiste, comme étape indispensable dans tous les cas où la bourgeoisie n'avait pas joué jusqu'au bout son rôle historique.

Peut-on proroger à l'époque de la décadence impérialiste, après l'abandon de toute perspective étapiste au profit de la révolution permanente, la validité du droit à l'autodétermination comme réponse centrale du mouvement ouvrier à l'oppression nationale ? (19).

Ou bien l'on continue à avancer la revendication du droit à l'autodétermination séparément de la perspective de la révolution socialiste : quel peut être alors l'intérêt d'offrir à une minorité nationale le droit de se constituer en Etat-nation, à l'abri de nouvelles frontières et à contre-sens des tendances manifestes de l'évolution économique? Et quelle peut être la chance de voir les Etats bourgeois concernés se laisser déposséder d'une partie de leur territoire?

Ou bien l'on avance la revendication du droit à l'autodétermination en liaison avec la perspective de la révolution socialiste; mais elle perd

⁽¹⁹⁾ L'affirmation du droit à l'autodétermination pour le peuple corse avait cette fonction dans les prises de positions de la LCR l'an dernier.

alors l'essentiel de son importance, puisqu'on attend du socialisme qu'il s'étende à bref délai à l'Europe entière, et offre dans ce cadre la possibilité d'un développement harmonieux de toutes les régions et minorités par le jeu combiné de l'autogestion et la planification internationale. Le droit à l'autodétermination fait figure dans ce cadre de « triste droit » qui demeure uniquement comme garantie, pour le cas où le socialisme qui verrait le jour n'offrirait pas aux minorités le cadre adéquat à leur épanouissement et les obligerait, en se séparant, à revenir en arrière jusqu'à la forme anachronique de l'Etat-nation indépendant et isolé (20).

En voyant là en quoi un élément central de la réponse traditionnelle des marxistes révolutionnaires au problème national doit être relativisé dans les conditions actuelles de la lutte de classes, nous posons du même coup la question d'une politique alternative à l'égard des questions nationales aujourd'hui posées dans les pays capitalistes avancés.

Pour une prise en charge offensive des luttes nationales des minorités par le mouvement ouvrier

Par rapport aux situations d'oppression nationale qui demeurent dans les pays capitalistes avancés, le mouvement ouvrier se trouve en face d'une série de tâches politiques que l'on peut regrouper autour de deux impératifs essentiels : celui d'identifier et de reconnaître comme telle la situation des minorités nationales, celui d'avancer une réponse politique qui lie étroitement libération nationale et révolution socialiste.

L'une et l'autre de ces exigences sont encore loin d'avoir été satisfaites, même par les courants révolutionnaires du mouvement ouvrier. Il nous semble que la démarche théorique que nous avons essayé de présenter ici, qui vise à dissocier la nationalité de son instrumentalisation en Etat-nation par la bourgeoisie, devrait permettre d'avancer vers des réponses plus adaptées.

Un préalable devrait tout d'abord être levé, qui a trait à la reconnaissance comme tel du problème des minorités nationales, point sur lequel

⁽²⁰⁾ Seule une analyse du problème des minorités des pays capitalistes avancés en terme de colonisation pourrait autoriser l'utilisation « classique » à leur sujet de la revendication du droit à l'autodétermination. Si ces minorités étaient des « colonies », le caractère extérieur de la domination capitaliste y serait massivement perçu, et il s'y constituerait un mouvement de masse de lutte pour l'indépendance qui pourrait porter effectivement la revendication du droit à l'autodétermination. Resterait alors à assurer la transcroissance de la lutte de libération nationale en lutte pour la révolution socialiste puis l'extension du processus révolutionnaire. Ceci ne correspond en rien à la situation réelle ces minorités nationales dans les pays capitalistes avancés, sauf dans l'imagination des groupes nationalistes, qui, faute du bénéfice de l'audience des masses, s'enferment dans des stratégies terroristes sans issue.

les marxistes-révolutionnaires et, entre autres, la LCR, hésitent à s'engager (21). A plusieurs rèprises dans le débat ouvert à partir du problème corse, des militants qui semblent exprimer la position la plus répandue dans la LCR ont dénié au problème breton notamment, le caractère de problème national. Et l'argument qu'ils évoquaient nous renvoie directement aux présupposés théoriques que nous avons examinés : à l'appui de la négation du problème national du problème breton, ils invoquent le fait que cette « région » n'a pas été une « entité historique extérieure au procès de constitution du capital national », qu'elle a été « de longue date intégrée au développement du capitalisme français » et que sa bourgeoisie s'est voulue partie intégrante de la bourgeoisie française.

Un tel raisonnement reproduit de toute évidence à son point de départ l'erreur qui constitue à réduire le fait national à la constitution d'un Etat-nation à part entière sous l'impulsion d'une bourgeoisie indépendante; et partant de là, il en arrive à ne reconnaître la réalité d'un fait national qu'à la condition qu'une bourgeoisie lui ait donné à un certain moment une expression politique et économique achevée.

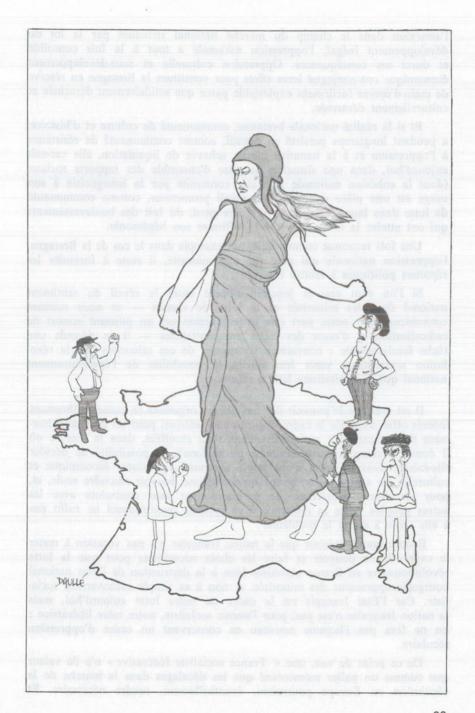
Or, si l'on admet au contraire, comme c'est notre hypothèse, que le fait national existe même s'il n'est pas porté par une bourgeoisie indépendante sur les fonds baptismaux de l'Etat-nation, que la nationalité cencentre les aspirations et spécificités économiques et culturelles d'un peuple, déterminé par ses conditions d'existence propres et son histoire, alors le fait national ne s'évanouit pas comme par enchantement avec la faillite historique d'une classe dominante.

En ce qui concerne la Bretagne (22), il est bien vrai que jamais sa classe dominante (féodale ou bourgeoise) n'a été capable de la constituer en Etat-nation stable et achevé et a préféré jouer — et perdre — le jeu de l'intégration à la bourgeoisie française. Mais ce n'est pas pour autant qu'on peut en conclure à l'absence d'oppression nationale de la Bretagne. Le ralliement de la noblesse, puis de la bourgeoisie bretonnes à l'Etat français n'a pas éteint du même coup les aspirations nationales du peuple breton, et il a fallu pour les étouffer une oppression systématique dont les aspects les plus importants furent la répression des soulèvements populaires, la tentative méthodique de tuer la langue et l'exode massif des travailleurs.

On doit donc parler à propos de la Bretagne, comme nous l'avons fait à propos de la Corse, d'une combinaison du développement inégal capitaliste et de l'oppression nationale. Une fois la Bretagne inclue par

(22) Cf. article suivant pour une analyse plus détaillée de la question bretonne.

⁽²¹⁾ Cf. Paul Alliès: « Question nationale et question régionale », op. cit.: « ... dans ces régions, Bretagne, Occitanie, bien des facteurs sociaux et historiques viennent démontrer qu'il n'y a pas de véritable question nationale mais bel et bien une question régionale au capitalisme en déclin ».



l'annexion dans le champ du marché national structuré par la loi du développement inégal, l'oppression nationale a tout à la fois consolidé et durci ses conséquences. Oppression culturelle et sous-développement économique ont conjugué leurs effets pour constituer la Bretagne en réserve de main-d'œuvre facilement exploitable parce que solidairement déracinée et culturellement désarmée.

Et si la réalité nationale bretonne, communauté de culture et d'histoire, a pendant longtemps persisté en négatif, comme communauté de résistance à l'oppression et à la tentative jamais achevée de liquidation, elle connaît aujourd'hui, dans une situation de crise d'ensemble des rapports sociaux (dont la cohésion nationale française construite par la bourgeoisie à son usage est une pièce maîtresse) un réveil prometteur, comme communauté de lutte dans laquelle la classe ouvrière peut, du fait des bouleversements qui ont atteint la formation sociale, affirmer son hégémonie.

Une fois reconnue comme telle, par exemple dans le cas de la Bretagne, l'oppression nationale qui pèse sur une minorité, il reste à formuler les réponses politiques à mettre en avant.

Si l'on veut que la jonction s'opère entre le réveil du sentiment national dans les minorités et la lutte de classes — et nous sommes convaincus pour notre part que cette jonction est un puissant ressort de radicalisation et d'essor des luttes anti-capitalistes — il en découle une tâche fondamentale : convaincre les masses de ces minorités que la révolution socialiste à venir leur offrira la possibilité de l'épanouissement national que le capitalisme leur a refusé.

Il est vrai que le pouvoir des travailleurs organisés en conseils librement fédérés offre d'emblée le cadre institutionnel adéquat pour un tel épanouissement des potentialités nationales aujourd'hui étouffées, dans la mesure où il donne à chaque entité nationale ou régionale la possibilité de décider elle-même, dans le cadre d'une triple autonomie politique, économique et culturelle, de toutes les questions qu'elle estime pouvoir résoudre seule, et, pour les autres problèmes, de se coordonner sans contrainte avec les autres peuples. Mais la référence à ce système institutionnel ne suffit pas à elle seule à régler le problème.

Encore faut-il préciser que la nation française n'a pas vocation à rester le cadre de ce pouvoir et faire les choix nécessaires pour que la lutte révolutionnaire en France aboutisse bien à la destruction de l'Etat national bourgeois oppresseur des minorités, et non à sa simple reconversion socialiste. Car l'Etat français est le cadre de notre lutte aujourd'hui, mais la nation française n'est pas, pour l'avenir socialiste, notre mère libératrice : on ne fera pas l'homme nouveau en conservant un cadre d'oppression séculaire.

De ce point de vue, une « France socialiste fédérative » n'a de valeur que comme un palier momentané que les décalages dans la marche de la révolution en Europe pourraient, éventuellement, rendre nécessaire. Et

c'est une toute autre perspective qu'il faut ouvrir comme orientation fondamentale pour la période de transition au socialisme : celle d'une Europe socialiste où tous les peuples seraient sur un pied de complète égalité, et libres de nouer des relations privilégiées au gré de leurs affinités économiques et culturelles.

Enfin, et c'est peut-être là le cœur du débat, il faut rompre la relation d'extériorité dans laquelle le mouvement ouvrier se maintient traditionnellement à l'égard des luttes nationales des minorités. Dans le meilleur des cas, lorsqu'elles ne sombrent pas dans le chauvinisme français, les organisations révolutionnaires comme réformistes du mouvement ouvrier se bornent à répondre aux aspirations nationales minoritaires par des revendications démocratiques (qui culminent, éventuellement, dans la revendication du droit à l'autodétermination... ou, tant il est difficile d'en faire un « mot d'ordre effectif », dans son succédané dérisoire : l'autonomie administrative).

En ce qui concerne notamment les cultures des minorités, elles demandent pour elles aujourd'hui des libertés et leur promettent pour demain le droit d'exister; mais elles ne s'engagent pas par une pratique active dans le processus délicat de leur renaissance. Elles demandent à l'ORTF et à l'administration le bilinguisme, mais ne le pratiquent pas ellesmêmes ni ne manifestent l'intention de le pratiquer.

Tout se passe le plus souvent comme si les aspirations nationales des minorités étaient l'affaire d'une couche sociale particulière : la petite et moyenne bourgeoisie, dont il s'agirait de gagner l'alliance par des concessions. De là découle une position d'attente : on ne prend en compte le problème national qu'après qu'il ait été posé à une échelle de masse par des mouvements nationalistes.

Cette attitude, qui a en général pour conséquence désastreuse de laisser la direction des luttes d'émancipation nationale à des courants bourgeois et petits-bourgeois, est encore une conséquence de l'appréhension du fait national comme outil de domination de la bourgeoisie, qui ne peut évidemment que nourrir la défiance et l'attentisme.

Pourtant, si les révolutionnaires n'ont que rarement produit une analyse différente du fait national, ils n'en ont pas moins souvent senti que l'attitude du mouvement ouvrier à son égard, dans le cas de nationalités étouffées, ne devait pas être extérieure ni attentiste. C'est à notre avis le sens des propos de Trotsky lorsqu'il affirme (23) que « les communistes existent pour résoudre le problème national comme partie intégrante de la question plus générale de la vie des hommes sur terre », que « le prolétariat lutte pour la libération complète de l'humanité de toutes les

⁽²³⁾ L. Trotsky: «Sur la question nationale », Pluriel, nº 1, p. 53.

formes d'oppression » et que la lutte contre l'oppression nationale « est partie organique de notre position de classe et non quelque chose d'accessoire ou d'étranger ».

Dans le même sens, Ernest Mandel écrit, à propos des Noirs américains, que « la naissance de la conscience nationale dans une nationalité opprimée (...) la tentative de libération par rapport, non seulement à l'impérialisme économique et politique mais aussi par rapport à l'impérialisme culturel constituent un premier pas dans la voie de la prise de conscience de sa propre dignité humaine, et alors il v a un énorme progrès de l'humanité qui s'effectue » (24). C'est selon nous dans cette direction, celle d'une intervention active dans la formation d'une conscience nationalitaire propre des minorités, qu'il faut s'engager en comprenant que le prolétariat de ces minorités a intérêt, non seulement par tactique et pour nouer des alliances, mais pour lui-même, à la reconquête d'une identité nationale spécifique (25).

Car de même que l'oppression nationale des minorités a servi jusqu'ici à la bourgeoisie pour consolider sa domination, le réveil des sentiments nationaux qui s'y produit aujourd'hui peut constituer, il est compris par le mouvement ouvrier, un puissant levier pour la lutte révolutionnaire. On voit bien effet, sur le terrain, que le fait pour des jeunes, des paysans, des ouvriers en lutte, de renouer avec leur identité culturelle profonde, de retrouver leurs racines, démultiplie la force et l'insolence de leurs combats. On se sent autrement plus fort quand on peut s'exprimer et lutter avec ses propres outils culturels, forgés à partir de racines nationales restées populaires, que lorsqu'on est obligé de manier maladroitement les outils culturels forgés par la bourgeoisie française pour les besoins de sa domination et profondément marqués par sa décadence.

C'est donc dans l'intérêt même de la lutte révolutionnaire que le mouvement ouvrier se doit non seulement de réclamer et de promettre des libertées formelles pour les minorités, mais également de s'engager activement dans le mouvement fécond de leur renaissance et de leur épanouissement national.

C'est, selon nous, en suivant cette voie que la classe ouvrière des minorités pourra non seulement entraîner autour d'elle les autres couches sociales populaires victimes de l'oppression nationale et du capitalisme, mais encore libérer et démultiplier ses propres énergies pour la lutte révolutionnaire. Et ainsi pourront se créer dans les minorités, les conditions de luttes de masse offensives contre l'Etat bourgeois français, qui devraient constituer de par leur force et leur degré de radicalisation, l'une des contributions décisives à la surveillance et au dénouement positif de la crise révolutionnaire à venir.

⁽²⁴⁾ E. Mandel: op. cit., note 5, p. 48-49.(25) Il y a de ce point de vue une analogie de méthode avec la problématique du mouvement de libération des femmes.

Peu de questions exigent une recherche aussi délicate et tâtonnante que celle qu'obligent à entreprendre les nouvelles caractéristiques du problème national dans les pays capitalistes avancés : aussi souhaitons-nous qu'une discussion ample et sérieuse s'engage sur l'état actuel de notre recherche, que nous avons présenté ici.

Commission Bretagne LCR-Brest Le 20 janvier 1976



Bretagne et le mouvement breton

Traditionnellement les marxistes ont souvent réduit la question nationale aux avatars de la Nation bourgeoise, Etat unifié économiquement, administrativement, linguistiquement, servant de pilier à l'exploitation capitaliste et masquant les conflits de classe.

Cette tradition nous a fait longtemps méconnaître la réalité nationale du problème breton.

Elle nous empêchait de comprendre l'histoire de la nationalité bretonne, abandonnée au XVIe siècle par sa bourgeoisie et sa grande noblesse, et conservée jusqu'au XXe siècle dans le seul monde rural, dont l'éclatement aujourd'hui, fait de la question nationale bretonne un trait d'union entre les classes exploitées du peuple breton.

Elle était cause aussi de méfiance envers les mouvements bretons, tous plus ou moins soupçonnés de nationalisme « bourgeois » ou « petit-bourgeois », non pas tant à cause de leur ligne (certains l'étaient effectivement) que parce qu'ils posaient tout simplement le problème de la question nationale.

Parler de problème national breton, c'était risquer de s'éloigner de la lutte des classes. Alors au fur et à mesure que s'affirmaient les révoltes du peuple breton, nous reprenions tel ou tel thème de lutte (surexploitation, emploi, militarisation), mais en veillant surtout à démembrer la question bretonne, revendication par revendication, nous aveuglant ainsi sur ce qui fait justement la force du problème breton : la rencontre des luttes dans un même sentiment d'oppression, d'agression du peuple breton par le capitalisme français.

Cette incompréhension ne pouvait durer. Nos recherches nous ont amenés à remettre en cause la confusion traditionnelle entre question nationale et fait bourgeois, à avancer une nouvelle conception de la question nationale et de ses rapports avec le socialisme. C'est dans ce cadre que nous présenterons une histoire de la nationalité bretonne, et nos propositions pour une Bretagne libre et socialiste.

Question nationale, nations, nationalités

On explique habituellement que la Nation se forme à un moment où la bourgeoisie d'un Etat prend en main, face au morcellement rural et provincial, son unification territoriale, économique, administrative, linguistique. De cette façon, la bourgeoisie rompt les obstacles opposés par le féodalisme au développement capitaliste. De plus, mêlant lutte pour la Nation et lutte anti-féodale, elle scèle une alliance de classes durable avec les masses populaires, et prépare pour l'avenir la confusion nationaliste, le ralliement des exploités sous le drapeau « national » des exploiteurs.

Cette explication vaut parfaitement pour les révolutions nationales bourgeoises. Mais elle est particulièrement silencieuse sur des points essentiels : si la bourgeoisie peut si bien exploiter le sentiment des masses pour s'en faire des alliés, non seulement dans la lutte anti-féodale, mais aussi dans des guerres étrangères, n'est-ce pas que ce sentiment est particulièrement enraciné en elles et par quoi ? Et qu'en est-il des revendications nationales élevées par des peuples encore dépourvus de bourgeoisie, ou dont la bourgeoisie n'a pas pris en charge la construction nationale, préférant s'inféoder à une puissance supérieure ?

Certes l'Antiquité ne connaissait pas de Nation au sens bourgeois : elle n'en connaissait pas moins des questions nationales : peuples rebelles à l'emprise romaine, luttes constantes entre les différents peuples celtes, etc. Dès cette époque le fait national apparaissait comme une donnée essentielle des groupes humains. Donnée essentielle et non superstructure d'un mode de production particulier : c'est la langue, qui donne forme à la pensée et permet la communication; c'est la terre, base de la production et assimilée, socialisée par le groupe national et en relation privilégiée avec elle; c'est l'histoire commune, l'ensemble des coutumes, la culture qui font qu'une nouvelle structure sociale ou une nouvelle technique seront plus ou moins vite acceptées, plus ou moins transformées selon l'histoire de la nationalité qui l'influence.

Dire que le fait national est une donnée essentielle de l'histoire de l'humanité, ce n'est pas abandonner l'internationalisme; il y a une unité de l'humanité, qui fonde la disparition nécessaire et mondiale des rapports d'exploitation, la nécessité d'une planification mondiale qui élimine les pillages et permette l'égalité de tous les peuples. Mais il y a aussi une diversité de l'humanité : l'humanité est une idée abstraite qui mène à une politique abstraite et technocratique, si l'on oublie qu'elle est un ensemble de peuples qui ne doivent pas recevoir la révolution mondiale d'en haut,

mais la faire eux-mêmes, l'intégrer à leur univers historique; que l'internationalisation des relations humaines ne doit pas les déraciner, les atomiser, mais leur permettre de vivre mieux que jamais, sans concurrence ni oppression nationale, cette relation essentielle de leur personnalité avec une langue, une histoire que l'on continue soi-même, une terre socialisée qui est le support de l'évolution sociale du peuple, une terre chargée de sens qui intervient dans son éduction, son affectivité, son travail.

La question nationale n'est jamais absente des questions sociales; cela ne veut pas dire qu'elle a toujours gardé la même forme; elle est contraire totalement aux transformations provoquées dans les sociétés par la lutte des classes.

Dès que le fait national apparaît comme un élément essentiel de l'existence, il devient aussi un élément de discrimination sociale : les peuples vaincus, privés de leur existence nationale, sont en plus réduits à l'esclavage.

La nature même du mode de production de la Nation dominante imprime sa marque à l'oppression nationale du peuple dominé : l'exemple de la Bretagne nous montre que, avant la centralisation bourgeoise et la prolétarisation de nombreuses couches populaires, avant la destruction de l'autarcie rurale par le capitalisme, l'oppression nationale était beaucoup moins systématique, certaines parties des peuples conquis conservant l'autonomie que conférait, surtout aux campagnes, l'économie pré-capitaliste.

Enfin chaque classe d'un groupe national vit différemment sa nationalité. L'idée selon laquelle la bourgeoisie « résout » la question nationale, la porte à son accomplissement est fausse, la solution bourgeoise à la question nationale, avec la centralisation, la concentration de toutes décisions entre ses mains, la transformation de la culture nationale antérieure, diverse et populaire en une culture unique, entre en contradiction avec les aspirations des classes exploitées à vivre leur nationalité, à contrôler leur travail et leur cadre de vie, à produire leur culture. Comprendre la profondeur de la question nationale, son ancrage dans la vie sociale, c'est la lier irrémédiablement à la lutte des classes. Il ne faut pas avoir peur que cette conception nous fasse glisser sur le terrain du nationalisme bourgeois. Au contraire : pas de compromis possible, outre le terrain de l'exploitation entre les exploités d'une minorité et leur bourgeoisie qui ne vise qu'à modeler, mutiler, confisquer la nationalité à son profit.

Cette prise de conscience de l'incompatibilité, dans la lutte nationale, entre exploités et exploiteurs, n'est évidemment pas automatique; pas plus que la prise de conscience de classe n'est immédiate au niveau de la stricte exploitation! En effet dans son œuvre de modelage oppressif de la Nation, la classe dominante joue du caractère relationnel du fait national, du minimum de base commune qu'il donne au groupe, pour créer une idéologie nationale qui efface la différenciation qui est en train de se faire au profit du seul rappel des ancêtres communs, des coutumes, etc. Mais intégré à la lutte des exploités pour en finir avec toute exploitation, le conflit entre fait

national des classes populaires et fait national bourgeois transformé en conscience révolutionnaire des opprimés, peut grandement accélérer le processus de crise révolutionnaire et conforter la révolution socialiste.

Si la question nationale prend diverses formes dans l'histoire, en relation avec les modes de production et les révolutions sociales, les peuples qu'elles concernent ne sont pas non plus éternels. En effet, il arrive, selon la force du vainqueur ou la faiblesse du vaincu, qu'ils disparaissent sous leur forme initiale; mais cela ne peut être compris comme une tendance générale de l'histoire de l'humanité à la fusion croissante des peuples, à la mise au rancart de la question nationale. Un peuple qui s'assimile à un autre, cela ne supprime pas la question nationale; cela ne fait que créer un peuple nouveau, ou plusieurs; témoin, la Gaule romanisée qui n'est pas devenue romaine, mais a donné à travers les transformations de l'histoire, des peuples divers de langue d'oc et d'oïl.

La question nationale est une donnée fondamentale de l'organisation des groupes humains; elle change de forme selon les modes de production, et selon que les peuples qu'elle concerne s'épanouissent, sont opprimés ou disparaissent. En bref, elle n'est pas la création superstructurelle d'un moment, ni d'une classe, elle a toute une histoire entrelacée à l'histoire de la lutte des classes. Pour suivre cette histoire, il nous faut encore préciser le sens des termes qui sont habituellement utilisés à propos de la question nationale, leur donner une signification qui leur permette d'exprimer les différentes formes qu'elle peut prendre.

Le terme « nation » est aujourd'hui si chargé de sens par les nationalistes bourgeois, qu'il vaut mieux le réserver pour désigner la forme que la bourgeoisie a donné au fait national : l'Etat-nation, qui n'est pas la forme accomplie du fait national, mais sa mise au service de l'oppression et de l'exploitation.

Nous préférons, pour désigner les autres formes de faits nationaux, qui n'ont pas été pris en charge par la bourgeoisie, employer d'autres termes : peuple, qui illustre davantage l'aspect sociologique de la question nationale, dans deux directions : le peuple c'est le groupe humain qui existe avec sa langue, son histoire qui structure son présent, son territoire ; il n'a pas forcément conscience de lui-même, il peut exister passivement sans faire de la nationalité une revendication ; le mot peuple met plutôt l'accent sur les classes populaires ; surtout dans les questions nationales de l'Hexagone, où les bourgeoisies allogènes se sont en général ralliées à l'Etat du plus fort. Ces deux aspects interviennent dans la notion de « peuple breton » et permettent de faire la différence avec les nationalistes du passé qui parlent d'une « nation bretonne » éternelle, qu'il suffirait de rendre à sa forme première, alors que si le peuple existe, s'il est opprimé, il faut encore lui en faire prendre conscience et lui faire entreprendre sa double émancipation, sociale et nationale, orientée vers l'avenir.

« Nationalité » insiste davantage sur l'aspect politique ; une nationalité a pris conscience d'elle-même, elle s'avance vers son épanouissement natio-

nal. Elle ne se confond pas avec une nation car elle n'a pas connu de développement bourgeois; elle pourra l'éviter dans le socialisme. « Nationalité » convient parfaitement à la forme que devrait prendre le fait national dans le socialisme : dégagé des formes étatiques imposées par la bourgeoisie, débarrassé de la crispation chauvine et de la concurrence nationale, épanouissement d'un peuple à sa langue, sa culture, son travail et aux autres peuples.

Ce sont là des nuances : selon l'aspect du problème breton que nous aborderons, nous pourrons aussi bien parler de « peuple breton » que de « nationalité bretonne » ; ces deux termes embrassent bien, dans leur diversité, tous les aspects non bourgeois de la question nationale.

Oppression nationale et révolution socialiste

Nous avons rapidement analysé la teneur du fait national comme une donnée essentielle et totalement imbriquée aux luttes des classes, de l'histoire de l'humanité. On peut dire de même que l'oppression nationale est d'un extrême dommage pour tout peuple, qu'elle affecte la lutte des classes en son sein, que celle-ci doit aboutir, en pareil cas, conjointement, à la libération nationale et au socialisme.

Marx et Engels, cohérents avec leur conception de la question nationale comme simple production de la bourgeoisie, prônaient sans sourciller l'assimilation des petites nationalités par les grandes nations. Le seul mot d'ordre d'autodétermination (voir notre autre texte), présenté par les marxistes révolutionnaires comme réponse à la question nationale, procède de cette conception : l'organisation révolutionnaire ne définit pas de stratégie d'émancipation nationale, elle ne fait que proclamer le droit du peuple à choisir son existence — sans s'occuper d'éveiller sa conscience ni de lui proposer une société où il serait libre, ni les moyens d'y arriver — signe d'une incompréhension de l'importance du problème. Songerait-on à proclamer le droit des travailleurs à choisir leur sort, sans se préoccuper en même temps de construire des syndicats où ils puissent faire apparaître leur force, de leur proposer une esquisse du socialisme que nous voulons, et un programme de luttes que permette d'y parvenir ?

Selon nous, l'importance de l'oppression nationale nécessite plus que quelques mots d'ordre démocratiques ; elle nécessite un programme et une action révolutionnaires spécifiques.

Quand un peuple est intégré de force à une nation dominante, cela signifie :

— qu'il perd la possibilité de faire sa propre histoire ; il est désormais soumis aux choix politiques et économiques de la classe dominante d'une autre nation ; choix qui entrent en contradiction avec sa propre manière de vivre l'évolution du monde ; et surtout choix pris en fonction de la formation sociale dominante, du poids relatif des classes, des secteurs économiques essentiels, des techniques spécifiques, des habitudes culturelles,

propres à la nation dominante. Cela engendre des heurts, certaines classes se trouvent dépassées dans l'économie dominante, et de toute façon la nationalité ne pouvant plus assurer un développement global, mais devenant une région spécialisée d'une autre nation; ainsi la Bretagne devient province agricole, comme le pays de Galles ou Euzkadi deviennent provinces industrielles : exploitation des ressources naturelles au profit de la classe nationale dominante, par le gel de toutes les autres activités de la nationalité; ce mono-développement met les nationalités concernées au premier rang des crises du système économique, alors qu'elles auraient la possibilité, en dehors de l'oppression nationale et du capitalisme, de combiner leurs ressources agricoles, minières, maritimes, humaines, dans un développement autonome qui permettrait de justes relations internationales;

— qu'il subit l'oppression de sa langue et de sa culture; ce qui n'est pas rien, puisque la langue est la matérialisation de la pensée, et que la culture est toute la matière engrangée du passé qui permet de comprendre le moment présent. Ce sont des manières indispensables de se sentir soimême : il n'est que de voir, même quand la sujétion a fait son œuvre, quand la dépendance économique a vidé le pays, quand l'école a tué la langue, quand la langue dominante s'est imposée, l'attachement des opprimés à triturer cette langue étrangère, à la truffer d'expressions sauvegardées de l'ancienne langue nationale, à la doter de tournures dites « incorrectes », à lui donner un accent original. C'est ainsi que les Irlandais ou les Ecossais prennent soin de ne pas parler anglais, que ceux des Bretons qui n'ont plus le breton comme langue maternelle pervertissent le français à plaisir : manière hélas! détournée de conserver son expression propre à une collectivité niée.

L'aliénation peut aller si loin que certains rejettent leur culture pour s'intégrer à la nation dominante. Ce sont le plus souvent ceux qui y voient un petit sacrifice au moment où l'histoire leur offre une chance d'ascension; bourgeois bretons au XVIe siècle, paysans républicains bretons à l'époque de la République radicale. Mais d'une part, leur espoir reste vain : ils se seront intégrés, mais on ne leur aura pas fait place, tard-venus et ploucs qu'ils étaient : d'autre part, il suffit de voir le sort de la Bretagne aujour-d'hui et le déracinement de la jeunesse bretonne, qui voudrait pouvoir vivre autrement, et, souvent, en langue bretonne, pour comprendre que cette génération de paysans qui poussera ses enfants à apprendre le français a été prise au piège de la sujétion nationale, qui fait dépendre le « progrès » de la nation dominante.

— cela signifie enfin qu'il existe l'oppression politique : les nationalités, comme les exploités, sont atomisées dans le système politique dominant : elles ne peuvent que voter pour leur oppression, ou, si elles restent dans le cadre du système, soulever tel ou tel inconvénient, sans pouvoir faire une remise en cause radicale et collective de leur situation, ce qui explique certains régionalismes de notables. De plus, les révolutions venant de l'Etat oppresseur risquent de leur rester incomprises, puisqu'elles n'auront pas été amenées par leur propre expérience, et seront plaquées sur des formations

sociales spécifiques : bien des chouanneries sont ainsi nées de dominations nationales.

L'oppression nationale n'est pas une lubie de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie. Elle pèse même particulièrement sur les plus exploités; ils sont particulièrement attirés pas l'espoir de promotion sociale, par l'intégration à la culture dominante et particulièrement sélectionnés par celle-ci; ils sont particulièrement atteints par la sujétion politique, puisqu'ils la subissent déjà en tant qu'exploités; ils sont particulièrement frappés par la sujétion économique, puisque c'est sur leur dos que les exploiteurs chercheront à compenser la concurrence de la nation dominante.

Mais l'oppression nationale n'est pas seulement — ce qui n'est pas toujours admis — l'affaire des exploités; elle est aussi particulièrement explosive. Elle unit dans la triple dépendance économique, politique et culturelle, d'autres classes qui pâtissent aussi du choc entre peuple dominé et nation dominante.

Même si l'on se méfie de la question nationale, si l'on en fait une affaire petite-bourgeoise réductible par des mots d'ordre circonspects, on finit par laisser la direction de la lutte à ces classes-là, qui, elles, seront vraiment motivées pour mener le combat national. Mais si l'on considère que la question nationale est un élément essentiel du sort des travailleurs, si l'on considère qu'il vaut la peine de mener à fond la lutte pour l'émancipation nationale jusqu'à la satisfaction des intérêts des plus exploités et des plus opprimés, alors l'ampleur de l'oppression nationale fournit la matière à une alliance des classes opprimées autour de la classe ouvrière, alliance explosive par l'union des révoltes économique, politique, culturelle, et qui ne peut résoudre la question nationale dont on a vu la profondeur et l'imbrication avec la lutte des classes, que dans le socialisme.

Car si le socialisme est la condition nécessaire à l'épanouissement des nationalités, par la suppression de la concurrence internationale et le pouvoir aux travailleurs, il ne peut exister que s'il libère les nationalités. L'oppression linguistique et culturelle, la parcellisation économique, l'atomisation politique sont incompatibles avec l'auto-organisation, le refus de la bureaucratie, le choix d'un développement planifié : seuls les travailleurs connaissent la terre sur laquelle ils travaillent, la possédant culturellement, décident eux-mêmes des productions qu'elle peut porter, et se faisant entendre en tant que collectivité spécifique, pourront vraiment vivre le socialisme.

On dira peut-être, de toute façon, que le socialisme ne peut que le garantir. Cela ne suffit pas : si l'on accepte ces points de vue, il faut alors se battre dès aujourd'hui pour la renaissance, la présence dans les luttes, l'épanouissement de toutes les nationalités opprimées; il ne faut pas attendre qu'un peuple se réveille pour lui accorder le droit de se réveiller; il faut être parmi les premiers dans la lutte des nationalités pour leur émancipation nationale et sociale.

Nous verrons sous quelle forme nous pensons mener cette lutte nationalitaire et socialiste en Bretagne.

Mais nous commencerons par utiliser les définitions que nous avons données sur le caractère national, oppression nationale et lutte des classes, pour expliquer et éclaircir le problème breton.

BRETAGNE: NATIONALITE OPPRIMEE

Pour comprendre le problème breton aujourd'hui, il est nécessaire de présenter rapidement l'histoire de la Bretagne.

Certains nationalistes le font — l'on fait, surtout — pour chercher au combat breton une justification par les grands ancêtres : fondant les luttes nationalitaires actuelles sur les découpages des anciennes ethnies.

Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Certaines ethnies ont effectivement disparu, et puis il n'y a pas forcément identité entre une ethnie ancienne et une nationalité. Une nationalité peut se former à n'importe quel moment de l'histoire, dans une population d'origines diverses mais de même culture, et agressée culturellement, économiquement et politiquement, même si elle n'a jamais eu d'unité économique, politique et culturelle dans une quelconque antiquité; mais cette population s'unifie alors dans la lutte, s'affirme nouvelle collectivité en lutte à partir de ses points communs qu'elle enrichit par sa pratique, aboutit à un fait national (Noirs américains, Occitans).

Donc, si nous étudions l'histoire de la Bretagne, ce n'est pas pour chercher quand a pu se développer une nationalité bretonne, comment elle a pu se développer, comment elle a été opprimée, quelles forces et quels moyens pourront la libérer.

Peuple breton extat breton (V°-VI° siècles)

Au Ve siècle, des Bretons qui, devant l'invasion saxonne, s'étaient d'abord retranchés au pays de Galles et en Cornouailles, traversèrent la Manche et vinrent s'installer en Armorique. Ils s'installèrent sur toute la côte nord, jusqu'à la baie du mont Saint-Michel, au centre et au sud jusqu'à Vannes qu'ils purent prendre; ils n'atteignirent ni Rennes ni Nantes.

Sur le territoire, ils formèrent une société bretonne, sur le modèle qu'ils ont connu dans l'île : société tribale; regroupement autour d'un chef religieux (les « saints bretons ») et militaire; regroupement en comtés qui évoque les régions d'origine (Cornouailles, Doménée, de même racine que l'actuel Devon); rayonnement des monastères organisés de manière spécifique aux peuples celtes; la religion étant, avec les modes de vie et la langue, un des facteurs d'unité de cette société divisée en clans rivaux. Ainsi se crée, sur un nouveau territoire intégré à l'univers breton (comme en témoigne la prédominance des noms de lieux bretons sur les noms

gaulois préexistants), très tôt appelé « Bretagne » et non plus Armorique, un nouveau fait national qui se différenciera par son nouvel enracinement des sociétés insulaires, et posera vite le problème aux Francs qui se croyaient maîtres en Gaule.

La lutte contre l'expansionnisme des Francs donne une certaine unité politique à la société bretonne. Des comtes, puis des rois affirment leur autorité, défendent le territoire et l'agrandissent, englobant Vannes, puis Rennes et Nantes. Ce faisant, ils asseyaient solidement la nationalité bretonne, commençaient son organisation administrative; une conscience nationale s'élaborait.

Mais, en même temps, un problème naissait : l'intégration au territoire breton, de populations de langues romanes autour de Rennes et Nantes; ces populations, celtes comme en témoignent leurs traditions et leurs légendes, ont été plus fortement romanisées que celles de l'ouest armoricain ; la conquête bretonne n'as pas provoqué pour elles un passage du gaulois au breton, elles ont toujours gardé leur langue. Ces populations ne sont pas des antennes françaises dans le territoire breton : l'existence des Gallos et leur intégration dans l'Etat breton est contemporaine de l'Empire de Charlemagne, et antérieure à la formation de la nation française. Il faut dire - ce qu'oublient pas mal de nationalistes bretons, qui rêvent d'une bretonnisation totale de la Bretagne - que le peuple gallo est une composante nationale spécifique; ce qui ne l'empêche pas de faire absolument partie du peuple breton : il a eu la même histoire que la population bretonnante, a pris autant de part à la construction nationale bretonne puis à l'oppression française. Cela s'explique par le fait que l'Etat breton s'est formé à une époque où la conception bourgeoise de l'Etat-nation, de l'unification linguistique indispensable, n'existait pas : point n'était besoin de brimer les Gallos. Cette coexistence jointe aux traditions de civilisation communes et à une histoire vécue en commun a abouti à un peuple breton formé de deux nationalités (processus qui, selon certaines bonnes âmes, est celui qui a abouti à la création de la nation française; alors que celle-ci est fondée non sur la coexistence nationale en une même histoire, mais sur la «fusion» forcée des nationalités dans le moule de la plus forte). Voilà qui rajoute un sens aux notions de peuple breton et de nationalité bretonne, utilisées non seulement par commodité, mais aussi pour marquer la communauté de destin qui unit les peuples bretonnants et gallos dans une même histoire, une même oppression, et les mène vers une même libération qui leur permet à la fois d'épanouir leur personnalité commune et leurs spécificités.

L'introduction des Gallos dans l'histoire bretonne ne signifiait pas une emprise française sur la Bretagne. Il en va tout autrement de la francisation des classes dirigeantes bretonnes.

Celle-ci a plusieurs explications; à une époque où la nation moderne n'existait pas, où la culture indispensable à la promotion sociale des classes dominantes et à la diplomatie était le latin, l'aristocratie bretonne abandonna bien volontiers le fait national breton aux masses populaires, et chercha à se mettre au diapason des grandes familles européennes, Capétiens (France) et Plantagenêts (Angleterre), toutes de lanque française et cultivant le latin, univers incompatible avec le monde celtophone, mais dans lequel l'aristocratie voulait entrer pour se faire reconnaître. Cette adhésion à la civilisation romane fut facilitée par l'installation du pouvoir près des frontières, à Rennes et Nantes, le cœur politique de l'Etat se trouvant dès lors hors du pays bretonnant, et aussi par la décimation et la fuite de la quasi-totalité des classes dirigeantes bretonnes du IXe siècle, lors des invasions normandes, fuite qui s'étala sur une quarantaine d'années, et mit les nobles bretonnants au contact des cours anglaises et françaises.

Cette francisation fut un jeu de dupes; elle affaiblit la résistance du peuple breton à l'influence française, le soumit à une diplomatie où il n'avait pas son mot à dire, ce qui ne l'empêcha pas de se soulever en masse, mais sporadiquement, quand l'indépendance bretonne était vraiment trop menacée, soit par l'allégeance de ses propres dirigeants (le duc Jean IV chassé du pouvoir parce qu'il était trop influencé par les Anglais), soit par les appétits anglais et français (Jean IV rappelé et soutenu par un mouvement populaire, en 1379, Charles V ayant cru pouvoir profiter de son départ pour mettre la main sur la Bretagne); mais, à l'époque, en l'absence d'une classe dirigeante décidée à faire de la Bretagne une nation et non une principauté, ces mouvements d'indépendance restaient sans lendemain.

Mais leur francisation ne réussit même pas aux classes dirigeantes; elle aboutit à leur assimilation (« Parti Français » regroupé autour de Charles de Blois lors des guerres de succession au XIV^e siècle) ou même à l'installation, à la tête du duché, de ducs Capétiens et Plantagenêts.

A mesure que s'approfondissait la notion du fait national breton par la noblesse, l'indépendance du duché était davantage menacée. Après un sursaut indépendantiste de la bourgeoisie représenté par l'action de Pierre Landais, une campagne militaire française contre laquelle s'arment les villes et les paysans bretons, et qui s'achève par la défaite bretonne de Saint-Aubin-du-Cornier (1488), prépare le mariage d'Anne de Bretagne avec Charles VIII, puis de sa fille avec François I^{er}, qui prend directement en main l'administration du duché; l'état de fait sera consacré par le traité d'union de 1532, qui confirme les privilèges de la Bretagne mais anéantit son indépendance.

La Bretagne et la France

« Bretagne = Colonie » : ce mot d'ordre a été lancé par l'UDB; c'était davantage une référence sentimentale à la lutte du peuple algérien, qu'une analyse concrète de la situation bretonne; en fait, en établissant une analogie entre la Bretagne et l'Algérie, il s'agissait de donner une coloration de gauche au mouvement breton, de le faire accepter par le mouvement ouvrier. Seulement, le slogan n'a jamais été remis en cause;

au contraire, il a été repris par tous les mouvements nationalitaires de gauche, servant de base à la théorie du « colonialisme interne ».

Cette théorie trouble plus les choses qu'elles ne les explique.

Il faut s'entendre sur les mots. Pour beaucoup, « colonialisme » est un terme sentimental, qui exprime l'état de domination d'une nation par rapport à une autre. Mais cela, c'est en fait la situation générale de toute nation opprimée. Si on veut que le terme « colonialisme » serve à quelque chose, il faut le charger d'un contenu social plus précis.

La colonisation, c'est beaucoup plus que la domination d'une nation par une autre. Il n'y a en fait colonisation que quand la nation dominante introduit dans la nation dominée un nouveau mode de production, quand elle la fait entrer de force dans une nouvelle étape historique, évinçant par là-même, comme un déchet du passé, jusqu'aux classes dominantes de la nation dominée.

Quand une nation féodale ou capitaliste, par exemple, attaque ou conquiert une société tribale, elle ne se contente pas de la dominer telle quelle; elle fait table rase, puisqu'aucune classe de la société dominée n'a de prise sur ce qui est réellement un changement d'époque soudain, un changement de monde imposé de l'extérieur.

La première conséquence en est que la société colonisée est beaucoup plus radicalement exploitée par la nation dominante, sa nouvelle formation sociale étant créée de toutes pièces par cette dernière, uniquement en fonction de ses intérêts immédiats; il n'y a pas de ces accomodements et ces résistances qui peuvent exister entre une nation vaincue et une nation victorieuse qui ont la même structure de classes; la colonisation, c'est la destruction totale d'une société, son pillage absolu.

La deuxième conséquence de cet affrontement radical de deux mondes, est soit un effondrement total de la société dominée, soit une lutte précoce et violente contre la métropole, lutte menée successivement (ou simultanément mais avec des intérêts divergeants) par toutes les classes évincées de la société.

Ce schéma se retrouve par exemple en Irlande, et explique les différences énormes qui existent entre la Bretagne et l'Irlande, toutes deux opprimées nationalement.

L'Irlande gaélique, peut-être parce qu'elle est restée à l'écart des grands bouleversements d'Europe occidentale — conquête romaine et invasions — n'a pas connu le passage à la féodalité; elle est restée au stade tribal de la propriété collective du sol; des luttes entre les clans. Ce sont les envahisseurs anglo-normands, venant eux d'une nation déjà féodale, qui apportèrent de l'extérieur la transformation de la société irlandaise, à leur profit et sans concurrence possible de la part des Gaéliques qui avaient d'autres conceptions, d'autres rapports avec le sol; ainsi en Irlande, le changement d'étapes se fit d'abord par la confiscation des trois quarts des terres par les Anglo-Normands, la création de toutes pièces d'une

administration centralisée par les Anglo-Normands, bref la mise en place d'un système uniquement destiné au pillage, qui s'aggravera à mesure du développement national de l'Angleterre.

L'histoire de la domination de la Bretagne par la France est toute autre. La transformation de la société tribale en féodalité s'est faite en Bretagne sous l'effet de facteurs internes. Contrairement à la société gaélique, la société bretonne a mené des luttes contre les envahisseurs, s'est unifiée, est devenue elle-même conquérante en Armorique; ce sont ses propres chefs de clan qui, rompant avec la propriété collective de la terre, sont devenus des féodaux. La lutte contre les menaces anglaise et française a abouti à la création autonome d'un véritable Etat.

Quand le duché change de mains, passe des dynasties bretonnes aux Plantagenêts et aux Capétiens, il ne perd rien de son indépendance; les ducs ont tous pris le parti du développement autonome de la Bretagne, favorisent la prospérité de la bourgeoisie bretonne; vivant d'un commerce maritime très actif, ils ont bâti de solides institutions, combattu au sein de la haute noblesse bretonne le « Parti Français » (les Rohan, Rieux, Penthièvre, etc.).

Si celui-ci l'emporte finalement, c'est d'une part que l'équilibre des forces entre Anglais et Français, dont profitait la Bretagne en jouant tour à tour les uns contre les autres, est rompu après la guerre de Cent Ans, réduisant les marges de manœuvre de la politique bretonne et faisant faire un bond en avant national à la France.

C'est d'autre part, on l'a vu, que la politique bretonne confisquée par une noblesse intégrée à la civilisation romane, et même précisément française, ne pouvait être une véritable politique nationale, profondément et durablement enracinée dans le fait national populaire. Dans un premier temps, elle put construire un Etat, mener un jeu diplomatique habile entre les deux grandes puissances du moment ; mais cet Etat était coupé des masses populaires bretonnantes et gallos ; il y avait séparation entre les deux composantes nationales bretonnes et la cour ducale sans racine ; quand la pression française se fera trop forte, et en échange de quelques faveurs royales, elle acceptera très bien de s'intégrer à la nation française, son seul souci étant d'y préserver ses privilèges, personnels et non plus nationaux mais provinciaux.

L'annexion de la Bretagne à la France en 1532 n'est donc pas une colonisation, une destruction globale de la société bretonne, remplacée par une organisation purement étrangère de pillage ; c'est la soumission d'une société constituée, arrivée au même stade historique que la nation dominante, et dont même une partie pourra dialoguer sur un pied d'égalité avec la nation dominante. L'annexion de la Bretagne à la France, c'est l'union de deux classes dominantes de même culture, de même préoccupation, contre la spécificité nationale des masses populaires.

Pour les peuples breton et gallo, en effet, l'annexion signifie le blocage de leur évolution nationale propre, leur subordination à une autorité, une culture, un type de développement qui ne sont pas les leurs.

Economiquement, le premier résultat de l'annexion de la Bretagne à la France n'a pas été — comme il aurait été logique si la Bretagne avait été une colonie — le sous-développement qu'on connaît aujourd'hui.

L'intégration des classes dominantes bretonnes à l'Etat français leur donne au contraire un nouveau souffle, et la Bretagne connaît une période de prospérité jusqu'en plein XVIIe slècle, époque de la « renaissance bretonne » artistique et architecturale. Cette prospérité gagne la bourgeoisie, à la suite de la haute noblesse, à la cause française, faisant des villes bretonnes des foyers de francisation et rejetant le fait breton uniquement dans le monde rural, bas ou haut breton, des petits nobles et des paysans.

En définitive, la situation aurait pu continuer à évoluer de cette façon, opposant le peuple breton dépossédé de toute intervention sur son histoire, servant d'arrière-plan à la prospérité de la bourgeoisie bretonne intégrée à la bourgeoisie française. La Bretagne aurait pu être industrialisée, « riche » et son peuple toujours aussi opprimé, obligé d'aller travailler dans des usines dépendant des intérêts de la bourgeoisie française, et de perdre sa langue pour obéir à ses ordres. Le sous-développement, en Bretagne, n'était pas la condition nécessaire de l'oppression nationale.

Cependant l'oppression nationale du peuple breton a bien pris, en définitive, le visage du sous-développement. Que s'est-il passé ?

Il est absurde de dire, comme on l'a fait, que le sous-développement breton est dû simplement à la concurrence du capitalisme français et du pré-capitalisme breton — cette thèse, qui visait à infirmer la réalité d'une nation bretonne, à cause de l'impuisance de sa bourgeoisie, revient d'ailleurs, curieusement, à celle de la colonisation — puisque tous les malheurs de la Bretagne viendraient de la domination d'une France parvenue à un stade supérieur de développement.

Quand la Bretagne est annexée par la France, ce sont deux sociétés arrivées au même stade de l'histoire qui se confrontent ; la bourgeoisie marchande bretonne tient une des premières places dans le commerce maritime européen ; l'économie bretonne est bien développée.

Par ailleurs, que ce soit en Angleterre, en Bretagne ou en France, ce n'est pas la bourgeoisie marchande qui a donné le coup d'envoi de la révolution industrielle ; notamment dans le textile — une production essentielle de l'Etat breton — les premiers ateliers n'ont pas été construits par des négociants, mais par des artisans, qui ont fait la preuve que le travail en atelier était d'une meilleure rentabilité que le travail à domicile (discipline, centralisation, gestion plus faciles) ; et c'est seulement alors que les capitaux bourgeois y ont été investis.

Tant par sa bourgeoisie marchande que par sa production textile, la Bretagne avait toutes les chances d'effectuer un démarrage industriel.

Ce qui a sous-développé la Bretagne, c'est, on le sait, le développement inégal du capitalisme, incapable qu'il est d'assurer le développement de

toutes les régions de son territoire, concentrant de plus en plus le capital entre quelques mains et dans quelques centres industriels, profitant en plus de l'inégalité des régions, qui lui fournit des zones de sous-emploi propices à l'exportation de travailleurs sous-payés, des zones d'agriculture ou de pêche acculées aux bas prix, des zones militarisables et touristiques.

Cette explication est essentielle pour montrer la responsabilité directe du capitalisme dans l'oppression du peuple breton. Mais il faut la compléter : si en effet le développement inégal est indispensable au capitalisme, cela n'explique pas pourquoi la Bretagne précisément a fait partie des régions sous-développées.

Il y a certes à cela des explications économiques, dans l'optique capitaliste de haute rentabilité, elle ne présentait pas les meilleures conditions pour l'installation de grosses industries minières ou métallurgiques, berceaux du capitalisme industriel.

Mais d'autres éléments sont eux liés à l'oppression nationale de la Bretagne.

Ce qui l'a perdue, c'est le fait d'être intégrée à un Etat qui avait une autre histoire, d'autres problèmes à régler, problèmes spécifiques dont la Bretagne intégrée, qui n'en avait rien à faire, a dû subir les conséquences.

L'intégration volontaire, même au sein d'une classe dominante, à une autre nation, n'est jamais absolue : de la différence des histoires, du passé des classes, naissent toujours des contradictions entre la majorité même de la classe dominante, et les parties allogènes qui l'ont rejointe. Ainsi, même la bourgeoisie bretonne a été indirectement la victime de l'intégration à la France ; elle a pu se rendre compte que son intégration de classe était malgré tout tributaire de son passé national. Mais elle a définitivement passé la barrière, s'est faite, même avec des désagréments, agent actif de l'oppression du peuple breton ; à force de trahisons, elle a réussi à devenir la cinquième roue du char de l'Etat français. Qu'elle le reste! Mais qu'est-ce qui a provoqué, dans l'histoire de la nation française, le sous-développement de la Bretagne?

En France, l'alliance qui s'est faite entre monarchie et bourgeoisie, s'est traduite très vite par l'intégration de la bourgeoisie dans l'appareil d'Etat; appelée à gérer les affaires de l'Etat, de préférence aux nobles nostalgiques de la féodalité, la bourgeoisie a gelé ses capitaux dans les postes administratifs qu'elle achetait. N'ayant de rêve que de s'intégrer à la noblesse dominante, elle investit beaucoup aussi dans les terres. C'est ainsi que, par mimétisme, la bourgeoisie française oubliait son rôle propre et ratait la révolution industrielle que réussissait l'Angleterre.

L'industrialisation, la révolution capitaliste que la bourgeoisie était incapable de faire, c'est l'Etat français qui dut les prendre en charge ; si les artisans bretons n'ont pu créer une industrie, ce n'est pas un effet naturel de la concurrence ; c'est que l'Etat a fermé ses frontières, coupant la Bretagne des marchés extérieurs, essentiels pour elle ; et qu'il a implanté

lui-même des manufactures ; logiquement, cette industrialisation par en haut reproduisait l'histoire politique du royaume, favorisait le noyau historique du pouvoir ; par ailleurs, elle ne laissait pas trop de place à l'anarchie du profit, ne laissait aucune place aux régions pourvues modérément de ressources naturelles, et investissait uniquement sur celles qui en possédaient le plus : grosses régions minières par exemple. Dès le début, le prévoyant Etat français assignait à la Bretagne la double vocation agricole et militaire.

La révolution industrielle eut vraiment lieu bien après cette politique économique de la monarchie, et fut réalisée cette fois par la bourgeoisie ayant pris conscience de ses intérêts. Mais la Bretagne avait alors pris du retard; les capitaux hésitaient à s'investir dans cette région éloignée que l'Ancien Régime n'avait doté d'aucune infrastructure industrielle, sauf dans quelques ports militaires. De plus, une bourgeoisie issue de la révolution nationale française se méfiait des populations suspectes d'avoir plus ou moins boudé cette révolution, et qui restaient de toute façon totalement étrangères à la civilisation, à la langue française, ainsi qu'à la bourgeoisie bretonne qui la singeait et ne voulait pas être confondue avec les ploucs.

L'explication du sous-développement breton par la (toute relative) pauvreté du sous-sol renvoie elle aussi en fin de compte à l'oppression nationale ; car une Bretagne indépendante aurait bien dû exploiter ses ressources, elles n'auraient pas été jaugées à l'aune des intérêts d'un capitalisme centré ailleurs.

C'est ce que veut dire, en Bretagne, « combinaison de l'oppression nationale et du développement inégal » : le développement capitaliste de la Bretagne prit largement sa forme d'après la situation d'oppression nationale ; l'oppression nationale prit la forme que lui donna le capitalisme : dépendance économique, spécialisation agricole au service des gros centres, sous-développement, invasion du monde rural par le capitalisme, éclatement et exode.

Oppression, transformations et réactions du peuple breton

L'annexion de la Bretagne fermait pour longtemps les portes de l'Histoire au peuple breton. Mais cela ne correspondait pas à une oppression immédiate et uniforme de toutes les classes de la société bretonne.

Haute noblesse et bourgeoisie s'en étaient exclues en jouant le jeu de l'intégration ; mal leur en prit, on l'a vu ; elles devinrent des provinciales.

Les paysans bretons ne furent pas très concernés par l'annexion : la société rurale était assez autarcique pour continuer à vivre comme avant ; c'est ainsi qu'elle assura la continuité de la nationalité bretonne jusqu'au XX° siècle. Le seul contact que les paysans bretons avaient avec l'Etat français, c'était l'administration des villes et l'impôt. Ces aspects de l'oppression engendrèrent des révoltes, dont on peut parfaitement voir mêlées les revendications sociales contre la féodalité et l'impôt, et un conflit

national plus ou moins latent entre les paysans bretons et une administration des villes, d'un Etat qui parlent une autre langue, qui font injure à un passé indépendant dont la tradition orale faisait état : ces deux aspects sont évidents dans la révolte des Bonnets rouges de 1675. Mais les contacts des paysans bretons avec l'Etat français étaient trop sporadiques, leur conscience était trop peu claire pour que ces révoltes produisent un mouvement d'émancipation nationale. La révolte des paysans contre une conscription et une révolution venues d'ailleurs les fera même tomber sous la coupe de l'aristocratie, pendant la chouannerie.

La première classe vraiment touchée par l'annexion fut la petite noblesse, classe bretonnante et intégrée au monde rural qui voyait s'enfuir l'espoir d'être maîtresse dans son monde et qui, rustaude aux yeux de la Cour, ne pouvait même pas s'intégrer au nouvel ordre des choses.

Ce fut elle qui fit naître la revendication bretonne. Se sentant en droit de gouverner, elle fit des complots pour une Bretagne indépendante, sous l'Ancien Régime, complots dérisoires puisqu'elle revendiquait une Bretagne féodale qui ne pouvait en rien convenir aux masses populaires ; quand la révolution bourgeoise eut porté un dernier coup à leurs privilèges, les petites nobles bretons eurent un nouveau sursaut donnant pour certains une coloration bretonne à la chouannerie, la plupart se réfugiant dans l'étude du passé breton avec l'espoir secret de le voir revenir : ainsi au XIX° siècle se créèrent des associations bretonnes, un mouvement culturel naquit qui témoignait de la survie de la nationalité mais avec un contenu de classe qui le déconsidérait aux yeux du peuple.

Pendant ce temps, celui-ci recevait les premières atteintes du développement capitaliste : les grosses régions industrielles avaient besoin de main-d'œuvre, le train était juste inventé pour venir en chercher dans les régions rurales, avec prospectus à l'appui et bonne vie promise. Le Progrès avait enfin touché les Bretons : pour les enlever loin de chez eux.

L'exode, en éliminant de la population, dans le même temps qu'un certain progrès technique touchait l'agriculture, assainit pour un temps l'économie des campagnes : la fin du siècle vit l'apogée de la civilisation rurale bretonne, le temps des costumes et d'une toute relative aisance. C'était le chant du cygne. Bientôt les trains qui emmenaient des hommes pour le travail les emmenèrent pour la guerre, où la machine militaire aggravera encore le décervelage, l'entreprise de déculturation, de francisation forcée commencée au XIXe siècle par l'école publique.

Il se passait un cataclysme : le monde rural, siège de la nationalité bretonne, éclatait ; il se partageait entre des paysans confrontés à la « modernisation » capitaliste, des exilés, des ouvriers de fraîche date, des jeunes en formation qui s'interrogeaient.

Les réactions à cette agression qui correspondait à la maturité destructrice de la nation bourgeoise française, furent diverses. Le poids de l'idéologie jacobine française dans l'école publique et dans le mouvement ouvrier, le lien à l'époque entre mouvement breton et classes réactionnaires, poussèrent la majorité des Bretons ainsi confrontés au monde moderne à renier leur nationalité. Décervèlement total pour certains, choix idéologiques pour d'autres : le breton était la langue de l'Eglise, les Bretons devaient donc être les meilleurs républicains français ; le PCF a repris avec succès cet héritage en Bretagne. Cette soumission fit du peuple breton un instrument efficace de sa propre oppression : les parents, voyant dans la France « le Progrès », n'apprenaient plus le breton à leurs enfants.

Cette acceptation, cette résignation à l'oppression nationale, cette mentalité d'assistés, firent du peuple breton pendant longtemps un grand silencieux, un absent de l'Histoire. Deux éléments expliquent que cela ait changé : d'abord un certain nombre de Bretons n'ont pas voulu renier leur personnalité : reniant par contre la nature réactionnaire des premiers mouvements bretons, ils voulurent donner au peuple breton moderne un mouvement national tourné vers l'avenir. Certes, le refus de la réaction nobiliaire ne suffisait pas à faire indifféremment de tous ces Bretons des progressistes : dans le mouvement breton né après la Première Guerre mondiale, s'opposaient une tendance nationaliste bourgeoise, prônant l'Etat national breton, l'Union sacrée, etc., et une tendance socialiste comprenant la double nature de l'émancipation nécessaire au peuple breton : nationale et sociale. Ce mouvement breton avait le mérite de dissocier enfin les mots « France » et « Progrès », de réclamer non un retour à la Bretagne des ducs, mais un progrès libre et spécifique pour le peuple breton. C'est à ce moment (1932) que le PCF exprima son soutien aux autonomistes bretons, « qui ne sont stupides que pour les thuriféraires à tout prix de l'impérialisme français ». Hélas, le mouvement ouvrier était trop attaché à « l'héritage » de la révolution française pour continuer dans cette voie qui eût permis à la tendance socialiste du mouvement breton de l'emporter plus vite.

Ce qui lui a donné finalement sa force actuelle, c'est la transformation croissante de la formation sociale bretonne sous les coups portés par le capitalisme. Le développement inégal s'accroît, ainsi que la pénétration capitaliste dans l'agriculture : la rentabilisation forcée des exploitations mettait sur le marché du travail des jeunes qui ne pouvaient trouver d'emploi sur place, la concurrence achevait d'épuiser les rares petites entreprises bretonnes qui s'étaient montées ; la dépendance des paysans restés à la terre vis-à-vis des firmes agro-alimentaires s'accroissait, les faisant progressivement passer du statut de producteurs indépendants à celui de travailleurs à domicile dépendant du capital. Le chômage et le mécontentement montaient, la prise de conscience de l'inégalité régionale se faisait jour, quand, au début des années soixante, les bourgeois se mirent à parler de décentralisation indusrielle ; ils amenèrent quelques usines de transformation, qui tiraient leur matière première d'ailleurs, et renvoyaient ailleurs les produits finis : on ne venait chercher que le travail sous-payé des Bretons. Néanmoins ces implantations, de même que le développement des industries agro-alimentaires

basées sur l'exploitation capitaliste des paysans, donnèrent quelques débouchés sur place aux jeunes issus de l'exode rural ; cela contribua à créer en Bretagne, à côté de la vieille classe ouvrière des arsenaux ou des chantiers navals, urbanisée de longue date, une nouvelle classe ouvrière souvent jeune, souvent issue directement du milieu rural, souvent bretonnante ou gallote, qui resta longtemps passive faute d'expérience de la lutte ouvrière mais qui, quand elle se révolta, apporta à ses grèves la violence d'une classe mal intégrée par les appareils syndicaux, mais aussi celle d'une génération qui avait vécu l'agression de son monde rural par le capitalisme, le malaise d'une langue et d'une culture faites pour un monde et soudain déphasées, étrangères dans leur propre pays, bref, toute la violence et l'éclatement brutal de la Bretagne telle qu'elle avait traversé les siècles.

Ce sont ces transformations sociales de la Bretagne qui expliquent la dureté de conflits comme le Joint Français, Big Dutchman, Pédernec, etc., mais aussi leur caractère original : présence de la culture et de la langue bretonnes dans les luttes, le soutien populaire unissant autour des grévistes les paysans eux aussi agressés par le capitalisme et menacés par le travail en usine, et qui reconnaissent en eux leurs enfants ou les gens d'un même monde, d'un même peuple ; la jeunesse scolarisée, obligée pour se lancer dans une vie marquée par l'exode et le chômage, de passer par le moule français, de perdre le contact avec la langue bretonne, et qui voyait aussi dans les travailleurs en lutte son espoir, son image.

Cette nouvelle réaction de révolte, cette liaison nouvelle entre lutte des classes et revendication de l'identité bretonne, auraient sans doute eu plus de mal à percer si, à la transformation de la Bretagne rurale en une Bretagne d'ouvriers, de paysans et de jeunes en formation, tous agressés par le capitalisme, n'avait pas correspondu la naissance de mouvements socialistes bretons, dont la propagande eut une influence considérable. Mais c'était, on le verra, avec des limites importantes. La période qui s'ouvre, sur la lancée des conflits déjà évoqués, a donné aux revendications bretonnes une force nouvelle, qui prend pied dans le mouvement ouvrier organisé à travers la CFDT.

Le capitalisme, en faisant éclater, pour en exploiter toutes les parties, un monde statique depuis des siècles, et surtout support d'une nationalité qui fait que les différentes parties éclatées de ce monde se sentent toujours solidaires et ont conscience de faire partie d'un même peuple opprimé, a accumulé des matières explosives en Bretagne ; et, si elles n'ont encore fait boum que dans quelques grèves ou quelques palais de justice, c'est pour deux raisons essentielles.

Nous l'avons vu, la Bretagne n'est pas une colonie ; il n'y a pas une différence telle entre les formations sociales bretonne et française, une oppression si insoutenable dans la misère, pour que les rythmes de la révolution bretonne puissent être considérablement plus rapides que dans le reste de l'hexagone ; et si la « nation française » n'est qu'une image

artificielle de la bourgeoisie, l'Etat français est tout de même assez homogène dans toutes ses parties et dans sa vie politique pour que la crise révolutionnaire n'ait de chance pour se produire que simultanément en Bretagne, en France, en Occitanie, etc. D'autant que la centralisation de l'Etat bourgeois nécessite à notre avis une centralisation à son échelle du mouvement ouvrier, qui ne doit pas s'atomiser, mais construire un outil capable d'abattre, partout à la fois, et non dans une seule nationalité, l'Etat bourgeois. Le travail sera d'autant plus vite fait pour avancer vers la révolution internationale, et nous serons plus forts ensemble.

Mais cela suppose que les masses opprimées nationalement ne soient pas oubliées dans ce mouvement d'ensemble, qu'elles se battent pour leur propre émancipation avec une claire vision du présent et de l'avenir, bref, avec un programme révolutionnaire spécifique. Et cela, qui manque cruellement aujourd'hui en Bretagne, est la deuxième raison pour laquelle la conscience révolutionnaire bretonne ne progresse pas encore plus vite.

BRETAGNE LIBRE ET SOCIALISTE

Le peuple breton a de plus en plus conscience de lui-même ; des luttes dispersées contre le chômage, la surexploitation, la militarisation, l'oppression culturelle, la répression politique, naissent une solidarité bretonne, une unité populaire croissante qui s'affirme au coup par coup, sans qu'une stratégie de changement ne s'affirme.

Les mouvements bretons ont gardé jusqu'ici une attitude propagandiste qui datait du temps où le peuple breton était encore assoupi. Il s'agissait de lui expliquer, jour après jour, argument par argument, affiche par affiche, qu'il existait, qu'il n'avait pas de honte à avoir d'être lui-même. Maintenant que c'est fait, que la conscience s'acquiert plus dans les luttes que dans les peintures murales, le mouvement breton piétine. L'Union démocratique bretonne, premier mouvement politique socialiste breton, n'a jamais su définir sa « Bretagne Socialiste » ni les moyens d'y parvenir ; le Front Autonomiste, Socialiste et Autogestionnaire Breton, récemment né, a davantage intégré les acquis des dernières luttes et de l'unité populaire, mais son autonomisme et son socialisme sont encore bien imprécis.

Alors que proposer?

Pour un autonomisme révolutionnaire

Nous avons analysé la Bretagne comme une nationalité opprimée. Nous ne pensons pas que le mot d'ordre classique d'autodétermination suffise à notre intervention dans la question nationale bretonne.

La question nationale n'est pas une simple question d'idéologie de la petite-bourgeoisie qu'on peut « régler » en un mot d'ordre démocratique. C'est quelque chose de plus vital pour les travailleurs et le socialisme ;

on ne peut se contenter de dire « autodétermination », il faut proposer notre propre choix : indépendance ou autonomie ? ou rien du tout ? Le « rien du tout » apparaît quand des camarades nous parlent « d'autodétermination dans le cadre de la France socialiste ». La « France Socialiste » ? Cette construction artificielle et oppressive des rois, puis de la bourgeoisie, serait un cadre pour le socialisme ? Nous considérons-nous comme les héritiers de la construction nationale jacobine, qui est l'œuvre d'une révolution certes, mais bourgeoise, servant à assurer à la bourgeoisie un marché particulier, un territoire productif, bâtissant une « nation », basée sur l'oppression des peuples, le développement inégal, la crispation chauvine ? Nous ne pouvons faire coïncider ces structures avec le socialisme, avec le contrôle des travailleurs sur leur vie, et nous pouvons viser mieux : la destruction des Etats-nations construits par la bourgeoisie et leur remplacement par une fédération socialiste des nationalités.

La France ne peut être socialiste car elle doit disparaître avec le socialisme. Certes la centralisation de l'Etat bourgeois impose de mener la lutte révolutionnaire au stade de l'hexagone ; certes la dimension hexagonale fait qu'il y aura, selon toute probabilité, une révolution « française » ; et il est possible que, vu l'inégal développement des révolutions l'hexagone reste un temps un cadre isolé d'un pouvoir socialiste. Mais cet hexagone-là devra renoncer à son caractère français, et devenir une fédération de nationalités, avant de s'effacer dans la révolution européenne, devant une fédération socialiste européenne.

Indépendance ou autonomie ? Il ne faut pas être trop dogmatique en la matière, cette alternative pouvant changer de sens selon le sentiment dominant dans une nationalité ou le rythme de la lutte ; cependant, nous pensons que chacune de ces notions correspond plutôt à une situation spécifique :

— L'indépendance, c'est la séparation d'une nationalité, la constitution d'un Etat national séparé. Cela correspond plutôt à deux situations : une révolution nationale bourgeoise, la bourgeoisie ne concevant de solution à la question nationale que par la construction d'un Etat concurrentiel et agressif : une lutte coloniale, la différence des formations sociales métropolitaines et coloniales était telle que la colonie doit rompre et rattraper spécifiquement son sous-développement ; et l'oppression étant telle que les luttes s'accélérèrent, gagnent en violence, et ne peuvent attendre le dénouement de la révolution dans le cadre de la nation dominante.

Nous avons vu que la question bretonne ne correspond ni à la question coloniale, ni à une question nationale prise en charge par la bourgeoisie :

— L'autonomie a un double sens : elle peut être soit le comble du réformisme, soit un mot d'ordre révolutionnaire.

A l'époque des mouvements nationaux bourgeois, la revendication d'autonomie avancée par certains marxistes, par exemple pour les nationalités de l'empire austro-hongrois, était conservatrice, la cassure des empires et l'indépendance étaient les mots d'ordre de l'heure.

Dans le cas d'une colonie, ce mot d'ordre montre le bout de l'oreille du néo-colonialisme et de la dépendance, assouplie mais maintenue.

Mais dans le cas des nationalités opprimées et non colonisées des pays capitalistes avancés, la revendication d'autonomie prend une autre nature. Elle signifie que la lutte nationale n'appartient plus à la bourgeoisie mais aux exploités. Et ceux-ci n'ont pas tellement intérêt à la création de nouveaux Etats-nations séparés ; ils ont plutôt intérêt à faire ensemble une révolution sociale qui abattra les Etats nationaux, et qui établira une fédération socialiste des peuples, basée sur l'autonomie des nationalités unies.

L'autonomie axée sur le combat anti-capitaliste est le moyen de libérer les nationalités, d'abattre les Etats-nations de la bourgeoisie, de faire porter enfin les combats nationalitaires, ensemble, contre l'Etat bourgeois ; enfin on ne disperse pas les forces révolutionnaires dans les luttes indépendantistes, on unit la lutte des nationalités avec celle des travailleurs pour détruire l'Etat bourgeois et le remplacer par un socialisme fédéré.

Cette autonomie révolutionnaire n'a évidemmnte pas le même sens que l'autonomie au sens bourgeois ou réformiste : autonomie administrative, ou assemblée régionale élue au suffrage universel ; revendications qui reprennent les institutions bourgeoises parce qu'elles ne voient pas quelle valeur pour le socialisme, l'autonomie réelle des nationalités possède. Les Bretons seront-ils plus eux-mêmes parce qu'ils seront administrés à Rennes, dans un cadre toujours bourgeois et dans une économie toujours française ?

Au contraire, l'autonomie révolutionnaire récuse les solutions réformistes et le démembrement de la question nationale : pas question de se contenter d'un assouplissement de la sujétion politique, ou de simples droits culturels qui laisseront la langue bretonne survivre dans un environnement français : la libération est un tout, c'est le replacement des travailleurs d'une nationalité dans leur autonomie politique, économique et culturelle.

L'autonomie révolutionnaire ne peut être que socialiste : on ne peut concevoir le démembrement des Etats nationaux, ni une économie non concurrentielle, qui seule permet l'existence de petites nationalités, ni la satisfaction des besoins des plus opprimés et des plus exploités, les travailleurs, sans le socialisme.

Et la lutte des nationalités pour l'autonomie est en retour un puissant levier pour la crise révolutionnaire et la révolution socialiste, faisant converger contre l'Etat bourgeois des unités populaires soudées autour de leur personnalité attaquée et de leur exploitation par le capitalisme. Dans cette perspective, le réveil des nationalités aujourd'hui, est une grande chance pour la révolution socialiste, il ne faut pas la manquer.

Propositions pour une Bretagne libre et socialiste

— L'autonomie politique : cela veut dire que dans le cadre d'un hexagone provisoire ou d'une Europe socialiste, il y aura une fédération

bretonne des conseils ouvriers. C'est elle qui, en liaison avec les autres fédérations nationalistes et dans le cadre d'une planification internationale, représentera les intérêts du peuple breton, gérera son économie, fera tout ce qui peut être fait au niveau politique pour promouvoir sa culture. Cette autonomie politique est indispensable à l'épanouissement de la nationalité bretonne. Nous ne pouvons suivre, sur ce terrain, le « PSU-Bretagne », qui déclare préférer le terme d'« autogestion » à celui d'« autonomie » : c'est passer sous silence la nécessaire instance politique, c'est nover la question nationale bretonne, qui exige une représentation spécifique du peuple breton, dans un socialisme trop indifférencié. Il faut considérer l'autonomie politique, non comme un simple mot d'ordre démocratique (autonomie administrative), mais momme un élément essentiel du socialisme que nous voulons : et il faut la donner comme horizon aux luttes des classes en Bretagne, en coordonnant le plus possible ces luttes à l'échelle de la nationalité, en organisant la solidarité bretonne, en développant la conscience bretonne dans les luttes, en luttant pour l'existence d'instances bretonnes dans les syndicats et les organisations révolutionnaires sur les cinq départements bretons, bref, en donnant au peuple breton d'aujourd'hui la consistance de la nationalité socialiste et autonome de demain.

— L'autonomie économique : il ne s'agit pas d'autarcie, de fermeture de la Bretagne sur elle-même. Mais la planification socialiste ne peut être élaborée abstraitement, en dehors des besoins généraux, mais aussi locaux, des travailleurs. Les travailleurs bretons ont des intérêts économiques spécifiques ; rompre la dépendance économique qui les lie, dans le cadre hexagonal, aux gros centres industriels, bâtir eux-mêmes une économie basée sur leurs ressources naturelles (mer, agriculture, sous-sol), qui leur permette d'avoir des relations d'égalités dans la diversité des productions, avec les autres régions, établir de nouvelles relations extra-hexagonales, privilégiant l'ouverture maritime, notamment vers les îles britanniques ; rompre enfin avec la division régionale du travail qui spécialise le région en certains secteurs et atrophie les autres, constuire une économie insérée dans un système international, mais elle-même équilibrée. Ces décisions ne seront prises au mieux que si les travailleurs bretons disposent de l'autonomie politique évoquée plus haut.

C'est cette autonomie économique de la Bretagne socialiste que nous devons donner comme horizon à toutes les luttes dirigées contre le sous-développement, le chômage, l'exode, les usines-pirates, l'abandon des ressources du sous-sol breton, les méfaits de l'enclavement breton et de la concurrence capitaliste internationale dans la pêche et l'agriculture. Socialisme, planification internationale et aménagement de la Bretagne par les Bretons eux-mêmes, sont les trois facettes inséparables de la solution du sous-développement breton.

 L'autonomie culturelle : ce n'est pas la même chose que les droits culturels. Reconnaître que le peuple breton a des droits culturels, cela veut dire finalement lui accorder des heures d'enseignement et de radio en breton, mais au sein de la nation bourgeoise française, noyées dans une francophonie portée par l'économie dominante.

L'autonomie culturelle, à l'inverse, c'est la vie en breton et gallo de la nationalité bretonne libre et socialiste. Vie totale d'une nationalité autonome politiquement et économiquement, et non aumône faite à des revendications plus ou moins entendues.

La Bretagne bretonnante ou gallo n'aura pas, dans le socialisme seulement, le droit d'apprendre sa langue; elle la parlera effectivement, car la lutte révolutionnaire lui aura donné conscience de sa spécificité, car le socialisme aura fait de la Bretagne, non plus un canard boîteux, mais un cadre de progrès pour le monde breton.

Et ce n'est pas seulement un problème de langue; c'est toute la culture bretonne, lien entre exploités ruraux et citadins, qui, déjà transformée aujourd'hui, par son intégration dans la lutte de classe et nationalitaire, sera demain l'expression des rapports nouveaux entre les Bretons, leur travail, leur terre et les autres nationalités.

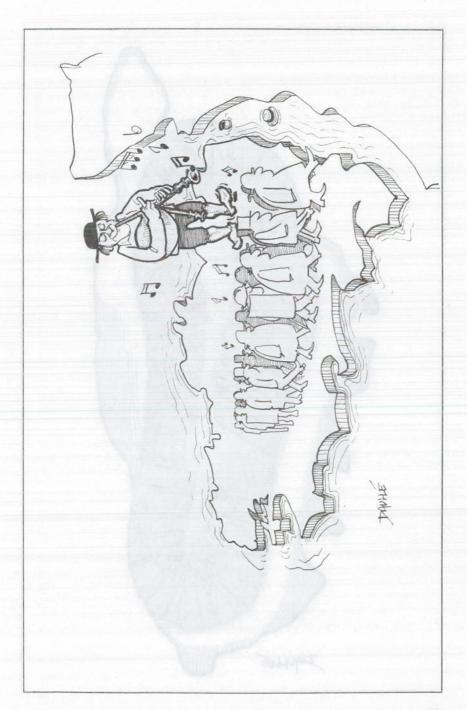
Pour cette vie bretonne de la Bretagne, il faut dès maintenant lutter pour faire du breton et du gallo des langues de vie quotidienne. Il ne suffit pas à cet égard, de quémander du pouvoir quelques heures de plus de breton, ou de gallo, qu'on a trop tendance à oublier, peut-être justement parce qu'il ne correspond pas à la conception bourgeoise d'une langue unifiée, mais, par contre, peut correspondre à la langue quotidienne, adaptée au terrain, d'un peuple. Il faut mener pas à pas la lutte pour la bretonnisation (en breton et en gallo) de la Bretagne, la langue primaire dans le socialisme devenant alors le breton et le gallo, avec enseignement de plusieurs langues internationales.

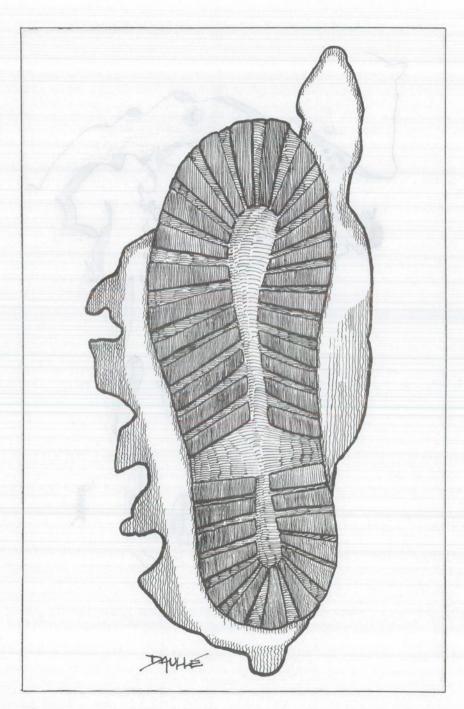
Dans cet esprit, il faut coupler cours de breton parallèle et luttes de masse dans le secteur scolaire (avec contrôle par les enseignés et les enseignants de breton des miettes allouées par l'Etat). Il faut aussi que les groupes sociaux et politiques qui ont conscience de la nécessité de l'autonomie socialiste bretonne favorisent par leur propre pratique, la bretonnisation de la vie : apprentissage de la langue, journaux, tracts, manifestations bilingues, retour aux noms de lieux d'avant la francisation, souvent ridicule, multiplication des manifestations culturelles.

Ce n'est qu'une esquisse de ce que les révolutionnaires devraient proposer au peuple breton. Mais c'est le minimum nécessaire si nous estimons justes les conceptions que nous avons défendues dans ce texte, que nous pouvons résumer ainsi : la question nationale n'est pas la simple superstructure d'un mode de production particulière, le mode de production bourgeois ; elle est une donnée fondamentale des sociétés, inséparable de la lutte des classes qui la modèle et qu'elle modèle. Les révolutionnaires ne peuvent la considérer comme une question dépassée : la bourgoisie ne l'a jamais réglée, elle lui a donné seulement une certaine forme ; forme qui a aggravé les oppressions nationales qui existaient ou en a créé

d'autres, qui grèvent l'existence des classes des nationalités opprimées, et particulièrement l'existente des plus exploitées, qui subissent ainsi une double oppression : les travailleurs. Ce caractère concret de l'oppression nationale pesant sur les travailleurs interdit aux marxistes révolutionnaires de s'en tirer uniquement par des mots d'ordre démocratiques : il doit leur faire lier la lutte pour le socialisme avec la lutte pour l'épanouissement des nationalités, dans le cadre de l'autonomie révolutionnaire. Ces considérations nous permettent d'analyser le problème breton, abandonné très tôt par la haute noblesse et la bourgeoisie, malgré tout, comme une question nationale; et de proposer un programme révolutionnaire qui permette de clarifier et orienter l'alliance des classes exploitées bretonnes autour de la classe ouvrière, dans la perspective d'une Bretagne socialiste, autonome, dans une fédération mondiale des nationalités socialistes.

Commission Bretagne de la LCR - Brest





Corse : question Nationale et colonialisme

Depuis Aléria, depuis le mois d'août 1975, la question nationale corse est ouvertement posée. Aléria condense une réalité : la réalité du peuple corse dont l'affirmation signifie l'affrontement avec la bourgeoisie française et le pouvoir colonial.

Sur un fond de crise générale du capitalisme, l'émergence et le développement d'un mouvement corse de masse sont partie prenante de la remise en cause d'un système qui s'étend partout en Europe. En Corse, la montée et la radicalisation des mouvements anti-capitalistes renouent avec toute une histoire : elles prennent, par là même, les formes d'une lutte contre le capitalisme par laquelle le peuple corse affirme son existence.

Et cela pose problème au mouvement ouvrier français et aux organisations révolutionnaires qui s'en réclament. Car, ce qui est en cause aujourd'hui, c'est de reconnaître bien autre chose qu'une « spécificité » à la question corse. La Corse n'est pas une région française, périphérique et sous-développée. La Corse est une Nation vaincue ; la question corse est celle d'un peuple qui vit et qui lutte, après deux siècles d'exploitation et de domination par la bourgeoisie française : aujourd'hui, la question nationale corse se pose à partir du fait colonial de l'impérialisme français. C'est là le nœud de la question.

Car, le colonialisme est une question de fait, avant d'être une question de théorie (1). Le fait colonial est éminemment historique. Il recouvre une situation historique dans laquelle un peuple se trouve directement et totalement soumis à une domination impérialiste; une situation dans laquelle le peuple colonisé ne dispose que d'« un droit à l'existence » dans tous les sens du terme. Or, l'enchaînement historique montre que la nation corse, vaincue militairement en 1769, réprimée férocement jusqu'après 1820, exploitée économiquement, niée dans sa culture et son identité, ne s'est pas dissoute en tant que formation sociale originale. La Corse ne s'est pas intégrée dans l'ensemble national français comme une de ses régions intérieures. La Corse a été dominée, exploitée et traitée comme une colonie; elle est une colonie dont on doit rapporter la mesure à la survivance et à la résistance du peuple corse. Il en appelle à son histoire.

La nation corse et la conquête militaire française

La Corse a toujours vécu, repliée sur elle-même, insoumise aux dominations successives qui s'établissent sur les côtes mais ne pénètrent pas le cœur de l'île.

De la montagne, les Corses ont tout attendu : des refuges inaccessibles et des facilités de résistance à toutes les occupations (ainsi s'explique le « peuplement en hauteur » et le fait que la civilisation corse n'est pas littorale). C'est Rome puis Gênes qui installèrent les villes-comptoirs-garnisons et les premiers colons marins.

Les « montagnards » imprenables dans leurs nids d'aigles opposèrent une résistance farouche aux colonisateurs, venus de la mer, dévalant vers la ville pour régler leurs comptes aux notables, à ceux qui étaient appelés d'une manière infamante « vittoli », du nom de l'assassin de Sampiero.

De ces émeutes, nées d'un antagonisme de classes, on peut entrevoir l'étincelle d'une conscience politique ou nationale.

Ce n'est pas un hasard, si ce sont les « villes gênoises » qui sont attaquées, et les domaines des grands propriétaires terriens gênois ou corses ralliés dévastés. N'est-ce pas déjà une conscience de classe qui est manifestée par la sympathie du Quartier Corse de Terra Vecchia de Bastia pour les assaillants, ces paesani tant méprisés par les notables. Les notables qui font le coup de feu contre cette insolence du pauvre pour consolider les liens d'intérêts, économiques de la classe dirigeante corse avec la classe dominante gênoise.

Tous les soulèvements populaires corses se traduisent par cette constante : l'opposition de la montagne à la ville où la composition ethnique (d'origine ligure) et sociale est différente.

Les émeutes populaires qui vont jusqu'à se structurer en révolution en se dotant dès 1735 des institutions d'un Etat souverain qui proclame à l'Europe le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'épisode de l'aventurier allemand Théodore de Neuhoff, « Roi des Corses », sont autant de symboles d'indépendances nationales qui allaient trouver leur meilleure incarnation en Pasquale Paoli.

En novembre 1755, la Consulte di Corti adopte une Constitution qui fait de la Corse une nation moderne, reconnaissant la souveraineté du peuple. Les Corses élisent, au niveau de la commune, un délégué par mille habitants à la Consulte nazionale. Le droit de vote est accordé aux femmes... La Consulte nazionale possède le pouvoir législatif, élit les magistrats, contrôle le pouvoir exécutif, confié à un Conseil d'Etat dont les conseillers sont élus annuellement. Des milices paysannes sont organisées. Pour maintenir la cohésion du pays (déchiré par les rivalités de clans), Paoli instaure la Ghjustizia paolina, qui réprima sévèrement les vendette. « Homme du siècle des Lumières ». Pasquale Paoli comprit que la culture était la justification d'une œuvre destinée à faire entrer de plainpied un peuple dans l'histoire. Il créa donc une université. Elle est gratuite... les plus pauvres auront des bourses et les fournitures scolaires sont assurées par l'Etat. Elle est destinée à former les cadres de la Nation nouvelle. Une nation qui doit s'asseoir sur une vie économique prospère. Il va réanimer le commerce, l'industrie et l'agriculture. Un tel renouveau agricole et industriel se traduit par la création d'une flotte marchande et d'un port, Isula rossa (Ile Rousse). Une marine de guerre et la frappe d'une monnaie corse ouvraient cette nation vers le monde extérieur.

Mais la situation géographique de cette jeune nation, encore fragile, construite en pleine période de guerres coloniales, allait susciter des convoitises en Europe.

La France venait, par le traité de Paris, d'abandonner aux Anglais ses colonies de Pondicherry et du Canada. Pour contrebalancer la surveillance des Anglais en Méditerranée (qui possèdent déjà Minorque et Gibraltar) par le Traité de Versailles, elle achète aux Gênois une nation libre qu'elle devra soumettre par la force, pour acquérir une base stratégique en Méditerranée. Le peuple corse est vendu à l'encan.

La conquête militaire française

Le 22 mai 1768, à la *Consulte di Corti*, tous les présents font le serment de résistance : « Plutôt mourir en combattant ! La Patrie est en danger » et ordonne une levée générale de tous les hommes valides de 16 à 60 ans, infligeant des revers sérieux aux Français.

La première phase de la conquête s'achève dans la déroute française avec l'échec de Borgo. La deuxième phase fut courte. Elle commença, appuyée de 22 000 soldats français et d'une puissante artillerie.

La nation corse n'est pas numériquement inférieure (20 000 hommes sont levés) mais ses hommes étaient mal armés et mal équipés.

Paoli, préoccupé par le prestige de sa jeune nation auprès de l'opinion internationale, veut affronter une armée de métier (dirigée par un rude combattant, le conte de Vaux), et risquer des attaques d'envergure, au lieu de s'en tenir à la guerilla et passer pour des hors-la-loi.

L'intrépidité et la vaillance des Corses n'empêchent pas la défaite de Ponte-Novu, qui marqua la fin de l'indépendance de la Corse. Le 8 mai 1769, 600 Corses tombèrent sur le pont du Golo.

Le sentiment patriotique poussé jusqu'à l'héroïsme, pendant des années de guerre et de misère, qu'incarne admirablement Pasquale Paoli, dans sa lutte contre l'intervention française impressionna l'Europe. Voltaire lui-même, dans son précis du siècle de Louis XV, citera la bravoure corse, à la défaite de Ponte-Novu: « On trouve de la valeur partout, mais on ne voit de telles actions que chez les peuples libres ».

Une répression impitoyable commence avec le plan Marbœuf

Une série de mesures répressives sont prises pour nettoyer les foyers de guerilla, très actifs et entretenus par les montagnards.

On procède à des expulsions en masse, des femmes et enfants de patriotes. Des villages sont pillés, brûlés, les cultures saccagées, les habitants suppliciés... lors des ratissages nombreux de Fiumorbu, du Niolu, d'Oletta. On astreint les gens à domicile, on ne recule pas devant la pire traîtrise : des bergers du Fiumorbu qui acceptent de déposer les armes sont fusillés.

— On procède à la colonisation des terres en les distribuant à des colons étrangers : 80 familles de Lorrains sont installées à Poretta, ainsi que des colons gênois et une centaine de pionniers français.

- On s'attache la noblesse par la distribution de titres, car sans l'appui de celle-ci, l'assimilation eut été impossible. Des bourses sont données aux jeunes nobles dont bénéficieront les fils de Charles Buonaparte.
- On instaure un climat de colonisation, entretenu par le favoritisme à l'égard des notables ralliés qui détiennent la richesse foncière et le pouvoir et qui dressent contre cette aristocratie corse, les pauvres gens, les laissés-pour-compte de l'expansion, ceux qui n'ont pas oublié le général Paoli et le feront bientôt savoir.

En 1789, Pasquale Paoli rentre en Corse dans l'allégresse générale. Tous acclament « u barbu di a patria ». Le « parti corse » demeure solide surtout lorsqu'on quitte les villes pour pénétrer vers la montagne où se groupent des villageois, des bergers, des moines, autour d'une économie archaïque, agro-pastorale, et qui ont toujours combattu pour une nation corse indépendante.

En novembre 1789, après un débat confus à l'assemblée où s'illustrent les chefs de clan, Salicetti propose le vote du rattachement définitif de la Corse comme province française, mais il n'existe pas plus d'unanimité dans ce « don à la France », œuvre de députés corses corrompus, qu'il n'y en avait eu dans l'acceptation de la conquête. La Corse réclame un gouvernement à part, prétention jugée inacceptable par les Jacobins centralisateurs.

En réponse, la Corse proclame l'indépendance en 1793, seul moyen qui puisse désormais la sauver. Contre les Français, Pasquale Paoli tente de s'appuyer sur les Anglais. Cela dure peu. En 1796, les Anglais quittent la Corse, Paoli repart en exil. La Corse est à nouveau française, c'est-à-dire livrée à la répression qui recommence. Après le 18 Brumaire, Bonaparte met la Corse hors-la-loi.

Pendant tout le Consulat et l'Empire on fusillera un Corse par jour

Une loi de pleins pouvoirs confère au sinistre général Morand une véritable dictature militaire... Morand utilise les vieilles méthodes des luttes coloniales : celle de la terre brûlée, de la destruction des maquis, de la végétation, des villages. Il fait désarmer les bergers et assurer leur surveillance. Il multiplie, sur les ordres de Napoléon, les commissions militaires qui jugent et exécutent dans l'heure. Les déportations au bagne de Toulon sont massives. Cette justice arbitraire valut à Morand le privilège de laisser son nom accolé à une expression reprise par un « mouvement barbouzes » actuel, de « Ghjustizia morandina ». Les instructions de Bonaparte : « il faut que la Corse soit une bonne fois française », précipitent :

- les levées de recrues qui sont incessantes et soulèvent les populations villageoises,
- la colonisation des terres qui sont distribuées au profit d'étrangers (400 Maltais viennent s'installer en Corse...). Napoléon veut en finir avec la sécession, et pour accélérer le processus d'intégration de la Corse à la France, propose de franciser les jeunes esprits par l'émigration forcée...

La Corse, après 50 ans de résistance à la France, exsangue, réduite, ne sert plus qu'à remplir les rangs de l'armée :

- 10 000 sous Napoléon Ier,
- 30 000 en 1870,
- 60 000 pendant la Première Guerre mondiale, avec plus de 40 000 morts.

L'émigration due aux déportations colonialistes et aux mauvaises conditions de vie va s'accélérer à partir du Second Empire qui ouvre aux insulaires les portes de l'administration et de l'armée. Elle s'est accentuée avec la IIIe République et son impérialisme colonialiste. En 1934, on estime qu'il y aurait eu dans l'armée coloniale 6 % d'officiers et 22 % de soldats corses. Ce qui fait dire à Simone Weill, dans « L'enracinement » : « La Corse est un exemple du danger de contagion impliqué par le déracinement. Après avoir conquis, colonisé, corrompu et pourri les gens de cette île, nous les avons subis sous forme de préfet de Police, policiers, adjudants ». Ainsi, la diaspora corse, déborbant l'hexagone, se répand partout dans l'empire colonial et peut être chiffrée autour de 1 000 000 d'émigrés...

La francisation s'est faite par l'émigration et par la conquête des places dans l'administration et l'armée coloniales. Il faut souligner, encore, que la reconquête de la Corse est l'œuvre de Bonaparte, type même du déraciné, qui décida de rendre irrévocable l'intégration de la Corse en commençant sa véritable francisation.

L'université ne fut pas réouverte. Et actuellement, on s'obstine toujours à refuser à la Corse un enseignement supérieur.

L'exploitation économique

A) Protectionnisme constant

A l'annexion violente succèdent les mesures protectionnistes de l'impérialisme. Après Gênes, la France fait tout pour retirer aux insulaires la jouissance directe des richesses du pays...

- 1) La spoliation est stipulée par un acte colonial, qui oblige l'exportation des produits coloniaux exclusivement vers le continent français par la concession faite à la seule marine métropolitaine en vertu de l'axiome que la marchandise suit le pavillon...
- 2) Les exportations des produits du sol, lorsqu'elles ne sont pas interdites, sont lourdement taxées pour décourager le producteur corse, l'acculant à produire pour sa propre subsistance. « L'encouragement » apporté par la France à certaines exportations de soie, miel ou cire, n'est prévu que frappées de taxes qui sont une rentrée de revenus importante pour la France.
- 3) Ce « protectionnisme outrancier » se poursuit par l'interdiction pour la colonie corse de produire des objets manufacturés dont elle aurait besoin, obligeant les Corses à acheter au prix fort tous les produits finis qu'ils ne peuvent fabriquer chez eux. En outre, les matières et les produits manufacturés sont frappés en quelque sorte de droits d'entrée par le monopole du pavillon, qui provoquent la cherté de la vie.
- 4) La Corse se borne à être productrice de matières premières selon le schéma de l'économie colonialiste.

On exporte les produits du sol (lait, minerais, châtaignes, bois) et on importe les produits finis (tissus, poteries, merceries, quincaillerie, alimentation).

Ce commerce déséquilibré par l'excédent des importations, par les tarifs douaniers favorables à l'écoulement des produits français, détruit le négoce insulaire.

B) Stérilisation

Mais si le capitalisme n'investit rien dans le développement de l'industrie manufacturière, il accentue le sous-développement industriel par la concurrence que se livrent les monopoles... Pour cela, l'économie de la colonie devient le complément de l'économie capitaliste du pays métropolitain. Il en résulte le développement unique de produits concurrentiels sur le marché mondial et la stérilisation des matières qui n'intéressent pas le pays colonisateur... d'où le coup de frein donné à l'industrie corse et le refus de la France d'assurer la formation professionnelle des Corses...

Les nombreux essais d'industrialisation échouèrent donc : les savonneries installées à Bastia, les filatures de soie implantées à Ajaccio, ne purent vivre longtemps. Les hauts fourneaux de traitement du minerai de fer en provenance de l'île d'Elbe et d'Algérie, établis à Bastia et à Solenzara, malgré leur prospérité réelle, déclinent et disparaissent... L'artisanat rural très vivace en Castagniccia se désagrège devant la concurrence des produits à bon marché de l'industrie moderne continentale. Les gisements métallifères nombreux de fer, anthracite, plomb, argentifère, de cuivre, d'arsenic, d'amiante, d'antimoine, de mercure, de manganèse, pour des raisons de vétusté technique et de rentabilité ainsi que des voies de communication insuffisantes, ont été successivement abandonnés; y compris celui d'amiante de Canari dont les exportations représentaient en 1960 le quart du volume des exportations totales de l'île, a succombé en 1965. La fermeture de Canari, suivie d'une grève très dure de 300 mineurs, est due encore au refus de l'Etat français de consentir un prêt qui aurait permis sa modernisation et une productivité compétitive.

La forêt, richesse de l'île, est en déclin. La Cie française de Lièges est fermée en 1961, les trois usines de Tannin, de Barchetta, Folleli, Ponte, Leccia, sont fermées. La Balagne, réservoir d'huile, importe 200 fois plus qu'elle exporte.

La liste serait longue des entreprises ouvertes et abandonnées.

L'aide à l'agriculture, qui aurait dû se manifester par l'assèchement des marais et la culture des plaines, par l'affranchissement des taxes douanières, par la modernisation des techniques, ne fut jamais conduite par la France.

Aussi on assiste à un recul impressionnant : à la fin du XVIII^e siècle, 144 000 ha sont ensemencés, et vers 1960, seulement 3 800 ha.

Le cheptel de 700 000 têtes au début du siècle est tombé à 370 000 têtes.

En même temps que tombe une importante organisation agricole et forestière de Fium'Orbu : la FORTEF.

Dernier paradoxe : malgré sa situation privilégiée sur les courants de migration du poisson bleu (thon, sardines), la pêche sur 1 000 km de côtes est si insuffisante qu'on y importe du poisson et que l'on ferme les conserveries de langoustes de Propriano et de Bonifacio.

Sur de pareilles bases économiques, toute compétition avec la production du continent est impossible. Ainsi, dans tous les domaines, la Corse devient importatrice et totalement dépendante des produits français.

La pauvreté de la Corse n'est donc pas naturelle mais liée à son passé historisque. Son sous-développement est une conséquence de son exploitation coloniale et ne résulte pas de stéréotypes bourgeois inhérents à la « paresse », à la « xénophobie » et au « fanatisme » des autochtones.

La période actuelle : une nouvelle stratégie de l'impérialisme français

Depuis la fin des années 50, le capitalisme français s'oriente vers un nouveau mode de mise en valeur du potentiel corse. Après le pillage des hommes et des ressources, le capital français, suite à ses défaites en Indochine et en Algérie, « découvre » que la Corse peut aussi lui permettre les surprofits liés à l'exportation de capital. L'espace économique corse présente deux « occasions » intéressantes par la rentabilité que l'on peut en attendre : le potentiel agricole et le potentiel touristique. En 1957, la SOMIVAC (Société de Mise en Valeur Agricole de la Corse) et la SETCO (Société d'Equipement Touristique de la Corse) sont mises en place par le gouvernement français pour préparer le terrain des investissements capitalistes.

A) L'agriculture

La mise en valeur agricole capitaliste de la Corse a été brutale et sans ambiguïtés. Le fait colonial est aveuglant, jusque dans le privilège accordé aux anciens colons d'Algérie pour se reconvertir dans l'île. La SOMIVAC acheté des terres et passé des baux avec les communes et avec la complicité d'élus locaux, distribua, sur une centaine de lots créés, 20 seulement aux Corses. Sur le périmètre de Ghisnaccia, 16 sur 18 lots reviennent aux pieds-noirs, auxquels il faut ajouter les dessous de table de la mairie de Ghisnaccia qui leur brade 800 ha de terrains communaux. Sur 30 000 ha de vignes, 25 000 ha reviennent aux pieds-noirs. Pour la constitution d'un tel vignoble, le Crédit Agricole, dirigé par la GIPEC (Groupes d'Intérêts Privés dirigés par les rapatriés et actionnaire principal de la SOMIVAC et la SETCO), va violer la législation bancaire avec la complicité de l'administration et des clans. Le Crédit Agricole accorda aux pieds-noirs 57 % des prêts à long terme à des taux d'intérêt dérisoires de 1 % pour 5,5 % aux Corses... Les dettes des pieds-noirs étaient garanties par l'Etat alors que l'on exigeait des garanties financières et professionnelles des Corses.

En même temps que se constitue un tel vignoble, une fraude se développe à partir de la sur-chaptalisation (le scandale de la vinaccia).

Au total, 80 % de la production vinicole de Corse sont faits par 400 propriétaires (individus et sociétés).

Dans ce contexte de vinaccia et de fraude financière, la faillite d'une société dirigées par un groupe de colons, la COVIREP, menace directement des centaines de petits agriculteurs dont le vin n'est pas payé. C'est le détonateur: pour faire éclater le scandale, des militants de l'ARC occupent la ferme Delpeille à Aléria.

L'extension rapide de la monoculture de la vigne et de la grande exploitation modernisée entraîne un profond déséquilibre économique et social : cela signifie la ruine pour la petite paysannerie, l'aggravation du sous-emploi et du chômage,

l'exil forcé (en Corse, le chômage est proportionnellement trois fois plus élevé qu'en France). Cela signifie aussi un accroissement de la dépendance de la Corse, qui subit de plein fouet les effets de la crise depuis 1974.

B) Le tourisme

Le développement récent du tourisme en Corse est l'effet direct des projets des grands trusts touristiques. L'exploitation du potentiel naturel est évidente. Les sociétés françaises et européennes pratiquent l'exploitation du capital comme au plus beau temps de l'impérialisme.

L'exemple du Club Méditerranée installé à Porto-Vecchio et à Gargèse est éclairant. Les pensions des gentils membres sont expatriées en France, alors que les denrées et le personnel sont exportés du continent... Le littoral corse dans sa quasi-totalité est exploité par les trusts touristiques :

Banque WORMS et SOFI-BANQUE à Bonifacio.

Cie PAQUET à Porto-Vecchio.

Banque ROTHSCHILD dans les Agriates, et bien d'autres...

La Cie AF et la SCETA, filiale de la SNCF, ainsi que la Cie Générale Transatlantique, qui fait partie de la SETCO, ont également créé leurs établissements en plusieurs points du littoral : Marina Viva, Sagone...

Ce développement capitaliste du tourisme a un effet immédiat sur l'hôtellerie corse, qui est incapable de suivre. Plus généralement, l'industrie touristique de type monopoliste conduit à la stérilisation des ressources et à l'expropriation des populations locales.

Pour parfaire cette économie colonialiste, il ne faut pas oublier les transports que l'idéologie bourgeoise désigne pudiquement sous la rubrique « handicap de l'insularité ». Comme sous Colbert, le monopole du pavillon est concédé à la Cie Générale Transatlantique qui malgré l'accroissement du trafic, pratique des prix prohibitifs. La répercussion du prix des transports sur le flot touristique et la cherté de la vie est évidente. Le coût de la vie est 30 % plus cher en Corse qu'en France. Le ciment par exemple, dont le prix est supérieur de 33 %. La société Roquefort, qui a le monopole du lait de brebis, fait payer aux bergers corses le prix du transport jusqu'à ses caves de l'Aveyron.

Cet ensemble de faits et de pratiques concourt à maintenir la Corse dans le « sous-développement » :

- le revenu par tête d'habitant est le quart de la moyenne française,
- l'infrastructure routière s'est toujours limitée aux routes stratégiques... dont l'absence avait retardé la conquête,
- la population active est l'une des moins nombreuses de France, plus d'un tiers de retraités ou pensionnés et de non-qualifiés.

Car il faut s'interroger sur le plan de développement que présente le Schéma d'Aménagement adopté en 1971. Qu'est-ce qu'il signifie pour les Corses ?

L'économie de la Corse, telle que la veut la bourgeoisie française, se résume en quelques traits remarquables :

- la croissance accélérée de deux activités fortement capitalistes (1) la grande agriculture et le tourisme plus le « bâtiment et travaux publics », activité d'accompagnement directement déterminée par la mise en valeur touristique ;
- l'absence d'activités industrielles (2 040 emplois en 1968, soit 3 % de la population active) ;
- la perte d'emplois pour les Corses qui n'occupent aujourd'hui que 31 % des emplois, parce qu'ils sont laminés entre deux processus bien capitalistes : les emplois d'encadrement sont réservés aux Français (78 % dans les banques, 60 % à l'EDF et dans l'Education Nationale pour la catégorie A); pour les emplois les moins qualifiés (ouvriers agricoles...), les patrons préfèrent recourir à des travailleurs immigrés d'Afrique du Nord, ce qui leur permet une surexploitation accrue.

Le Schéma d'Aménagement est sans ambiguïté: à l'horizon 1985, comme disent les technocrates, les Corses ne seront plus qu'une minorité en Corse.

La formation sociale corse et la domination coloniale

L'impérialisme correspond à un mode spécifique d'exploitation d'une formation sociale. Quand il prend la forme du colonialisme, l'impérialisme produit, dans la formation sociale qu'il donne, une restructuration de l'ensemble des relations sociales.

En Corse, pour une série de raisons historiques, la domination française ne s'est pas traduite par une destruction de la formation sociale qu'aurait signifiée l'assimilation du peuple corse. Comme le note P. Alliès, il est vrai que « la Corse est restée étrangère au processus de fusion nationale qui a brassé tous les peuples périphériques de la France de l'Ancien Régime (2) ». A cela, deux raisons principales qu'il faut relever :

- 1 Le fait qu'en 1769, la formation sociale corse en était déjà à un stade avancé de son développement. Elle était déjà une nation bourgeoise en cours de constitution, ce qui implique une texture sociale relativement dense.
- 2 Le fait de l'insalubrité, facteur qui a certainement joué d'une manière diffuse dans la maintenance d'une indentité socio-culturelle corse, dont la délimition (d'avec d'autres, italienne et/ou française) était « géographiquement » signifiante (3).

En Corse, le colonialisme français se trouve confronté à une formation sociale qui lui préexiste. La bourgeoisie française peut briser le mouvement national par la répression policière et militaire; elle peut étouffer une bourgeoisie corse en voie d'émergence. Il n'en reste pas moins que la formation sociale corse, même

^{(1) «} Capitalistes » au sens où elles sont des activités de mise en valeur du capital.

⁽²⁾ Cf. P. Alliès. « Question nationale et question régionale ».

⁽³⁾ Pour ce qui est de l'efficacité sociale des « données » géographiques, on peut se référer aux analyses d'Yves Lacoste: La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre (Maspéro, 1976).

battue et dominée, subsiste. La bourgeoisie française est contrainte de trouver un relais à sa domination : elle laisse une place pour une alliance de classe « impérialiste » qu'elle suscite dans le fait même de sa domination. Cette alliance de classes trouve sa base dans une petite-bourgeoisie agraire et commerciale, et constitue la pièce maîtresse d'un système qui se maintient jusqu'après la Seconde Guerre mondiale — et assure, par son propre maintien, la survivance d'une formation sociale corse spécifique.

Cette alliance de classe asseoit et diffuse son pouvoir (pouvoir relatif, en relais de la domination française) par le recours aux deux « institutions » que sont le clan et le village. Le clan et, à un moindre degré, le village, fonctionnent comme points d'ancrage sociaux, culturels et idéologiques d'une population corse que caractérisent massivement l'émigration et le clientélisme. En effet l'émigration et/ou le clientélisme sont les deux modalités sociales selon lesquelles les Corses tentent de s'intégrer individuellement à la domination de la bourgeoisie française.

La dialectique entre émigration/clientélisme et système clanique constitue la trame d'un processus qui assure une certaine permanence de la formation sociale corse. Le peuple corse subsiste, dominé mais non dissous dans et par l'Etatnation dominant. Le peuple corse est vaincu, soumis ; il n'est pas assimilé.

« Ainsi depuis deux siècles, au mépris de l'évolution économique, le clan résiste, persiste et se maintient. Sa permanence nous interpelle. Pourquoi cet anachronisme?

Certes, la réponse doit faire référence aux structures coloniales de l'île, qui montrent sous un jour particulier l'alliance nouée par le capita-

lisme français avec les classes parasitaires corses.

(...) Le clan est, à sa façon, une expression de l'identité corse. Ceci pourrait bien expliquer sa pérennité (...) Le clan qui parlait corse, qui pensait corse, faisait tampon, s'interposait entre les pouvoirs publics et les gouvernés pour bloquer, dénaturer, miner tout ce qui était contraire au style de vie, aux coutumes de la population » (4).

L'arrivée impétueuse du grand capital dans l'agriculture et le tourisme, à partir de 1957, bouleverse le système de relations sociales qu'elle frappe de plein fouet. Le passage de l'économie corse à une soumission réelle au capital impérialiste implique une décomposition accélérée du système des clans en laminant la petite-bourgeoisie qui en forme l'ossature. Depuis peu, la dépendance coloniale signifie une agression brutale contre la formation sociale corse, qui avait pu subsister, jusque là, périphérique et marginalisée. L'entrée en force du grand capital rend explosives les contradictions sociales introduites par la domination impérialiste.

La petite-bourgeoisie est, en tant que classe, la plus menacée par cette nouvelle donne au capital impérialiste. Elle est aussi la première classe à enclencher une résistance, jusqu'à aller très loin dans la prise de conscience du processus en cours : l'ARC dénonce dans des termes qui lui sont propres le rapport de l'Hudson Institut et le schéma d'aménagement de 1971, documents qui planifient la dissolution du peuple corse (et de la petite-bourgeoisie corse en premier lieu).

⁽⁴⁾ Cf. Charles Santoni, « Les masques du discours politique corse » (Les Temps Modernes, avril 1976).

Mais ce qu'il faut bien comprendre, c'est le contexte social dans lequel se déroule l'agression du grand capital français. La résistance de la petite-bourgeoisie, exprimée par les organisations socio-professionnelles, notamment agricoles, et traduites en termes politiques par les autonomistes, a ouvert la voie à une résurgence d'un mouvement national corse qui déborde largement dans sa dynamique et ses perspectives le seul problème de la survie d'une petite-bourgeoisie.

Ce mouvement national corse, par-delà les organisations qu'il a suscitées, par-delà ses contradictions propres interpelle directement les militants révolutionnaires. On ne saurait s'y dérober.

Question nationale et colonialisme : l'enjeu politique

Aujourd'hui, la reconnaissance du caractère national de la question corse implique que l'on rende compte de la domination française comme d'un colonialisme. Ce problème ne relève pas de la logique formelle ou de l'agencement de concept : *l'enjeu est politique*, il est à la mesure de la mobilisation et de la radicalisation des luttes du peuple corse.

Il est indispensable de comprendre pourquoi et comment le peuple corse a pu se maintenir, en tant que peuple, malgré deux siècles de domination. Mais cette question ne se pose que parce que le peuple corse révèle son existence dans les luttes qui se développent depuis quelques années. Les mobilisations massives pour la défense du train, pour d'Universita di Corti, contre les scandales de la vinaccia, pour la défense des militants autonomistes, etc., expriment un mouvement national qui va en se renforçant et en se radicalisant. Dans ce mouvement, rien n'est simple, et les délimitations de classe sont encore à faire. Mais les militants corses révolutionnaires en sont partie prenante : c'est là une condition de sa maturation et de son enrichissement.

Toute la différence entre une question nationale et une question régionale tient dans un problème politique: quel est concrètement le facteur qui détermine la prise de conscience anti-capitaliste et qui assure l'unification dans le développement des luttes? En Corse aujourd'hui, pour les travailleurs et la jeunesse corse, la dimension nationale est ce facteur de référence. Et ce facteur de référence prend une forme politique précise: l'anti-colonialisme.

A partir de là, il serait dérisoire de nier le caractère colonial de la « présence française » en Corse. Tous les traits constitutifs (militaires, économiques, socio-culturels) du colonialisme, phénomène historique, y sont.

Mais, plus encore, la prise de conscience d'une situation de dépendance vécue comme coloniale se renforce. A ce niveau, nier le fait colonial de l'impérialisme français en Corse devient franchement irresponsable. Quand la lutte des classes s'aiguise, il faut choisir son camp.

Le colonialisme est d'abord et avant tout une pratique, une forme historique de l'impérialisme : la reconnaissance du fait colonial est un acte éminemment politique, dont un discours purement économique est incapable de rendre compte.

Les impératifs de stratégie militaire et politique, autant que des intérêts commerciaux, concourent à expliquer un partage du monde que les puissances principales ont entamé, non seulement avant que le capitalisme entre dans sa phase proprement impérialiste, mais avant même que le mode de production capitaliste devienne dominant.

L'impérialisme français a compris qu'en Corse les quelques années à venir sont décisives, tout comme il a compris l'enjeu politique des événements. Il est bien certain que le grand capital français n'a pas un « besoin » économique vital de s'adjoindre l'espace économique corse. Les disponibilités et potentialités de la Corse sont, en tout état de cause, limitées pour un capitalisme dont l'internationalisation s'accentue à l'échelle planétaire. Le potentiel corse autorise néanmoins la production de certains sur-profits. Mais l'intérêt de la Corse pour l'impérialisme français ne se mesure pas ainsi, pas plus que l'intérêt commercial ne justifie la conquête militaire de la Corse en 1769.

Pour l'impérialisme français, c'est-à-dire très précisément pour le gouvernement Giscard-Chirac-Poniatowski, l'enjeu politique est clair. Sur un fond de crise, dans le contexte français actuel, aucune brèche ne sera supportée par une bourgeoisie affaiblie. Mais ce qui est en cause déborde largement ce cadre. Le bassin méditerranéen et l'Europe du Sud sont (re) devenus, depuis 1974, un lieu d'affrontement majeur. Dans cette région du monde où explosent les contradictions, le système impérialiste dans son ensemble joue une partie décisive. Dans le concert des nations impérialistes sous hégémonie américaine, l'impérialisme français se charge plus spécialement d'intervenir et de stabiliser une Méditerranée qui s'agite dangereusement. Les indices sont multiples, depuis le renforcement de la flotte française en Méditerranée jusqu'aux récentes déclarations du Chef d'Etat-major des armées sur la « sanctuarisation élargie ». L'incertitude (!) sur les affrontements en cours en Espagne, au Portugal, en Italie... érige la Corse, en point d'appui militaire et politique de première importance.

Le mouvement national du peuple corse vise, dans sa perspective, le recouvrement de ses droits nationaux, y compris le droit des peuples à disposer d'euxmêmes. A l'époque de la crise générale de l'impérialisme, ce mouvement national trouve son aboutissement dans le socialisme. Le combat des travailleurs et de la jeunesse corse est notre combat.

PER UNA CORSICA LIBERA E SUCIALISTA

5 juin 1976

La question corse

La société corse connaît depuis quelques années, qui coïncident grosso modo avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, une double crise : une crise ancienne liée à une société traditionnelle dominée par des activités pré-capitalistes, résidus de la France du XIXe siècle ; une crise nouvelle qui s'est développée à partir de la pénétration du capitalisme le plus moderne dans l'île en agriculture côtière et dans le tourisme de masse. Le conflit corse actuel, qui se manifeste au travers du mouvement autonomiste, est l'expression de la rencontre, du télescopage de ces deux crise. La société traditionnelle avait trouvé au XIXe siècle un modus vivendi avec le capitalisme français. Celui-ci étant garanti à la fois par l'État et les chefs traditionnels de l'île. Or l'arrivée des monopoles a bouleversé cet état de fait ; non que ceux-ci n'aient volontiers reconduit l'accord traditionnel entre le capitalisme et les notables ruraux. mais leur propre développement a créé, par effet d'entraînement, l'expansion d'une nouvelle moyenne et petite bourgeoisie affairiste et d'une nouvelle agriculture locales qui se trouvent de fait écartées de l'entente reconduite... et des bénéfices qui en découlent. Ces nouveaux venus exigent donc, logiquement, un autre partage du pouvoir. Ils se sont faits régionalistes et ils n'ont pas été écoutés. Ils sont donc devenus autonomistes, non sans déclencher des phénomènes incontrôlables, telle la radicalisation de la jeunesse.

L'incapacité de la bourgeoisie rurale à sortir de son rôle strict de protecteur de la paysannerie, c'est-à-dire son incapacité à réaliser une accumulation primitive minimale du capital susceptible de promouvoir le développement de l'économie rurale, reste le nœud de la crise larvaire qui frappe la Corse avec le développement de l'industrie capitaliste. Victime de la concurrence des prix pratiquée par le capitalisme tant industriel qu'agricole, la société archaïque figée en grande partie dans son immobilisme se décompose lentement, tandis que ses fils s'en vont profiter du mouvement nouveau sur le continent ou dans les colonies, où ils seront le fer de lance de l'administration ou de la « mise en valeur » agricole.

C'est cette fusion massive des Corses dans l'ensemble français pour le même profit ou les mêmes difficultés qui rend caduque toute comparaison du sort des Corses avec la colonisation de l'Algérie à laquelle se complaît le mouvement autonomiste.

Les Corses, des plus hautes aux plus basses classes, ont fusionné dans les couches sociales comparables de la formation sociale française, à l'inverse des Indochinois ou des Algériens ou encore des Togolais, qui n'ont jamais été administrateurs sur le continent ou « colons » en Corse!

Quant à la bourgeoisie corse, elle profite de ses positions dans l'appareil d'État pour placer ses clients ; en échange de quoi elle se gagne l'électorat de ceux qui restent et la reconnaissance de ceux qui sont placés par ses soins. Ce premier aspect de l'attitude de la bourgeoisie claniste est complété par sa politique rurale. Elle s'interdit de pratiquer la modernisation des techniques agricoles. Elle complète ainsi sa politique générale de blocage de tout développement capitaliste de l'île. Les résultats de cette politique ne se font pas attendre. Dès 1870, les Corses représentent 7 % des officiers de l'armée de métier, et environ le quart des administrateurs coloniaux de l'Afrique « française » dès avant la guerre de 1914. Dès les années 30, l'île, quant à elle, pourrit sur place. La situation se dégrade de manière impitoyable après la guerre de 1940. Le mouvement de la population montre bien dans toute sa sécheresse l'ampleur du phénomène. En 1872, la Corse compte 258 000 résidents.

En 1968, soit un siècle plus tard à quelques années près, ils ne sont plus que 180 000. Les mouvements autonomistes font même remarquer que parmi ces derniers, il n'y a sans doute que 100 000 Corses de souche. Il est cependant difficile de les suivre sur ce terrain, car à quelle génération faut-il remonter pour être déclaré Corse?

L'île a atteint son apogée dans les années 1906-1911, avec près de 300 000 habitants, ce qui n'empêche pas l'existence dès cette époque d'un fort mouvement migratoire vers le continent ou les colonies. Les comparaisons régionales prouvent en effet que les premières zones en Corse à être touchées par un exode rural massif sont les plus développées économiquement, telles la Balagne ou la Castagniccia.

Ces régions, mieux intégrées à l'économie de marché, donc plus sensibles à la fluctuation des prix, seront les premières victimes des produits manufacturés et des bateaux à vapeur du port de Marseille.

Au fur et à mesure de la pénétration de la société marchande dans l'île, le même phénomène se reproduit. Cette concurrence entre deux économies est la véritable base de l'exode des Corses qui demeurent de moins en moins nombreux dans l'île elle-même.

A l'inverse du mouvement autonomiste actuel, nous pensons que ce n'est pas dans le XVIIIe siècle qu'il faut supposer les origines de la crise corse, mais bien plutôt dans l'expansion apparente du XIXe siècle et la crise du début du XXe.

Autour des années 40, avec le recul des cultures, l'île devient un peu à la fois le domaine du maquis et du berger ; les Corses n'y reviennent que comme retraités. Une petite hôtellerie vivote d'une saison touristique de faible ampleur. Seule Bastia connaît une certaine activité portuaire et semi-industrielle.

Les notables ruraux organisés en clans mènent leur petit monde tranquillement ; ils signent de temps en temps une recommandation pour le fils d'un de leurs clients à leur correspondant continental bien placé. En 1968, alors que la reprise économique s'est amorcée depuis environ dix ans, sur 180 000 locaux, seuls 31 000 d'entre eux d'après la préfecture ont un emploi déclaré.

Encore ces chiffres sont-ils contestables : ainsi la préfecture annonce-t-elle 11 000 exploitants agricoles, alors que les sondages plus sérieux de la Direction départementale de l'agriculture n'en

recensent pas 9 000, parmi lesquels les trois quarts ne le seraient qu'à temps partiel. C'est tout dire sur la situation qui prévalait avant 1958. C'est en effet aux environs de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir que les signes évidents d'une reprise se manifestent. Quelques jeunes songent à s'inscrire dans ce qui n'est encore qu'une projection, un pari sur le développement de l'île, cela d'autant plus que les pouvoirs publics laissent espérer qu'ils sont décidés à y mettre du leur. Quelques années plus tard, après avoir vainement espéré en régionalistes, ils exigeront en autonomistes.

Si un train peut en cacher un autre, deux crises peuvent se télescoper...

La situation de la Corse est à ce point déliquescente que la relance économique s'effectue par l'intermédiaire direct de l'État, qui adopte la création de sociétés d'économie mixte agricole et touristique qui associent les représentants des capitaux français et les notables clanistes.

En 1957 est élaboré le modèle de tous les plans ultérieurs concernant la Corse : le programme d'action régionale. Celui-ci prévoit de faire du tourisme « le levier de la renaissance corse », de mieux utiliser les ressources agricoles, enfin de réduire le coût des transports maritimes avec le continent.

Le 23 décembre 1958, le Conseil des ministres, par un décret publié au *Journal officiel*, approuve les statuts de la Société pour la mise en valeur de la Corse, ou S.O.M.I.V.A.C. Ses objectifs : réaliser les indispensables travaux techniques nécessaires à la modernisation de l'agriculture insulaire, tels les aménagements hydrauliques ou les défrichages de terrains cultivables mais délaissés.

Comme pour sa consœur, créée au même moment, la Société pour l'équipement touristique de la Corse (S.E.T.C.O.), 90% du capital sont entre les mains des représentants du secteur public et du département, le reste, soit 10 %, étant réparti entre les mains des sociétés privées, telle la Société centrale pour l'équipement du territoire et les banques industrielles de l'Afrique du Nord. Par conséquent ces entreprises sont entre les mains de l'État. En réalité, les teneurs de parts de l'État sont des compagnies nationalisées, telles Air France ou la Compagnie générale transatlantique, dont on n'ignore plus depuis bien longtemps que leurs méthodes sont similaires à celles des entreprises privées.

Quoi d'étonnant dès lors si ces sociétés d'économie mixte vont sans omission jouer le jeu de plus offrant, du plus gros capitaliste, avec la bénédiction des chefs de clans qui ne protesteront contre cette politique que faiblement, et encore lorsqu'ils y seront poussés par leurs électeurs. Le mouvement autonomiste appelle les clanistes d'un fort joli calembour, « les élus de la fraude », tant leurs élections se font dans la tricherie, et bien souvent par le bourrage des urnes. Pourtant il faut le dire, au risque de déplaire : on les laisse faire. Mieux même : la population, qui est en apparence la victime, ferme les yeux quand elle ne les ouvre pas pour sourire à ces agissements. La raison en est simple : les clans ont longtemps été les intermédiaires entre les Corses et la société française.

Une grande partie des Corses vivent comme vivaient leurs pères : de retraites, de prébendes, de pensions, de petits crédits ou de postes débloqués par l'activité de la chaîne des représentants du clan qui descendent des maires pour remonter jusqu'aux députés. Ces derniers sont souvent les entremetteurs des autochtones pour leurs propres affaires et les placeurs des enfants sur le continent. Bien sûr, leur propre action va diminuant : la Ve République, il faut le reconnaître, a souvent gêné ou mis fin à des situations acquises par ces réseaux de placement dans l'Administration. Surtout, les Corses se sont considérablement émancipés des clientèles : bien qu'elle en soit plus l'effet que la cause, l'apparition du mouvement autonomiste a eu en cette occasion, comme en quelques autres, une action dynamique dont les effets se sont révélés positifs.

En bref, la Corse s'engageant dans la modernité, ses structures clanistes vont perdre de leur efficacité sans pour autant disparaître. Malgré l'érosion du consensus tacite entre les élus et leurs clients, elles représentent encore une bonne part de l'ancienne Corse. La véritable preuve de l'hégémonie du mouvement autonomiste sera faite le jour où il sera capable, d'une manière ou d'une autre, de casser la machine électorale du clanisme. Cela n'est pas impossible, car l'érosion du clientélisme a été rapide. En 1958, il était encore vigoureux, sans concurrence, lorsqu'il passa les premiers accords avec l'État et les banques dans la S.O.M.I.V.A.C. et la S.E.T.C.O. (la politique de ces deux sociétés est en effet, les actions communes de ces trois partenaires). Sans les clans, rien n'eût été possible. Ainsi, il est du plus haut comique, devant l'explosion actuelle, d'observer les réactions des principaux d'entre eux que recouvrent les étiquettes politiques « radicaux », « U.D.R. » ou « bonapartistes ». Ils

se tournent vers l'État avec un air de reproche, s'efforçant par tous les moyens d'ôter leur épingle du jeu, tout en prétendant, pour ajouter du sel, qu'ils sont des « mal-aimés », qu'on n'a pas voulu, dans les hautes instances, les « écouter », eux qui avaient tout prévu!

La politique de la S.O.M.I.V.A.C. à laquelle ils se sont associés plaide contre eux. Dès sa création, elle semble ne connaître que les intérêts des rapatriés d'Algérie. En réalité, clans, banques privées, compagnies nationalisées et État serviront surtout ceux qui sont déjà bien lotis : les gros investisseurs pinardiers possesseurs de fortes techniques à grand rendement et habitués à user et abuser de la main d'œuvre sous-payée d'Afrique du Nord. Le mouvement autonomiste confond dans une même réprobation tous les pieds-noirs, prouvant par là-même l'incapacité congénitale de ce genre de mouvement de désigner les vrais responsables : car les rapatriés sont loin d'être tous des agriculteurs capitalistes négociants ou exploitants.

Ces pieds-noirs toucheront les premiers lots irrigués de 40 hectares offerts sur le marché de la S.O.M.I.V.A.C. qui les a assainis, défrichés et rendus propres à la culture. Ces terres sont situées sur une ancienne plaine en partie marécageuse et peuplée jusqu'en 1945 de moustiques anophèles porteurs de paludisme. Elles étaient auparavant utilisées comme terrain de pacage par les communautés pastorales du centre de l'île. Les pieds-noirs plantent de la vigne et encore de la vigne. Les gros agrariens vont vite concentrer entre leurs mains l'essentiel de la production : 70 % du vignoble sont la propriété de 300 personnes pour un chiffre d'affaires de 180 millions de francs, contre 30 % qui sont partagés entre 4 300 viticulteurs et dont le chiffre d'affaires n'est que de 40 millions de francs actuels. Le vignoble couvre aujourd'hui 30 000 hectares, dont 20 000 sur la côte orientale ; il n'était que de 6 000 hectares en 1960.

Ce secteur est par conséquent hypertrophié dans le cadre d'un marasme, ou tout au moins d'une stagnation générale.

Les réactions vont pourtant tarder : mais en 1969 les paysans barrent les routes et occupent la mairie de Ghisonaccia, sur la côte orientale, qu'ils accusent de favoriser les pieds-noirs en vendant à bas prix les terres communales.

Si la S.O.M.I.V. A.C. est une réussite du point de vue du capital et de l'État, il n'en est pas de même pour la S.E.T.C.O., ou celle-ci prouve bien pour qui elle a été conçue. Ses opérations consistent

à construire quelques hôtels de luxe payés en grande partie par les deniers publics, qu'elle revend à des prix peu élevés à des entreprises nationalisées telles la Compagnie générale transatlantique ou Air France, ou encore à leurs alliés, tel le Club Méditerranée.

Entre parenthèses, il n'est pas inutile de signaler que les premières nommées sont des représentants au conseil d'administration

de ce dernier.

Pourtant, la S.E.T.C.O. reste très en-deça de ses promesses initiales. Il faut dire que le secteur privé verrait d'un très mauvais œil l'État lui faire concurrence dans le domaine touristique, plus encore mettre la S.E.T.C.O. au service des petits hôteliers locaux.

Les capitaux privés restent également très discrets, malgré les projets qui sont les leurs. En effet, ils attendent que l'État réalise les infrastructures indispensables : amélioration des liaisons maritimes et aériennes avec le continent, du réseau routier local, des transports, aides à la construction et aux prix des produits importés. Enfin, les menées autonomistes ne leur sont pas d'un grand encouragement. Ils se contentent donc de conserver les terres de bord de mer achetées pour éviter ou gêner la spéculation, quand ils n'y recourent pas eux-mêmes! Cela n'empêche pas, bien entendu, quelques affreuses constructions baptisées «hôtels» de dénaturer les sites!

C'est là un des autres aspects positifs du mouvement autonomiste : la peur qu'il crée chez les monopolistes empêche la réalisation de leur projet de rentabilité démesurée.

On comprend mieux ainsi la réaction des Corses, et principalement parmi eux ceux qui ont cru les grandes déclarations sur le développement touristique des hommes d'État! Les paysans voient leur épargne tomber par le détour du crédit dans la poche de la S.O.M.I.V.A.C. qui l'utilise pour lotir les gros agrariens pieds-noirs. Les petits commerçants voient affluer les clients, mais plus encore les grandes surfaces; les hôteliers locaux constatent la prolifération de nouveaux hôtels (dont ceux de la S.E.T.C.O., créée pour les aider!): ne se construit-il pas dans l'île, depuis 1965, autant de chambres d'hôtels nouvelles que sur le reste de la façade méditerranéenne? Les quelques entrepreneurs ou grossistes locaux sont souvent délaissés par les firmes touristiques qui ont leurs propres circuits de commanditaires. Le mécontentement de ces Corses devant une telle situation est bien compréhensible. Ils commencent par espérer, puis, autour des années 67-70, ils déchantent. Dans le premier temps, cet espoir est parfaitement représenté par le mouvement régionaliste, puis devant la déception, les membres les plus militants de ces couches sociales intègrent puis poussent le mouvement régionaliste, essentiellement l'A.R.C., à se radicaliser.

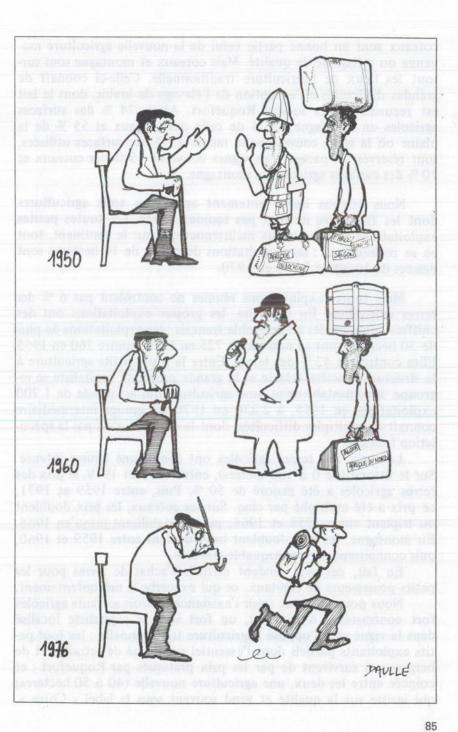
Les statistiques officielles ont longtemps exprimé le bonheur béat de l'expansion. Combien de fois n'a-t-on pas entendu : « Cela allait mal, ça va mieux ! L'expansion a commencé ! La Corse se développe, rattrape le continent », etc. En réalité, cet optimisme officiel et ces statistiques cachent mal, le plus souvent, la réalité de deux Corses ; l'une qui se meurt : la Corse traditionnelle ; l'autre bien vivante, qu'il faut bien diviser elle-même en deux : la Corse des monopoles et du capitalisme agricole, et la Corse de la petite entreprise.

Citons quelques chiffres éclairants relatifs à l'âge des agriculteurs corses :

Moins de 35 ans		6,21 %
De 35 à 49 ans Plus de 50 ans	ar avidanti Mr. saan saannaa sa al	27,37 % 39,24 %
Plus de 65 ans	i indiantibaga at tubbi in titoti tilon	27,18 %

On voit donc que l'âge des agriculteurs locaux est extrêmement élevé. Cependant, ces statistiques occultent un phénomène important : les exploitants des entreprises agricoles de type capitaliste sont beaucoup plus jeunes ; ils ont en général de 25 à 45 ans, selon les données des enquêtes effectuées par la S.O.M.I.V.A.C. Plus intéressant, le sondage C.E.E. de 1967 qui précise que sur 8 883 exploitants, 12 % le sont à plein temps, 65 % le sont pour moins de la moitié de leur occupation.

Pourtant, ici encore, ce résultat plus net cache toujours la réalité corse. On ne peut déduire, c'est le moins qu'on puisse dire, que la majeure partie des 12 % sont de gros agrariens. Quant à la catégorie des exploitants à temps partiel, elle mêle les retraités qui jardinent à ceux que l'insuffisance de capitaux amène à rechercher une activité d'appoint. De 1955 à 1970, en quinze ans, nombre d'exploitants ont disparu. Les précisions apportées par le sondage C.E.E. et la Direction départementale de l'agriculture indiquent que la montagne a vu disparaître 2 320 exploitations : de 5 400 à 3 080; les coteaux sont eux aussi passés de 4 999 à 3 305. Seule la plaine a un solde positif de plus de 350 exploitations nouvelles : elle passe de 1 880 à 2 350. Il n'y a pas d'autres commentaires à faire : la plaine est le domaine de l'agriculture capitaliste en priorité : les



coteaux sont en bonne partie celui de la nouvelle agriculture moyenne ou artisanale de qualité. Mais coteaux et montagne sont surtout les lieux de l'agriculture traditionnelle. Celle-ci connaît de grandes difficultés à l'exception de l'élevage de brebis, dont le lait est recueilli par la société Roquefort. Ainsi, 74 % des surfaces agricoles en montagne, 70 % de celle des coteaux et 55 % de la plaine où la vigne couvre quand même 33 % des surfaces utilisées, sont réservés au pacage. Les vignes couvrent 15 % des coteaux et 10 % des surfaces agricoles en montagne.

Nous voyons donc lentement apparaître trois agricultures dont les frontières ne sont pas toujours sûres. Les toutes petites exploitations se sont mieux maintenues que sur le continent, tout en se restreignant : les exploitations de moins de 10 hectares sont passées de 10 309 à 5 780 en 1970.

Mais toutes exploitations réunies ne contrôlent pas 6 % des terres cultivables. En revanche, les grosses exploitations ont des chiffres comparables à l'ensemble français : les exploitations de plus de 50 hectares sont au nombre de 725 en 1970, contre 260 en 1955. Elles contrôlent 42 % des terres. Entre la toute petite agriculture à la structure foncière éclatée et la grande propriété capitaliste se regroupe incontestablement une agriculture qui est passée de 1 700 exploitations en 1955, à 2 230 en 1970. Ce groupe intermédiaire connaît de multiples difficultés, dont la moindre n'est pas la spéculation foncière.

Les prix des terres agricoles ont connu une hausse intense. Sur le littoral (de 0 à 100 mètres), entre 1953 et 1959, le prix des terres agricoles a été majoré de 50 %. Puis, entre 1959 et 1971, ce prix a été multiplié par cinq. Sur les coteaux, les prix doublent ou triplent entre 1958 et 1964, puis se stabilisent jusqu'en 1968. En montagne, les prix doublent brusquement entre 1959 et 1960, puis connaissent une remarquable stabilité.

En fait, ces prix rendent difficile l'achat de terres pour les petits possesseurs de capitaux, ce qui exacerbe le mécontentement.

Nous pouvons donc saisir l'existence de trois secteurs agricoles fort contrastés : d'une part, un fort secteur capitaliste localisé dans la vigne et à l'opposé l'agriculture traditionnelle : les tout petits exploitants partiels dont l'essentiel est formé de retraités et de bergers qui survivent de par les prix pratiqués par Roquefort ; et coincée entre les deux, une agriculture nouvelle (40 à 50 hectares) qui insiste sur la qualité et vend souvent sous le label « Corse ».

Les crédits ne l'aident qu'insuffisamment à se développer, sur un marché difficile et déjà encombré.

Le tourisme connaît la même situation, bien que la Corse traditionnelle y soit peu présente. Dans l'ensemble, on peut diviser ce secteur en deux : une hôtellerie locale et de grands centres de vacances ou d'hébergement, ainsi qu'une hôtellerie saisonnière bien équipée. Abondent dans cette activité les métiers paratouristiques à prétentions traditionnelles, tel l'artisanat d'art qui produit pour le marché, et dont on retrouvera souvent les animateurs dans le mouvement autonomiste.

Le commerce connaît les mêmes divisions. Si nous voulions schématiser, nous dirions : la Corse des clans, c'est celle des secteurs archaïques ; la Corse monopoliste, c'est celle de la spéculation foncière à des fins touristiques, des gros agrariens, pieds-noirs en majorité, des hôtels et sociétés touristiques liés au capital financier et de leur clientèle commerciale ; la Corse des autonomistes, c'est celle de la petite entreprise moderne concurrencée par les monopoles et parfois difficile à dissocier de la Corse traditionnelle : c'est l'hôtellier local, le petit et moyen commerçant, l'entrepreneur en travaux publics, le grossiste, une partie de la nouvelle agriculture de produits de qualité, l'artisan d'art et la jeunesse, sur laquelle il est temps de se pencher.

Celle-ci est de loin la couche la plus radicalisée; si elle est autonomiste et non pas révolutionnaire, ce n'est pas sans raisons. Il faut bien sûr faire la part de la confusion. Pour beaucoup de maoïstes qui, en 1969-1970, applaudissaient Nicoud, tout ce qui bouge est révolutionnaire, à plus forte raison tout ce qui « tire ». Le journal Libération est bien de cet avis, si l'on en juge par ses articles sur les événements corses d'août 1975. Les origines de la radicalisation apparente de la jeunesse sont en fait à chercher en dehors des schémas maoïstes ou spontanéïstes. Il s'agit en premier lieu d'un « rasle-bol » généralisé des jeunes Corses face aux structures familiales et politiques étouffantes.

Cette motivation est certainement fondamentale. Pourtant, elle n'est pas spécifique à la jeunesse corse. Si l'on essaie en effet d'analyser avec plus de profondeur, on s'aperçoit très vite que d'autres considérations entrent en jeu et induisent la radicalisation de la jeunesse corse vers le mouvement autonomiste.

La première de ces considérations est, indubitablement, l'influence dominante de la petite-bourgeoisie en Corse. Dans une ville telle que Bastia, place-forte de l'autonomisme, l'opinion publique est incontestablement gouvernée par les professions libérales, la boutique et les petits patrons locaux qui ont entre eux des liens multiples.

Cette prédominance est à la fois numérique et politique et se fait très fortement ressentir depuis que ces couches se sont mises en mouvement. Leur très relative aisance financière leur permet d'envoyer leurs enfants poursuivre leurs études sur le continent. Ainsi l'opinion autonomiste se nourrit d'un tissu urbain et intellectuel qui lui est diffusément favorable.

La jeunesse pourrait être attirée par le mouvement ouvrier, comme c'est le cas sur le continent. Or celui-ci est non seulement numériquement faible, mais la seule organisation politique ouvrière, le P.C.F., s'est fortement compromise par une politique d'accords généraux avec le clan radical et par des appels à « l'Unité de la France », dont le chauvinisme s'est heurté de plein fouet avec la radicalisation autonomiste.

Nous venons donc d'ajouter aux raisons générales de la radicalisation de la jeunesse le bain idéologique qui amène celle de Corse à balancer spontanément vers le mouvement autonomiste, tout en y apportant sa dynamique propre, comme on a pu le constater lors des événements du mois d'août 1975, lorsqu'elle déborda l'A.R.C.

Cela serait incomplet s'il ne s'v ajoutait un motif plus impératif encore, qui explique le caractère de masse de cette radicalisation. Les jeunes Corses, par rapport à l'emploi, se retrouvent dans une situation paradoxale et beaucoup plus inextricable que leurs camarades continentaux. Si la Corse n'a jamais offert beaucoup d'emplois à ses habitants, l'État leur donnait de multiples possibilités à l'extérieur. Ce placement privilégié des Corses était possible grâce à la capacité puissante des clans de faire jouer leurs réseaux multiples de relations. Les principaux postes obtenus par ces méthodes variaient suivant le niveau d'instruction du postulant, d'où la rage éducative des parents qui poussaient leurs enfants à entreprendre les études les plus longues en fonction de leurs ressources. L'Administration, les colonies, la police, l'armée, les douanes représentaient les structures de placement les plus usuelles. Or les colonies se sont fermées une à une à l'émigration des Corses, il n'y a plus de « nouveau monde » à construire. Sur le continent sévit le chômage, tandis que les possibilités de gangréner l'appareil d'État ou la Fonction publique sont plus difficiles aux clans, dont les capacités de fournir des emplois se sont érodées.

Les jeunes Corses ne trouvent pas d'emplois chez eux, car le développement capitaliste actuel n'en est pas générateur, surtout de ceux auxquels bon nombre d'entre eux se sont préparés dans les universités. Ils se sentent pris au piège, ce qui est exactement leur situation.

Ils réclament une université locale, non seulement pour des raisons politiques, mais dans l'espoir chimérique qu'elle entraînera le marché de l'emploi local. Enfin, ils exigent la priorité pour les offres d'emplois locales. Pour comprendre par conséquent objectivement les raisons de la colère de la jeunesse, il faut mêler ces éléments déterminants : révolte générale contre l'ordre établi et la famille étouffante, mais surtout crise économique particulière, compensations salariales ou professionnelles pour s'exiler insuffisantes, et marché de l'emploi en Corse non structuré, qu'il faut associer à une révolution des mentalités : le refus nouveau de s'exiler.

La jeunesse et les couches sociales dont nous avons relevé la situation au cours de ce chapitre formeront après 1968 la base de masse du mouvement autonomiste.

Avant de passer à l'analyse de ce mouvement et de ces forces, il nous paraît intéressant d'entrevoir son précurseur, le mouvement régionaliste.

Le mouvement régionaliste

Le démarrage du mouvement régionaliste va être fort lent et difficile. Il sera surtout le fait d'exilés parisiens autour d'une amicale de Corses : l'Union Corse-Avenir. Alors que le mouvement social breton a déjà connu son apogée, le régionalisme corse n'en est qu'aux balbutiements. Il faudra attendre l'année 1966 pour que se constitue le Front régionaliste corse, qui sera d'ailleurs immédiatement marqué par les divisions et les scissions. Il a été précédé par plusieurs initiatives plus ou moins vite enterrées, telle la création en 1962 de l'Union nationale des étudiants corses (U.N.E.C.), qui, avec l'Union corse, tient à Corte, en 1963, le premier Congrès de la jeunesse corse, première apparition du mouvement régionaliste en Corse même depuis la guerre. L'année suivante, un journal, L'Informateur corse, est à l'initiative de la création du Comité d'études et

de défense des intérêts corses (C.E.D.I.C.), pôle de regroupement autour de Max Siméoni.

Deux ans plus tard, toutes les composantes du régionalisme naissant tentent de s'unifier dans un front baptisé le nouveau Front régionaliste corse (F.R.C.) qui veut respecter les opinions de chacun de ses membres. Mais L'Informateur corse s'en prend violemment à Charles Santoni et Dominique Alfonsi, opérant une rupture au sein du Front. Le 3 septembre 1967, à l'instigation de Max Siméoni, la scission est consommée par la réunion de Cataraggio de ses partisans qui donnent à leur mouvement le nom d'Action régionaliste corse (A.R.C.). L'A.R.C., à l'opposé du F.R.C. qui a des penchants à gauche — jusqu'à se dire socialiste —, se déclare apolitique et repousse l'analyse de la Corse conçue comme une colonie. Le principal leader du F.R.C., mouvement qui restera le plus important jusqu'en 1968-69, est Me Charles Santoni, avocat au barreau de Paris jusqu'en 1973, date à laquelle il exercera en Corse.

La percée autonomiste

Dans le courant de l'année 1975, bien avant que la mission menée par M. Libert Bou, envoyé spécial du gouvernement pour écouter les doléances locales, eût présenté son rapport au conseil général'. A. R. C. semblait avoir abandonné toute velléité et menait une sorte de quo amoureux avec le missionnaire gouvernemental. Ce dernier avait largement consulté les organisations professionnelles et même l'A.R.C. Mais Libert Bou voulait ménager la chèvre et le chou. Aussi décida-t-il de présenter son rapport final aux chefs clanistes, autrement dit au conseil général, qui n'en espérait plus tant. C'était rompre avec l'A.R.C. Celle-ci, à moins de perdre la face, ne pouvait plus que déchirer ce qu'elle avait contribué à écrire. Autrement dit, le représentant du gouvernement poussait l'A.R.C. dans la voie de la révolte. Ce fut donc l'attitude plus que les promesses de l'envoyé du pouvoir qui fut jugée comme traditionnelle et en conséquence inacceptable par les intérêts économiques et sociaux qui sous-tendent l'autonomisme. L'A.R.C. ne pouvait se contenter d'un jugement de Salomon.

Si la mission Libert Bou provoqua une acalmie sociale, les trois années précédant sa venue n'ont pas manqué de rebondissements divers. La puissance actuelle du mouvement est incontestablement liée à sa capacité de se lier aux luttes locales depuis les quatre dernières années. Bien que cette organisation n'ait pas soutenu toutes les formes de lutte en Corse. Ce fut le cas notamment lors d'occupations d'usines à Pâques 1974 et lors de la grève des banques. En revanche son apparition a été manifeste lors de conflits importants, tels la défense de l'emploi des cheminots et du patrimoine ferroviaire de la Corse en février 1972 — que le gouvernement laissait liquider sous le prétexte habituel de non-rentabilité —, le soutien aux luttes des agriculteurs de la côte orientale contre la main-mise des pieds-noirs, l'exigence aux côtés des étudiants de l'ouverture d'une université à Corte, enfin la participation la plus significative, la lutte contre les boues toxiques déversées par la société italienne Montedison, au large des côtes corses.

Cette lutte marquera l'existence du premier front régional contre l'État et la pollution sous la direction politique des organisation de la nouvelle Corse, parmi lesquelles il faut ranger la C.F.D.T. et le P.S.U., d'ailleurs en étroite relation. Le P.S.U., tout comme le parti socialiste actuel, est profondément sensible aux pressions autonomistes : c'est qu'il est lui-même largement composé des couches nouvelles peu prolétariennes qui, dans toute l'île, ont « balancé »

dans le même camp.

Face à cette nouvelle conjoncture, manifeste depuis 1972, quelle a été l'attitude des mouvements autonomistes? Nous étudierons uniquement le plus important d'entre eux, l'ex-Action régionaliste corse, devenue en juillet 1973 l'Action pour la renaissance de la Corse. Ce changement d'appellation sans changement de sigle est un signe des temps. Mentionnons encore l'agonie du Front régionaliste corse — tentative dérisoire de « socialisation » des idéaux nationalistes —, ses retombées diverses — le Parti du peuple corse et sa fusion avec le Parti corse pour le progrès (P.C.P.), enfin le Parti corse socialiste¹.

L'Action pour la renaissance de la Corse

Alistro, près d'Aléria, sur la côte orientale. Il est 7 heures du matin, le jeudi 21 août 1975. Une cinquantaine de militants armés de fusils de chasse s'emparent de la cave vinicole de M. Delpeille, un pied-noir poursuivi par la justice pour fraude sur les vins. Le

^{1.} Développés dans le livre : « Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ? ».

commando appartient à l'Action pour la renaissance de la Corse, dont l'un des dirigeants a déclaré quelques jours plus tôt : « Il faudra sans aucun doute s'engager dans une révolution totale ! »

Mais pouvait-on alors accorder quelque crédit à cette déclaration faite au congrès de l'A.R.C. sous la pression d'une base qui scande : « Assez de paroles, de l'action! » Depuis 1971, les leaders de l'A.R.C. parlaient beaucoup de violence mais ne la pratiquaient guère!

Edmond Siméoni est le spécialiste de ce genre de propos : « Que nos amis se rassurent, que nos ennemis s'inquiètent en méditant cette pensée : les peuples en légitime défense ont tous les droits! » (Kvrn, mars 1972).

La typologie du discours de l'A.R.C., c'est la menace sous le prétexte de la légitime défense : « Nous sommes pacifiques, mais si on nous y oblige, on verra ce qu'on verra...». Mais les frères Siméoni, leaders de l'A.R.C., contiennent leurs partisans. Leurs propos cependant exacerbent des militants de plus en plus nombreux. Certains éléments ne demandent qu'à en découdre. Cela fait le bonheur des terroristes semi-clandestins dont la parenté idéologique avec l'A.R.C. est une évidence. Depuis trois ans, l'adresse des frères Siméoni leur a permis d'éviter le pire. En envahissant la cave de l'agrarien pied-noir Delpeille, il ne fait aucun doute que l'A.R.C., tout au moins sa direction, veut continuer dans cette voie... L'affaire s'annonce comme un bon coup publicitaire quelques jours après son congrès, alors que le gouvernement à travers la mission de Libert Bou, a encore l'initiative des opérations. Ce que l'A.R.C. ignore, c'est que l'État bourgeois attend depuis longtemps une gaffe des autonomistes, quil assemblat

Le 22 août, ces derniers se voient encerclés par une énorme opération de gendarmerie appuyée par des hélicoptères et des automitrailleuses. L'A.R.C. refuse de céder, commet même l'erreur de prendre des otages (quatre ouvriers nord-africains), quitte, quelques heures après, à les relacher. L'assaut est donné à 16 h 10. Les autonomistes ripostent. Quatre gendarmes s'écroulent, deux sont mortellement blessés, un occupant est blessé au pied. Trêve puis reddition, les autonomistes s'égaient devant les gendarmes hébétés. Le docteur Edmond Siméoni se rend.

Cependant l'A.R.C. a obligé l'État à avancer des propositions de solutions économiques à la crise corse. Il lui faut choisir, et vite, d'autant que la colère couve — on en a comme preuve la nuit d'émeutes qui fit un mort dans les rangs des gendarmes mobiles,

lors de l'annonce de la dissolution de l'A.R.C., la semaine qui suivit l'action du commando d'Aléria. Et depuis, les multiples plasticages dont furent victimes les viticulteurs pieds-noirs, la Légion étrangère installée à Corte ou les bâtiments publics.

Comme nous l'avons déjà certifié, l'A.R.C. est surtout le porte-parole politique de couches sociales semi-traditionnelles, mais réactivées par le développement monopoliste ; elle essaie de réaliser sur la base de leurs intérêts un front de classes. L'essentiel de son expression vise à rallier la Corse traditionnelle par la mise en valeur de mythes passéistes qui sont en même temps une sorte de philosophie de l'histoire. Dans sa brochure principale *Autonomia*, parue en juin 1974, elle estime que l'identité profonde des Corses finit toujours par s'opposer aux « prédateurs ». Ainsi on peut y lire ceci : « L'attachement du vieux peuple à la 'sainte liberté 'et au respect de son identité profonde a créé à chaque fois le reflux des prédateurs sans exceptions »².

« Quelques-uns sont restés plus longtemps que d'autres parce que les Corses sont divisés ou inorganisés devant la force, parfois trompés par l'adresse des politiciens étrangers, souvent trahis par leurs propres notables, n'ont pu traduire comme ils le ressentaient leur sentiment historique de résistance. Mais un jour où leur courage a dominé la puissance, leur lucidité a fait tomber les masques et leur union confondu les traitres. Les divers occupants sont toujours repartis ».

L'occupant en fuite ouvre le bal amoureux de la Corse nouvelle et de son prince charmant, ce qui n'exclut pas l'ambition : « La Corse de l'A.R.C., c'est celle du peuple corse maître de ses ressources et de ses richesses, exploitant toutes les chances de son climat, toutes les beautés de ses sites, à son bénéfice, non pas pour la prospérité démesurée de quelques-uns, mais pour l'aisance et le juste confort de tous, dans une communauté fraternelle (...), la Corse des hommes et de la jeunesse et de la solidarité. C'est donc une Corse ambitieuse, celle de l'A.R.C. Pourquoi ne le serait-elle pas ? »³.

Mais l'A.R.C. précise tout de suite de quoi sera composée la corbeille de la mariée : « L'A.R.C. considère d'abord que la révolution fondamentale doit se faire dans le respect de la propriété et de l'initiative privée »⁴.

La communauté des frères mérite bien le respect... de la propriété privée et du capital. Notons que cette prise de position au demeurant fort classique, est inscrite dans un paragraphe pompeusement intitulé : « Solutions originales »!

La Cose nouvelle, celle qui « bouge », se croit volontiers, non sans quelque raison, la représentante de toute la Corse. Elle ne peut concevoir sa propre lutte que comme l'expression du progrès et de la révolte du petit (insulaire) contre le gros (étranger). A ses yeux, son combat est juste, et, en conséquence, ses adversaires sont de mauvaise foi. L'A.R.C. exprime parfaitement ce sentiment : elle se plaît à se confondre elle-même avec la Corse dont elle rêve, et se croit autorisée à parler au nom de tous. Les autres sont des traitres. Cela est amplifié par la comparaison que nul ne manque de faire entre les mœurs dissolues des élus locaux et les leaders de l'A.R.C., dont l'honnêteté est la meilleure des armes.

Quelques précisions sur le mouvement lui-même. L'A.R.C. est surtout implantée sur la côte orientale et à Bastia. Cela correspond à la zone de difficultés sociales les plus grandes de l'île. Elle est peu structurée, avec un congrès annuel doublé d'une assemblée générale de militants. Elle édite un journal chaque semaine, Arriti, dont la modernisation était en cours avant les événements de l'été 1975.

Une grande partie de l'extrême-gauche française a suivi l'A.R.C. sur le chemin de sa recherche du colonialisme français depuis le XVIIIe siècle. Même les plus prudents ont attaché une grande importance à l'histoire pour exposer la situation actuelle.

Or nous croyons que sans négliger le passé, il faut lire le problème corse au présent, qu'une grande partie des arguments autonomistes ne lisent le passé qu'au travers des phénomènes actuels. Il ne s'agit que d'un message détourné. Or, que découvre-t-on dans Autonomia? Douze pages sont réservées à la période qui va de 1729 à 1957 sous le titre révélateur : « La révolution corse à l'expansion » ; en revanche, cent pages constituent l'analyse des années 1957 à 1973 sous le titre : « Bilan de l'expansion ».

Apparaît ainsi la préoccupation centrale de l'A.R.C. qui motive les cent dernières pages : l'« expansion » (!). Sous le titre : « Propositions de l'A.R.C. », elle exprime le programme d'action des classes sociales qui la portent. Cela devrait faire taire définitivement ceux qui croient à l'éternelle réapparition d'une « nation colonisée ». A ceux qui douteraient encore que sous un découpage historique fondé sur une mythologie coloniale s'expriment en fait des intérêts de classe évidents et fort actuels, nous livrons, choisi

parmi d'autres, l'exemple suivant : au lendemain des événements d'Ajaccio où les agriculteurs en colère déculottèrent le directeur de la D.D.A., le journal de l'A.R.C. titre : « Agriculteurs : les raisons de la colère »⁵. L'éditorial se termine par : « L'agriculture corse se meurt, empoisonnée par les responsables parisiens certes, mais ici représentés par leurs complices locaux ».

Voilà pour l'habillage idéologique. L'agriculture corse se meurt. Or de quoi est-il question dans l'article ? De spéculations foncières et agricoles qui n'existaient pas il y a dix ans ! L'article expose en long et en large les difficultés de ces nouveaux investissements. Ainsi, sous le titre « Arboriculture », on peut être surpris d'apprendre que « l'arboriculture qui avait pris un bon départ (...) huit cents hectares de plantés qui représentent pour l'essentiel un endettement de 8 000 000 de francs, qu'il faut rembourser (...) bien sûr les agriculteurs vont être remboursés, mais quand ? ».

Ainsi apprend-on « qu'ils ont dû procéder à de nouvelles plantations ». Il en est de même pour « l'agrumiculture qui est sans doute une des chances de notre île » ; ou encore est-on informé que les cultivateurs ont investi dans la « picholine verte de confi-

serie (...), spéculation de l'avenir ».

L'article entier passe en revue les nouvelles cultures et leurs réelles difficultés. Mais est-ce pour autant le cri d'agonie du moribond que l'A.R.C. prétend être celui de la Corse et de son agriculture depuis le XVIIIe siècle ? Nullement, plutôt la plainte d'un bon vivant qui a bien du mal à faire sa place au soleil, mais dont les cris sont des signes de vigueur.

L'origine de l'A.R.C. plaide contre elle-même lorsqu'elle se prétend être le défenseur de la Corse traditionnelle. Elle est née sous une apparence apolitique en 1967, contre le F.R.C., pour ne pas effaroucher le grand capital, car une partie de sa base espérait en devenir l'associé. Ses espoirs déçus ont provoqué sa radicalisation qui s'exprime sous la forme d'une tentative plus ou moins crédible de constituer en Corse une zone de protectionnisme économique; ce qui, de toute façon, constitue au minimum un chantage particulièrement efficace sur l'État français. Tel est le projet central de l'A.R.C., réaction composite de la petite bourgeoisie à la fois appeurée devant ses difficultés financières et envieuse d'imiter, à son échelle, le grand capital. « Les affaires sont bonnes, pourquoi ne le seraient-elles pas pour tous ? »

^{5.} Arritti, 10 septembre 1974, 8ème année.

Affrontée à l'impossibilité de faire entendre raison, jusqu'à présent, au capital monopoliste et à l'État, l'A.R.C. durcit son langage et menace d'entrer dans l'action violente. Elle entraîne, à partir de 1972, de plus en plus de couches mécontentes de la situation générale et revendique pour celles-ci le droit de s'abriter derrière leurs propres lois, c'est-à-dire une indépendance de fait. Car cela ne peut se faire qu'à condition d'aller loin. C'est-à-dire d'exiger des structures étatiques nouvelles qui ne puissent être détournées par les clans. Les revendications de protectionnisme économique et de conclusion définitive des pesanteurs traditionnelles s'allient logiquement dans l'exigence de nouvelles structures politiques.

Sans le vouloir politiquement, de par sa propre logique idéologique, l'A.R.C. est amenée à revendiquer une indépendance de

facto.

A ce propos, il n'est pas sans signification que l'A.R.C. cherche dans les institutions de la Ve République à la fois le moyen de satisfaire ses desiderata et, au-delà, un modèle.

Pour prouver nos affirmations, ouvrons encore une fois Autonomia, au moment où l'A.R.C. s'essaie à définir le « domaine interne » de sa future Corse :

« Quel pourrait être le 'domaine interne 'de la Corse autonome ?

« Un critère doit être avancé : le domaine interne doit inclure toutes les matières sur lesquelles s'est exercée ou menace de s'exercer l'action colonisatrice et spoliatrice contre laquelle le peuple corse, pour assurer sa survie, doit se défendre.

« Ce critère revient à énumérer tout ce qui touche à la mise en valeur générale de la Corse, au point de vue économique, social et culturel : agriculture, tourisme, industrie, artisanat, domaine foncier, marché de l'emploi, enseignement de tous niveaux, formation professionnelle, patrimoine culturel. Par voie de conséquence, doivent relever du domaine interne tous les moyens de cette mise en valeur générale : infrastructure, commerce intérieur et extérieur, services publics... ».

La première phrase de réponse et l'introduction de la seconde ne laissent aucun doute : l'A.R.C. ne plaide pas la cause de la Corse traditionnelle, mais celle de la « mise en valeur » actuelle. Autrement dit, la bourgeoisie corse nouvelle a un concurrent : les monopoles, qu'il s'agit d'écarter.

Comme elle juge à juste titre que l'État est au service de ces derniers, elle se propose de constituer une nouvelle structure étatique, l'autonomie, selon le principe bien connu : « On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même ». Le titre qui suit, en toute logique, s'intitule « Les compétences », autrement dit : comment cette politique de chasse gardée va se réaliser à travers la constitution d'un nouvel appareil d'État, qui d'ailleurs n'avoue pas son nom.

« Sur toutes ces matières, la Corse autonome doit jouir des compétences qu'exerce actuellement l'État, c'est-à-dire les compétences législatives, financières et juridictionnelles. La Corse doit pouvoir, dans le domaine interne, voter les lois, les exécuter, prendre les décrets et règlements d'application, sanctionner les infrastructures »⁶.

C'est ni plus ni moins une proposition de sécession qui vise à prendre à l'État central l'essentiel de ses prérogatives pour constituer sur son modèle un nouvel appareil d'État avec ses lois, sa justice, son parlement, etc. L'État français a sur les bras, en Méditerranée, un groupe politique qui se voit habillé en bourgeoisie nationale!

Chantage ou réalité ? Il est encore trop tôt pour le dire, bien qu'à notre avis la part du chantage soit encore la plus grande !

Qu'est-ce qui permet à l'A.R.C. de prétendre qu'elle n'est pas indépendantiste, alors que son programme, scruté de près, prouve le contraire ?

Deux choses qui n'en font qu'une : sa bonne foi et sa niaiserie! En effet, l'A.R.C. croit n'être pas indépendantiste en laissant à l'État français les oripeaux de la représentation internationale. Autrement dit, nous resterons français parce que nous ne crierons pas trop haut que nous ne le sommes plus! En échange de quoi, l'État français aura la bienséance de continuer à payer les pensions de guerre et les retraites aux Corses comme « droits inaliénables » (sic), l'amabilité de payer la défense militaire et les représentations internationales communes!

On pourrait croire que nous exagérons, aussi nous empressonsnous de fournir deux preuves ; juste avant de définir l'autonomie interne par les lignes que nous venons de citer, l'auteur d'Autonomia écrit en ce qui concerne « le domaine interne » : « Il n'englobe jamais les Affaires étrangères et la Défense nationale, qui restent en tout état de cause de la compétence de l'État central, lequel garde seul, quelle que soit l'ampleur de l'autonomie accordée, la souveraineté »7.

Dans le même ordre d'idées, pour se défendre de l'accusation d'irrédentisme⁸ lancée par J. Emmanuelli, premier secrétaire du P.S. en Corse, lors du congrès de ce parti le 8 août 1974, sous la signature collective A.R.C., Arriti répond : « L'autonomie n'est pas l'indépendance, et le statut revendiqué par l'A.R.C. le précise explicitement : la Corse ne revendique aucune souveraineté internationale, et la République française garde les attributions maîtres de celle-ci : Affaires étrangères et Défense nationale »⁹.

L'A.R.C. se propose ingénument de constituer une sorte de Commonwealth dont la « reine-mère » serait la « République française » ; celle-ci conserverait les hochets symboliques de la « souveraineté ».

Que penser de tout cela ? L'A.R.C. proclame son attachement à la France, mais se compose un programme de teneur indépendantiste. A notre avis, il faut surtout y voir, selon sa caractéristique essentielle, un chantage. Ne pas saisir cette donnée, c'est se condamner à ne rien comprendre.

Mais, outre le chantage, une partie grandissante de la jeunesse, associée aux victimes déclassées de l'expansion, est tentée par l'aventure d'assumer, par une rupture, son propre destin.

Où cela mènera-t-il ? A notre avis, soit à un règlement rapide – comme en 1962, pour le problème breton (mais l'État, dans le cadre de la crise économique, en a-t-il les moyens ?), ou à une impasse.

Conclusion

Après le « drame » d'Aléria et les nuits d'émeutes bastiaires qui s'ensuivirent, deux dynamiques sont en cours au sein du mouvement autonomiste : avant sa dissolution, l'A.R.C. avait su maintenir dans le même chemin, à la fois une radicalisation nationaliste de plus en plus ouvertement séparatiste, et un projet restreint de

^{7.} Autonomia, p. 140.

Irrédentisme : doctrine qui revendiquait le rattachement de la Corse à l'Italie sous Mussolini.

^{9.} Arritti, 31 août 1974.

protectionnisme économique. C'est cette équivoque soigneusement entretenue par les dirigeants de l'A.R.C. qui fit leur succès, mais c'est aussi elle qui explique les dérapages ou les débordements de juillet 1975 qui permirent au ministre de l'Intérieur de dissoudre l'A.R.C. au nom de l'intégrité du territoire et de l'unité de l'État.

Cette dissolution et les accusations de Poniatowski obligeaient les dirigeants du mouvement autonomiste à choisir entre ces deux dynamiques. En se déclarant partisan de l'autonomie administrative dans le cadre de la République française exclusivement à tout autre projet, le mouvement autonomiste rompait, si ce n'est encore dans les faits en tout cas en esprit, avec les partisans de l'indépendance ; tendance actuelle occultée par la solidarité envers les emprisonnés.

En créant à l'A.R.C. un successeur en janvier 1976, l'Associu di Patrioti Corsi (A.P.C.), la direction autonomiste tente de ressouder les rangs de ses partisans mais sur la base unique du projet d'autonomie administrative ; en insistant sur le refus de la violence, sur son aspect « adulte », elle veut obliger la radicalisation de la jeunesse beaucoup plus nationaliste à se soumettre aux intérêts économiques et sociaux induits dans son projet.

Cette nouvelle organisation a pour but de combler le vide politique laissé par la disparition de l'A.R.C., car l'État en profitait pour négocier directement avec les « forces vives locales », organisation par organisation, moyen de court-circuiter efficacement la revendication politique d'autonomie administrative!

Janvier-février 1976

L'Alsace, l'Alsace...

Il y a dans cette contribution, que nous avons rédigée sur l'Alsace, un certain décalage par rapport aux autres textes. Ce décalage exprime en lui-même une réalité.

La situation aujourd'hui en Alsace est relativement différente de celle qui existe dans les régions où les revendications « régionalistes » ou nationalitaires ont jailli avec le plus de force : la Bretagne, l'Occitanie, la Corse, la Catalogne ou le Pays basque.

Ces régions sont des régions déprimées, essentiellement rurales jusqu'à une date récente, alors que l'Alsace est une très vieille région industrielle, relativement riche et privilégiée, sur le plan linguistique et culturel, l'alsacien est encore très largement pratiqué, et même si la misère de la culture populaire est grande, celle-ci, sous certains aspects, parvenait à se maintenir.

Notre propos est donc le reflet d'une réalité sociale et politique, en fonction de laquelle nous nous déterminons. La tâche essentielle en Alsace est la bataille pour la reconstruction d'un mouvement ouvrier autonome. Et celle-ci passe, entre autres, par la réappropriation par le mouvement ouvrier alsacien de son histoire.

Pour les bourgeois alsaciens, l'histoire de l'Alsace populaire s'arrête pour ainsi dire au xvi° siècle, et lorsque l'extrême-gauche et la gauche se réapproprient la Guerre des paysans, elles restent encore tributaires de cette problématique. Pourtant, au-delà de la Guerre des paysans, les révoltes populaires se sont poursuivies, ont pris de nouvelles formes et ont donné naissance à un mouvement ouvrier moderne qui a l'une des histoires les plus mouvementées et les plus riches de la classe ouvrière de l'hexagone.

Cette lutte est inséparable de celle contre l'acculturation de la classe ouvrière alsacienne qui s'est faite en Alsace selon des modalités tout à fait particulières, dans la mesure où jusqu'à une date récente l'Alsace a été zone contestée entre les bourgeoisies française et allemande. La frontière n'y a été fixée que tout à fait récemment.

Enfin l'Alsace appartient à la sphère culturelle germanique ou plus

exactement à la Mittel-Europa.

Poser le problème de cette façon, c'est évidemment récuser le débat dans les termes où il a été développé jusqu'à présent : nation, région, classe. Un débat archaïque et qui marque les questions auxquelles sont confrontés les militants révolutionnaires dans un pays capitaliste avancé. Il est beaucoup plus juste de l'aborder en termes de développement du mode de production capitaliste et de nouvelle organisation de l'espace qu'il implique d'une part, et de récupération par la classe ouvrière, à travers ses luttes, de son histoire, d'autre part.

L'enjeu est directement politique puisqu'il s'agit de rendre le mouvement ouvrier autonome, capable de se donner ses formes spécifiques d'organisation, les plus larges et les plus unitaires.. Capacité aussi de la classe ouvrière de rallier à la lutte pour le socialisme les

couches paysannes et la petite bourgeoisie urbaine.

Enfin, cet article ne peut être considéré que comme une esquisse, une incitation à la discussion et à la réflexion et permettre aux gens de « l'intérieur » de mieux saisir dans sa complexité la question alsacienne, ignorée aussi bien de la plupart des militants révolutionnaires de « l'in-

térieur » que des organisations « régionalistes » ou autonomistes.

La Révolution française va précipiter le processus d'intégration de l'Alsace dans la nation française commencé plus d'un siècle auparavant par l'annexion de l'Alsace par Louis XIV. Coincée entre l'Empire — où à la suite de la guerre de trente ans le pouvoir féodal s'était renforcé — et la monarchie française, incapable par ailleurs de maintenir son indépendance, la bourgeoisie alsacienne avait alors basculée vers la France

qui offrait un cadre plus propice à ses activités.

L'Alsace est, à cette époque, l'une des régions les plus avancées d'Europe : elle est l'un des bastions de l'industrie naissante et la révolution agraire y est bien enfoncée. La bourgeoisie a préféré à l'achat de terre les investissements industriels. Il n'y a donc aucun obstacle à l'alliance entre la bourgeoisie et la paysannerie. « La révolution apporte à l'Alsace, comme le note Engels, ce qu'elle n'aurait jamais pu espérer de l'Allemagne : la suppression des liens féodaux à la campagne, des privilèges à la ville, du pouvoir des praticiens ». De cette époque datera un certain nationalisme des Alsaciens. Pour les Alsaciens, la contre-révolution est une réalité tout à fait tangible, elle s'organise sous leurs fenêtres de l'autre côté du Rhin.« Lorsque les Allemands, non contents de porter encore leurs chaînes avec obéissance, se prêtèrent à imposer à nouveau aux Français leurs structures anciennes, et aux paysans alsaciens leurs seigneurs féodaux qu'ils venaient de

chasser, c'en fut fini du germanisme de l'Alsace et de la Lorraine; ils se mirent à haïr les Allemands: les Franco-allemands, malgré leur langue et leur passé, finirent sur des centaines de champs de bataille par ne plus former qu'un seul peuple avec les Français de nationalité, dans la lutte pour la révolution ».

Jusqu'en 1870 : industrialisation et retard du mouvement ouvrier

Jusqu'en 1870, la bourgeoisie alsacienne sera l'un des piliers de la France républicaine. Elle participe alors activement aux révolutions de 1830 et de 1848.

De façon paradoxale, l'existence d'une puissante industrie et par là d'un grand nombre de travailleurs ne va pas entraîner le développement d'un important mouvement ouvrier. Plusieurs facteurs d'explication doivent être pris en considération. Tout d'abord l'existence d'une armée de réserve industrielle extrêmement nombreuse, qui est un facteur permanent de divisions entre les travailleurs. L'explosion démographique et l'existence d'un prolétariat rural abondant exercent une pression permanente sur les travailleurs. A ceci il faut ajouter une politique habile de la part du patronat qui, très tôt, comprend l'intérêt d'une politique sociale : écoles primaires et techniques, premières caisses d'épargne pour les ouvriers, sociétés de secours mutuel et de retraites, cités ouvrières sont autant d'éléments d'intégration sociale aux mains du patronat.

Mais ce ne sont pas là les seuls facteurs à intervenir. Dans une étude consacrée à la classe ouvrière en Alsace sous le règne de Louis-Philippe, Kahan-Radek note : « Isolée par les montagnes, par la langue, par les institutions (...) la classe ouvrière alsacienne s'est constamment tenue à l'écart entre 1830 et 1840 des mouvements politiques. Ici les prédications socialistes n'ont pas même effleuré les travailleurs ». Si l'on reprend les formules d'Engels, « la langue et le passé » des Franco-Allemands restent malgré tout une réalité irréductible, et les Alsaciens ne forment pas complètement « un seul peuple avec les Français de nationalité ». Et cette hétérogénéité est un facteur indiscutable de retard de la formation d'une conscience de classe. La classe ouvrière alsacienne reste à l'écart du mouvement socialiste français qui s'amorce et se développe dans une langue (et une histoire) différente. Les frontières qui sont abolies pour la bourgeoisie ne le sont pas pour la classe ouvrière.

Grèves des travailleurs-consommateurs (1830-50)

De façon tout à fait caractéristique, les mouvements de la classe ouvrière de cette période ne seront pas des mouvements de producteurs, mais de consommateurs qui, par leurs caractéristiques, relèvent davantage des mouvements populaires du mode de production féodal que de la classe ouvrière moderne.

Parce qu'en effet, malgré tout, les travailleurs ne restent pas passifs

et de temps en temps la colère éclate :

— 25 septembre 1831 : « émeute des bœufs » à Strasbourg, la population oblige la douane à laisser passer en franchise du bétail d'outre-Rhin ;

— 25-26 octobre 1831 : « émeute des vins » à Colmar, la foule consomme publiquement et en abondance des vins dont elle s'est emparée et qui n'ont pas été soumis aux droits ;

- 6 juin 1847 : « fête des boulangers » à Mulhouse, qui est une

véritable émeute contre le prix trop élevé du pain.

Il faudra attendre la fin du Second Empire pour voir apparaître les premières manifestations des travailleurs alsaciens en tant que classe. Pendant l'été 70, 40 000 ouvriers se soulevèrent dans le Haut-Rhin. Leurs revendications: diminution des heures de travail avec maintien intégral de leur salaire actuel; remise aux ouvriers des institutions de prévoyance gérées par les fabricants. Elles expriment très nettement une première rupture avec le patronat, même si le mouvement reste confus sur le plan politique et si les ouvriers soutiennent Napoléon contre les patrons alsaciens qui lui sont opposés.

Le « colonialisme » de Bismark et la « trahison » de la bourgeoisie alsacienne

La guerre de 70, l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne vont complètement bouleverser les conditions de développement du mouvement ouvrier alsacien. Parmi les premières mesures prises par l'Allemagne, on compte l'interdiction de l'une des rares organisations ouvrières existant alors en Alsace, l'Unterstützungkasse für Tuchmacherarbeiter. Au lieu d'appliquer immédiatement la législation sociale allemande, alors beaucoup plus avancée que la française, aux travailleurs alsaciens, l'Allemagne, pour gagner les bonnes grâces de la bourgeoisie alsacienne, en retardera l'application.

Engels note à ce propos : « La plus belle occasion s'offrait là aux officiels [prussiens] pour faire de la démagogie. On aurait pu les gagner par le simple octroi de la législation allemande des fabriques, de la coa-

lition, et en se montrant tolérant envers les ouvriers. »

Avec cette politique, Bismark ne réussira pas à amadouer la bourgeoisie et s'aliènera la classe ouvrière. En effet, les intérêts de la bourgeoisie alsacienne, partie intégrante de la bourgeoisie nationale française, sont ailleurs. Et si, dans un premier temps, elle va organiser en Alsace la « protestation » contre l'annexion, elle va très rapidement capituler et « opter » pour la France en abandonnant l'Alsace. Elle s'installe sur l'autre versant des Vosges et dans le territoire de Belfort, tout en gardant un pied en Alsace, ce qui lui permettra de travailler sur

les deux marchés. Cette « trahison » de la bourgeoisie alsacienne aura des conséquences très importantes sur le comportement ultérieur de la population alsacienne.

Lutte pour la direction ouvrière et question nationale

Jusqu'ici, la bourgeoisie dominait toute la vie politique alsacienne. Le vide que crée son départ va être comblé par l'Eglise catholique et la social-démocratie. L'Alsace qui, à l'époque, était considérée comme l'une des régions françaises les plus laïques, comme en témoignent encore les romans d'Erckmann-Chatrian, voit l'Eglise catholique renforcer progressivement son emprise. Les élites traditionnelles ayant disparu, l'Eglise tout naturellement tend à les remplacer. Mais elle va rencontrer sur son chemin la social-démocratie allemande qui, dès 70, a pris position contre l'annexion.

« Les candidats de la grande bourgeoisie de Mulhouse qui étaient les candidats les plus importants, avaient depuis 1871 rejoint la France (...) ou bien ils s'abstenaient de faire de la politique dans l'intérêt de l'intégration économique de l'industrie du Haut-Rhin au marché allemand. Dans le Bas-Rhin, aussi, avaient disparu les fameux radicaux, démocrates issus de la bourgeoisie protestante (...). Le parti socialiste prit possession de cet espace vide avec sa notion ambivalente de protestation... ».

A partir de 1890, le parti socialiste occupera une position extrêmement importante en Alsace. Son influence dépassera largement son importance numérique et ses capacités d'organisation. Les organisations syndicales resteront toujours faibles, alors que la social-démocratie enregistre des scores excellents sur le plan électoral. Le mouvement socialiste alsacien, au lieu de se développer sur la base des revendications propres à la classe ouvrière, va le faire sur la base d'une revendication qui ne lui est pas spécifique : la revendication nationale. Ce sera un facteur permanent de faiblesse, qui hypothèquera l'indépendance de ses organisations envers la bourgeoisie.

Glacis industriel et stagnation organisationnelle du mouvement ouvrier

En même temps, l'essor économique de l'Alsace est brisé. L'Allemagne inaugure une politique de glacis. Peu d'investissements industriels sont faits, et l'on cherche d'abord à protéger les capitaux allemands : c'est ainsi que le bassin de potasse n'est pas exploité afin de ne pas concurrencer les mines allemandes.

L'industrie alsacienne, jusqu'alors l'une des plus avancées d'Europe, déjà fortement touchée par l'émigration de nombreux patrons, va tendre à prendre du retard. Ce facteur aura une très grande importance quant à la structure sociologique du prolétariat alsacien (maintien, en particulier, d'un très grand nombre d'ouvriers-paysans), qui jouera comme un facteur d'atomisation de la conscience de classe.

1914-1939 : des Soviets au mouvement autonomiste

1918 : Répression et colonialisme

La Première Guerre mondiale permet à la France de récupérer l'Alsace. Mais entre l'Armistice et l'arrivée des troupes françaises, l'ancienne province perdue va connaître les premiers développements de la Révolution allemande.

Dans toutes les villes de garnison, sont formés des conseils de soldats. Des conseils ouvriers se créent à Strasbourg, Colmar et Sélestat. qui, pendant quelques jours, vont détenir le pouvoir. L'une des premières mesures prises par l'armée française sera de les liquider et d'établir une étroite surveillance des travailleurs.

L'Alsace n'en n'accueille pas moins les Français à bras ouverts. Mais ce qu'elle croit réintégrer, c'est une France mythique incarnant la liberté, l'égalité, la fraternité. La déception n'en sera que plus vive. Le gouvernement français va se conduire comme en pays conquis, menant une politique d'assimilation à outrance et interdisant la pratique de l'alsacien et de l'allemand. Sur le plan économique, la politique de glacis est poursuivie. Et si l'on exploite les mines de potasse, celle-ci n'est pas traitée en Alsace mais à Toulouse !...

C'est dans ce contexte que se développe alors un puissant mouvement autonomiste, auquel va se trouver immédiatement confronté le ieune Parti communiste alsacien.

Au Congrès de Tours, une tédération « révolutionnaire »

A travers le mouvement de novembre 1918 s'est développée au sein de la classe ouvrière une aile radicale regroupant des cadres syndicaux et de jeunes soldats qui ont participé activement au mouvement révolutionnaire. Ceux-ci ont fait déjà deux fois l'expérience de la trahison de la social-démocratie : en 1914 où les députés sociaux-démocrates alsaciens ont voté les crédits de guerre, et en novembre 1918 où ils ont défendu, soit des positions nationalistes françaises, soit des positions nationalistes allemandes. Boehle, député S.P.D. de Mulhouse, a cherché à s'appuver sur l'état-major allemand pendant que Peirotes. le leader socialiste strasbourgeois, faisait appel aux troupes françaises.

A eux sont venus se joindre des milliers de soldats qui ont participé à la Révolution allemande, à la Révolution hongroise de Bela Kun et pour certains, faits prisonniers par les armées du tsar, à la Révolution

russe

Lors du Congrès de Tours, l'écrasante majorité des délégués alsaciens se prononce pour l'adhésion à la III° internationale. C'est, en 1920, la plus forte fédération de province du P.C., qui hérite ainsi de la puissance de la social-démocratie allemande.

En 1923, la fédération d'Alsace joue un rôle tout à fait important

dans la campagne contre l'occupation de la Ruhr. Des tracts sont systématiquement distribués aux soldats français qui transitent par Strasbourg. En 1925, 2 500 délégués participent à un congrès des ouvriers et des paysans organisé par le P.C.; ce congrès est en même temps la première manifestation de masse autonomiste en Alsace. Les revendications de classe sont liées aux revendications concernant l'Alsace. Le P.C. analyse l'Alsace comme nation opprimée et se bat pour son droit à l'auto-détermination. Les députés interviennent à la Chambre en alsacien.

La naissance et les composantes du mouvement autonomiste

Le mouvement autonomiste a une importante composante ouvrière. En avril 1930, les cheminots se mettent en grève sur la base d'une plate-forme où revendications sociales et revendications nationales sont étroitement imbriquées. C'est d'ailleurs l'interdiction de parler alsacien qui avait mis le feu aux poudres.

L'autre composante du mouvement autonomiste est catholique. Elle est représentée par l'U.R.P. (Union populaire républicaine), parti multi-

classiste avec une base populaire ouvrière et paysanne.

L'alliance du P.C. en Alsace avec ce parti, dans le cadre d'un accord de front populaire, alors que nationalement est prônée une ligne « classe contre classe », va provoquer une scission dans le parti communiste en Alsace. Les principaux dirigeants du parti sont exclus et forment le Parti ouvrier et paysan. Leurs positions politiques sont alors proches de celles des brandlériens, et appartiennent donc à l'opposition de droite. Le P.C., qui a perdu ses dirigeants les plus populaires, sort considérablement affaibli par cette crise. Quant au Parti ouvrier et paysan, isolé sur le plan national et international, sans perspectives, il va subir de plus en plus la pression petite-bourgeoise réactionnaire du mouvement autonomiste, et finira par rallier le nazisme.

Le P.C. n'en maintiendra pas moins ses revendications nationales en accord avec le Bureau politique. En 1931, Thorez déclare : « Notre programme d'action comporte (...) le soutien inconditionnel aux peuples opprimés d'Alsace-Lorraine et des colonies soumises à l'impérialisme français... ». Il continue à réclamer le droit à l'auto-détermination : « Nous communistes, nous proclamons le droit à la libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, jusques et y compris sa séparation d'avec

la France. »

Pendant l'été 1933 éclate une grève des ouvriers du bâtiment qui tend rapidement à se transformer en grève générale. A ce propos Frachon déclare qu'elle exprime « le mécontentement d'un peuple que l'impérialisme français brime et opprime depuis la fin de la guerre... ».

Montée du fascisme, déclin du P.C.F.

Mais la montée, puis le triomphe du fascisme en Allemagne vont considérablement désorienter le mouvement de masse. Lorsqu'en France, la menace fasciste se précise en 1934, la riposte est immédiate. Chaque manifestation fasciste entraîne une contre-manifestation. Mais déjà, à Strasbourg, le mouvement est plus faible. Les autonomistes mettent une sourdine à leurs revendications, en particulier l'U.P.R. et le P.C. Le 29 janvier 1936, Thorez déclare : « En face du péril fasciste, nous nous dressons absolument contre toutes les tentatives de séparation, nous appelons à l'union du peuple d'Alsace et de Lorraine avec le peuple de France, au sein de la démocratie française. »

Le mouvement ouvrier alsacien va, au moment du Front populaire, être profondément divisé. Division entre organisations catholiques relativement puissantes et laïques; division entre socialistes et communistes; division sur la question nationale. Impossibilité de réaliser l'unité avec la S.F.I.O. qui refuse d'inclure dans son programme pour l'Alsace les revendications linguistiques. Le Front populaire ne triomphera pas en Alsace, et il y aura de façon tout à fait révélatrice un très fort taux

d'abstentions.

Le mouvement ouvrier a connu une évolution tout à fait différente du mouvement ouvrier à l'échelle nationale. Puissant à l'issue de la guerre et au début des années vingt, il a ensuite décliné. Au moment où en France le P.C. se transforme en parti de masse, gagne la majorité au sein de la classe ouvrière, en Alsace il tend à se transformer en organisation minoritaire. Au moment où au niveau national, l'unité de la classe ouvrière se renforce, la classe ouvrière est plus que jamais divisée en Alsace.

L'Alsace sous la botte fasciste

C'est dans ce contexte de profonde démoralisation de la classe ouvrière que va intervenir la réannexion de l'Alsace par l'Allemagne en 1940.

L'intégration au Reich, la résistance

A nouveau l'Alsace connaît un autre sort que le reste du pays. Elle est considérée par les nazis comme partie intégrante du Reich. Les jeunes Alsaciens sont incorporés dans l'armée allemande (de 1940 à 1944, 103 000 au total) comme chez les S.S. Tout le système politique nazi est imposé à la société alsacienne. « On ne peut comprendre le problème particulier de l'occupation de l'Alsace, si l'on ne se pénètre pas de l'idée que l'Alsace fut en fait annexée, que les Alsaciens furent considérés comme des Allemands, et qu'on exigea d'eux tout ce qu'on exigeait des Allemands. Obligés d'adhérer aux organisations nazis,

soumis aux lois allemandes, munis de papiers allemands, vivant dans un cadre totalement germanisé, enseignés exclusivement en allemand dans des livres d'inspiration nazie (...) le simple refus de se soumettre exposait les Alsaciens à la déportation ou à la transplantation dans le Reich »

(MAUGUE (P.), Le particularisme alsacien).

L'occupation militaire du pays, l'administration très serrée qui s'étend jusque dans les localités les plus reculées, la surveillance étroite de la frontière, le plus grand nombre d'Allemands qui se mêlaient à la population alsacienne, vont rendre plus difficile l'organisation de la résistance.

Ce seront les communistes qui seront les principaux artisans de la résistance : organisation du sabotage de la production, appels à la désertion aux incorporés de force. Il est vrai que la politique ultrachauvine du P.C.F. (« à chacun son Boche ») ne devait pas faciliter la tâche des communistes alsaciens. Quant à la résistance bourgeoise, elle se contentera d'organiser des réseaux pour les évadés et de transmettre des renseignements à Londres.

Encore une fois la « libération » apparaîtra comme venant de l'extérieur.

Les conséquences de la politique « chauvine » stalinienne

La destruction des organisations ouvrières pendant la guerre est d'autant plus radicale que pendant cette période de très nombreux travailleurs alsaciens, prisonniers ou déserteurs, font l'expérience du « socialisme » dans les camps staliniens. L'attitude du régime stalinien de l'U.R.S.S. à leur égard est fondamentalement différente de celle qu'avaient eue les Bolchéviks en 1917, eux qui avaient rallié à leur cause de nombreux travailleurs alsaciens.

Considérés ni comme des travailleurs, ni comme une minorité nationale, ils sont traités en ennemis et subissent la loi implacable des camps staliniens. Staline préfère traiter avec les officiers allemands comme Von Paulus, plutôt qu'avec les soldats alsaciens. Dans ces camps, la bureaucratie stalinienne produit des milliers de contre-révolutionnaires et d'anticommunistes militants qui pèseront très lourd dans la vie politique de l'Alsace.

De cette double expérience du fascisme et du stalinisme, rendue encore plus cruelle par la capitulation face au nazisme d'anciens dirigeants du mouvement communiste alsacien, il faudra à la classe ouvrière d'Alsace plus de vingt ans pour se remettre. C'est toute une avant-garde qui a été décimée.

De la « Libération » à la crise de 1967-68

L'emprise de l'Eglise et de la bourgeoisie sur la classe ouvrière

Dans la lutte entre le cléricalisme et le socialisme, le rapport des forces s'inverse. C'est l'Eglise qui sort victorieuse. Le syndicalisme chrétien, déjà relativement fort avant guerre, va devenir largement majoritaire.

Alors que nationalement, le P.C.F. établit son hégémonie sur la classe ouvrière, en Alsace, c'est la bourgeoisie qui reprend en main le mouvement ouvrier. Le P.C.F., exception faite de certains secteurs comme la S.N.C.F., se bat, isolé. En 1956, Strasbourg sera l'une des villes où les manifestations anti-communistes, prenant prétexte de la répression de l'insurrection hongroise, auront le plus d'ampleur. Ceci permettra à la bourgeoisie d'établir non seulement son hégémonie politique, mais aussi de garder le contrôle de la mobilisation des travailleurs alsaciens contre la fermeture des entreprises textiles des vallées vosgiennes.

La place du gaullisme

L'Alsace comme bastion du gaullisme est donc le fruit de cet acquis de la démocratie chrétienne, le M.R.P. Le gaullisme a marqué profondément la région tant au niveau de la classe politique que des différentes classes sociales.

En maintenant quasiment le plein-emploi, une restructuration profonde de l'économie alsacienne est amorcée par la bourgeoisie. Un tissu d'entreprises moyennes se crée. Un boom industriel transforme le traditionnel glacis en une zone industrielle d'importance moyenne : sans concentration éléphantesque, mais autour de centres locaux ; permettant la survie de l'ouvrier-paysan dans tous les types d'usines (Schirmeck, Reichshoffen, Sélestat, Hagueneau, Thann, Guebwiller, Colmar, Mulhouse, Strasbourg). La terre devient la ressource secondaire pour 20 % des paysans.

Le plein-emploi au niveau régional a été une des conditions permettant à la bourgeoisie de contrôler d'éventuelles mobilisations paysannes ou ouvrières, mais nous nous trouvons en fait devant un processus de constitution de nouveaux bataillons ouvriers, où tous les éléments permettant leur intégration à l'idéologie, à la politique de la bourgeoisie, agissent pleinement : le gaullisme et De Gaulle, l'unité avec l'Eglise catholique et protestante dont le poids dans les zones rurales connaît une apogée dans la fin des années cinquante et pèse sur les paysans envoyés en usine. L'absence d'organisations de masse autonomes de la classe ouvrière (syndicats, assciations laïques de quartiers) et la politique nationale du P.C.F. jouent en faveur d'une structure syndicale aux mains de la démocratie chrétienne ou composée de syndicats « autonomes » corporatistes.

Cette absence de tradition d'organisation autonome des travailleurs, est autant le fruit du règne de l'Etat fasciste hiltérien que de la politique d'intégration usine par usine, village par village, poursuivie par la bourgeoisie et l'Eglise (sport, organisations de jeunesse, loisirs, autant

d'activités prises en main par l'Eglise et le patronat).

L'image classique du travailleur alsacien : laborieux, discipliné, allant à la messe, etc., est le fruit de la politique d'une bourgeoisie et d'une Eglise très conscientes et capables. Elle se reflète dans la conscience qu'a l'Alsacien de lui-même, son caractère cabochard et teigneux n'étant que l'envers de l'intériorisation de son impuissance politique, culturelle, idéologique.

Mai 68

La crise profonde de Mai 68, lézardant le mythe gaulliste, faisant apparaître la faiblesse de l'Etat gaulliste, ouvre la voie à une nouvelle période pour l'histoire de l'Alsace. L'enjeu est de taille, dans le cadre de la révolution européenne.

Le mythe du « libérateur », De Gaulle, aura étouffé l'Alsace. Ceci n'empêchera pas que se réalise une recomposition du mouvement ouvrier avec, il est vrai, un certain retard par rapport au processus national : guerre d'Algérie, formation du P.S.U. particulièrement puissant dans le Haut-Rhin, radicalisation d'une fraction du syndicalisme chrétien qui produira des dirigeants nationaux de la C.F.D.T. comme Krumnov et Kaspar. Parallèlement, à l'Université, la contestation se développe : mobilisations contre la réforme Fouchet, mouvement situationiste, formation de la J.C.R. et de l'U.J.C.-ml.

Les mois qui vont précéder Mai 68 en Alsace vont être marqués par la grève des mineurs du bassin potassique, par une très importante manifestation à Mulhouse contre la fermeture des entreprises textiles en avril où, pour la première fois, les notables locaux sont débordés. De jeunes travailleurs en colère brisent quelques vitres de la sous-préfecture à Mulhouse. L'Avant-garde Jeunesse, organe de la J.C.R., peut titrer: « Rhodiaceta, Redon, Mulhouse montrent la voie ».

Le tournant des années 70

Pour bien saisir les modalités de la recomposition du mouvement ouvrier alsacien après Mai 68, il est nécessaire de préciser un certain nombre de particularités de la formation sociale alsacienne.

Tout d'abord sur le plan économique. Alors qu'aux débuts de la révolution industrielle, l'Alsace apparaissait comme l'un des bastions du capitalisme naissant, elle a aujourd'hui une structure économique extrêmement fragile.

Tour à tour l'Allemagne et la France ont mené dans cette région

contestée une politique de glacis économique, limitant leurs investissements, si bien que la structure de l'économie alsacienne est devenue archaïque. Les conséquences catastrophiques de la crise du textile ont pu être momentanément masquées par l'implantation d'usines pirates, maintenant un équilibre extrêmement fragile en particulier en période de crise. Fait symptomatique, la plupart de ces entreprises sont le fait d'investissements étrangers (41,9 %) contre 34,8 % pour les investissements nationaux et 16,6 % pour les investissements régionaux. Ces entreprises ont été les premières à être touchées par la crise. Que l'on songe à Jeudy-Schirmeck, General Motors, Clark, Siemens.

Les frontaliers

Par ailleurs, il faut tenir compte de la possibilité jusqu'à une date récente pour de nombreux travailleurs alsaciens de trouver un emploi en Allemagne ou en Suisse. En février 73, il y en avait 27 800, c'est-àdire 2,8 % de la population active dans le Bas-Rhin et 7,6 % de celle du Haut-Rhin. 15,4 % de la population active dans l'arrondissement de Wissembourg, 22 % dans les cantons de Lauterbourg et de Seltz, au nord de l'Alsace. Parmi eux, 50 % ont moins de 25 ans. Et encore ces statistiques ne comptabilisent que ceux qui passent tous les jours la frontière. Inutile de préciser qu'aujourd'hui, au moment où les fermetures d'entreprises se multiplient en Alsace, les travailleurs frontaliers ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi. En un an, le nombre des chômeurs a augmenté de 250 %.

Cette possibilité de trouver un emploi à l'étranger joue sur le processus de formation d'une conscience de classe. Nous avons vu que ce sont surtout des jeunes qui sont touchés : en général parmi ceux qui sont les plus dynamiques, ceux qui, dans d'autres régions, là où existe un mouvement ouvrier puissant, donnent à la classe ouvrière ses meilleurs cadres. En l'absence de solution de classe ayant un minimum de crédibilité en Alsace, de nombreux jeunes travailleurs alsaciens sont tentés de chercher une solution individuelle en allant en Allemagne.

Il est tout à fait révélateur que jusqu'à une date récente, l'on voyait souvent à la suite d'une grève certains des travailleurs les plus actifs aller chercher du travail de l'autre côté du Rhin.

Les ouvriers paysans.

On retrouve la structure archaïque de l'industrie alsacienne au niveau de la composition de la classe ouvrière. La majorité des travailleurs alsaciens travaillent dans des entreprises petites ou moyennes. Dans le Bas-Rhin, sur 31 000 entreprises, seules quatre usines ont plus de 1 000 ouvriers et 114 plus de 200. Pour le Haut-Rhin, sur 21 000, seules dix-sept ont plus de 1 000 employés et parmi elles sont comptés les différents puits du bassin potassique.

D'autre part, une grande partie d'entre eux sont des paysans-ouvriers habitant surtout dans les vallées vosgiennes, d'où ils descendent tous les

jours pour aller travailler à Strasbourg ou à Mulhouse.

Ces deux facteurs : faible concentration de la production et part importante de paysans-ouvriers, sont évidemment des freins au développement d'une conscience de classe.

Le troisième obstacle à la formation d'un mouvement ouvrier alsa-

cien puissant est d'ordre culturel.

Îl y a une véritable acculturation de la classe ouvrière alsacienne, produit en particulier de la politique de la bourgeoisie visant à interdire aux Alsaciens leur langue. On peut la cerner tout d'abord au niveau de l'école : avec la Corse, les deux départements alsaciens sont parmi ceux dont les taux de scolarisation sont les plus faibles et les retards scolaires les plus importants. Le système scolaire fabrique plus qu'ailleurs des analphabètes. Le jeune parle chez lui alsacien, à l'école on le lui interdit. Ses difficultés pour apprendre le français sont énormes. Quand îl quittera l'école, il parlera mal le français, mais en même temps, du fait de l'attitude du gouvernement vis-à-vis du dialecte, refoulé de l'école, refoulé de la sphère publique, son alsacien se sera appauvri. Le français qu'il connaît ne lui donne accès qu'à la plus mauvaise presse; quant à son allemend, il lui permet tout juste de lire Bildzeitung et la presse de Springer.

Aucune des deux langues ne lui permet de conceptualiser sa pensée. La politique scolaire, culturelle et linguistique de la bourgeoisie française

est un puissant instrument d'intégration de la classe ouvrière.

La rupture de Mai 68 dans le mouvement ouvrier

Mai 68 marque une rupture dans l'histoire du mouvement ouvrier alsacien, même si en Alsace la grève, contrairement à ce qui se passe dans le reste du pays, n'a jamais été générale. Mais sur la base du nouveau rapport de forces établi à l'échelle nationale, va s'amorcer une riposte massive de la classe ouvrière.

Cette offensive se développe par vagues successives, touche une grande partie des travailleurs alsaciens et atteint de nouveaux secteurs géographiques et de nouvelles couches de la classe ouvrière alsacienne

Les plus remarquables de ces mouvements furent ceux des travailleurs de la vallée de la Bruche autour de Jeudy-Schirmeck, de Schlumpf puis de Peugeot à Mulhouse, de la métallurgie strasbourgeoise autour de Clark et de la Coframaille: première grève massive et prolongée d'une entreprise employant essentiellement des femmes. Chacun de ces mouvements présente des caractéristiques intéressantes.

Ils sont tout d'abord profondément démocratiques. Toutes ces grèves sont gérées par des assemblées générales à une époque où cela est considéré par les directions syndicales comme gauchiste. Les revendications mises en avant ont un caractère unifiant. Partout les augmentations égales pour tous sont mises en avant. La grève de chez Clark sera l'un

des premiers mouvements où le mot d'ordre « 150 F pour tous » est avancé.

Gestion démocratique de la grève, revendications unifiantes sont des conditions nécessaires à la renaissance du mouvement ouvrier alsacien. Le fascisme et le stalinisme ont introduit une rupture profonde dans son histoire. Des secteurs entiers de la classe ouvrière sont sous le contrôle de la bourgeoisie. La classe ouvrière doit refaire son expérience en tant que classe. Son unité lui est vitale pour l'affirmation de son autonomie retrouvée. A la différence de la C.G.T. en particulier en ce qui concerne les grèves dans la vallée de la Bruche, la nouvelle direction de la C.F.D.T. aura le bon sens de le comprendre. La C.G.T. elle, en les condamnant, va se discréditer. Dans la vallée de la Bruche, entre la participation à la recomposition du mouvement ouvrier et la défense aveugle et sectaire d'une orientation nationale, elle a choisi de sacrifier les luttes des travailleurs de la vallée de la Bruche.

Cette reprise des luttes ouvrières, combinée avec ce qui se passe au niveau national, va accélérer la mutation du mouvement ouvrier. L'élément nouveau le plus important est sans aucun doute la rupture de la direction de la C.F.D.T. avec les orientations de la vieille C.F.T.C. En effet, même si la C.F.T.C. avait changé de sigle en Alsace, elle avait maintenu ses vieilles pratiques. Aussi bien dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin, de nouvelles équipes de direction sont mises en place.

La recomposition du mouvement ouvrier

Le P.C.F. et la C.G.T.

Le P.C.F., politiquement et organisationnellement laminé par le fascisme, n'a pas su/pu se reconstruire de 45 à 70, quand l'emprise de l'Eglise puis de De Gaulle était à son faîte sur la classe ouvrière.

En refusant de s'affirmer comme pôle révolutionnaire, comme parti de la classe ouvrière, il n'a pu se construire lors de la réapparition des luttes ouvrières de 65 à 70 : développant la thèse selon laquelle les conditions sont, en Alsace, spéciales, et en particulier la peur de la politique qu'éprouverait le travailleur alsacien, il n'a pas lutté contre l'idéologie et la politique de la bourgeoisie alsacienne.

La C.G.T. reste une force certaine dans plusieurs entreprises, mais est confrontée à un taux de syndicalisation beaucoup plus faible qu'en France. Sectaire par rapport aux travailleurs en lutte, elle imposait ses revendications nationales à un mouvement ouvrier alsacien en train de

se reconstituer dans et par la lutte.

Cette crise permanente du P.C.F. et de la C.G.T. se traduit entre autres par la mise en place de nouvelles équipes de direction.

La rupture de la C.F.D.T. en Alsace a mûri lors des luttes de 65 à 70 dans le textile vosgien contre les fermetures d'entreprises et les luttes au sud de l'Alsace.

Cette rupture illustrée par l'apparition de nouvelles équipes sanctionnait une pratique syndicale et politique différente de celle exprimée par la C.G.T.: s'appuyant sur l'aspiration unitaire des travailleurs en lutte, reconnaissant une autonomie réelle au mouvement des travailleurs (qui sanctionnait aussi de fait la faiblesse organisationnelle de la C.F.D.T.), la C.F.D.T. a joué un rôle déterminant dans l'essor et l'expression des luttes ouvrières. En quelques années, elle est devenue, ou est en passe de devenir l'organisation ouvrière majoritaire, même dans les secteurs traditionnels de la classe; ce fait illustrant entre autres la nouvelle structure du prolétariat alsacien.

Le P.S.

Deuxième conséquence : c'est la renaissance du P.S. qui, pendant près de cinquante ans, a été réduit à l'état de groupuscule du fait de son attitude en novembre 1918 et surtout parce qu'il a été l'un des principaux porte-paroles et agents de la politique d'assimilation forcée de l'Alsace.

Cette réapparition du P.S., elle non plus, n'est pas sans ambiguïté; il y a de nombreux relents d'anti-communisme dans l'adhésion et surtout dans le vote de nombreux Alsaciens pour le P.S. Car la distinction entre anti-stalinisme et anti-communisme reste très souvent peu claire et la confusion n'est pas sans être utilisée sciemment, en particulier lors des campagnes électorales.

Cependant, de nombreux militants sont conscients de ce problème, et il y a une forte minorité, la majorité peut-être — si ce n'est des adhérents, au moins des militants — à se reconnaître dans les positions du C.E.R.E.S. qui, à la différence d'autres courants, n'utilise pas cette

confusion.

L'extrême-gauche

Troisième aspect: c'est le poids relativement important de l'extrême-gauche. Nous mesurons cette importance évidemment par rapport au mouvement ouvrier organisé en Alsace. Le nombre de militants des organisations d'extrême-gauche, surtout à Strasbourg, doit être sensiblement égal à celui du P.S. ou du P.C., s'il n'est pas supérieur.

Dans un premier temps, la puissance de l'extrême-gauche s'est fait essentiellement sentir dans les mobilisations internationalistes, Burgos marquant à cet égard un tournant : pour la première fois à Strasbourg, une mobilisation de l'extrême-gauche était plus importante que celle du P.C. Ceci devait se traduire ensuite au travers des mobilisations comme

celle contre l'expulsion du militant haïtien Castera, le soutien militant à la révolution indochinoise — dont, il est vrai, le P.C. était pratiquement absent — et plus récemment les mobilisations contre la junte chilienne et pour la défense des prisonniers politiques et le soutien aux luttes ouvrières en Espagne. Dans ces différentes mobilisations, non seulement l'extrême-gauche prenait l'initiative, mais elle arrivait à imposer l'unité à l'ensemble des organisations ouvrières, y compris parfois la C.G.T. — à l'exclusion du P.C. qui brille toujours par son sectarisme imbécile vis-à-vis de l'extrême-gauche. Ce fut le cas notamment lors de certaines mobilisations Indochine, Chili et Espagne.

Cette situation reste exceptionnelle dans l'hexagone et commence aujourd'hui à trouver sa transcription dans un certain nombre de mobilisations ouvrières.

Une faiblesse relative

Cette renaissance et quelques mobilisations spectaculaires ne doivent pas faire perdre de vue que le mouvement ouvrier alsacien reste malgré tout relativement faible. D'autre part, le facteur radicalisation de la jeunesse ouvrière est moins important en Alsace que dans le reste de l'hexagone. En effet, parmi les jeunes travailleurs qui forment aujourd'hui les gros bataillons des travailleurs combatifs et de l'avant-garde ouvrière, il existe une autre solution que de s'engager dans la lutte syndicale, dans la lutte politique : c'est d'aller travailler en Allemagne ou en Suisse.

Mais ce phénomène de recomposition est d'autant plus encourageant que ce n'est pas seulement la classe ouvrière qui s'est ébranlée, mais toute la société alsacienne, sous les coups de boutoir de Mai 68.

Une société en crise

Les mobilisations paysannes

Parallèlement aux mobilisations ouvrières se développaient des mobilisations d'autres couches sociales, dont l'importance ne saurait échapper à un militant révolutionnaire.

Nous voulons parler des mobilisations paysannes, de la renaissance d'une certaine culture et de la lutte sur le front écologique contre l'implantation de la C.W.M. et de la centrale nucléaire de Fessenheim.

La première grande mobilisation paysanne fut celle des viticulteurs qui descendirent massivement dans la rue à Colmar; et comme les ouvriers à Mulhouse à la veille de 68, les paysans empêchèrent les notables de prendre la tête de la manifestation. Un nouveau pas devait être franchi avec la manifestation de Strasbourg. Ces mobilisations expriment non seulement le bouleversement des structures foncières et la crise

profonde que traverse l'agriculture alsacienne du fait de son retard à se moderniser, mais aussi un début de prise de conscience plus grande des paysans alsaciens qui vont se mettre en branle à partir de l'affaire de Marckolsheim et Fessenheim. Ce réveil de la paysannerie alsacienne devrait déboucher sur une prise de conscience anti-capitaliste; en tout cas cela doit être l'une des tâches du mouvement ouvrier. L'apparition du mouvement des paysans-travailleurs, si elle est encore très minoritaire. va dans ce sens.

La lutte contre le nucléaire

A travers Marskolsheim et Fessenheim, nous pouvons saisir un autre aspect de la crise de la société alsacienne. Les mobilisations, qui rassemblèrent des milliers de personnes, ont été essentiellement le fait de la petite bourgeoisie intellectuelle en voie de prolétarisation, qui forme les cadres du mouvement écologiste : journalistes, scientifiques, instituteurs, avec le soutien des « jeunes notables » (médecins, vétérinaires), de la paysannerie pour qui l'implantation de ces entreprises (comme ils ont pu en faire l'expérience avec le creusement du Grand canal d'Alsace et l'implantation sur le Rhin des centrales électriques) signifie immédiatement la réduction massive de terrain exploitable, et à moyen terme — du fait de la pollution — l'impossibilité de commercialiser leurs produits.

Petite bourgeoisie, paysans donc, mais aussi jeunes qui refusent massivement la logique productiviste qui fonctionne au profit du capital et au détriment de l'homme et du cadre naturel.

Pour nous, il ne saurait être question de se tenir à l'écart de ces mobilisations; les problèmes qu'elles soulèvent dépassent largement les couches sociales sur lesquelles elles ont jusqu'ici principalement reposé.

Elles posent les problèmes-clés pour quiconque prétend se battre pour le socialisme : pour quoi et pour qui on produit, quel contrôle sur cette production (surtout contrôle par les travailleurs de leur environnement). Ces questions doivent être d'autant plus prises en charge par le mouvement ouvrier qu'elles risquent d'être récupérées par la bourgeoisie dans le sens de la réalisation de nouveaux profits et d'une plus grande exploitation des travailleurs. Ce mouvement se dessine déjà à propos des centrales nucléaires. Il est confirmé par une récente déclaration d'Agnelli, patron de la FIAT.

Dans l'analyse du processus de la crise de la société alsacienne, une place particulière revient également à l'Université de Strasbourg, joyau de la bourgeoisie locale : les luttes étudiantes ont joué, surtout dans l'immédiat après 68, un rôle certain sur la scène politique.

La renaissance culturelle

Mouvement culturel et crise des rapports sociaux

Le dernier aspect, mais non le moindre, du bouleversement de la société alsacienne, est la renaissance de la culture populaire en dehors du cadre sclérosé et marchand des associations folkloriques. A ce niveau, au-delà de toutes les critiques qui lui sont faites (certaines sont violentes et nous abordons cette question un peu plus loin) il est nécessaire de souligner et de saluer le rôle décisif qu'a joué Roger Siffer.

Grâce à un certain nombre de chanteurs et de groupes, on assiste à un mouvement de réappropriation de tout un aspect de la tradition populaire qui avait été soit complètement abandonné, soit détourné de sa fonction première. Et peut-être plus fondamentale encore est la renaissance de la langue culturelle.

Nous avons déjà mentionné le problème de la langue. L'interdiction de l'alsacien, le refus de l'école bilingue ont abouti non seulement à l'appauvrissement de la langue alsacienne, mais aussi à une véritable acculturation de la population alsacienne. Sa situation est telle qu'un

enfant issu d'un milieu populaire parlera chez lui l'alsacien, alors qu'à l'école cela lui serait interdit, et il devra apprendre, à coup de pieds dans le cul s'il le faut, le français.

Cette situation va encore s'aggraver lorsque, plongé dans le monde du travail, il ne parlera plus qu'alsacien et ce sera encore plus catastrophique s'il va travailler en Allemagne. A vingt ans, il ne connaîtra bien aucune langue. Il pourra tout juste déchiffrer le Bild Zeitung ou les Dernières nouvelles d'Alsace. Quant à la langue alsacienne qu'il pratique, elle est très appauvrie, avec un vocabulaire restreint qui lui interdit toute discussion un tant soit peu élaborée et de plus non écrite et non utilisée dans le domaine culturel, si ce n'est pour le bon usage de la bourgeoisie dans le cadre du Barabli de Germain Muller, ou du Théâtre alsacien.

Parler alsacien, ce n'est pas « chic », ça ne se fait pas. Un dicton alsacien dit : « L'Alsacien n'a pas de langue », le mouvement culturel alsacien tend à la lui rendre.

Le mouvement culturel exprime aussi une autre revendication : un rapport différent à la culture, une remise en cause de la manière dont elle nous est présentée par les mass-média et les professionnels du spectacle, un rejet de la culture-marchandise.

C'est l'aspiration à des relations différentes, par le biais de la culture, de celles qui sont tissées par la société marchande, où tous les rapports sont réifiés.

Ce mouvement n'est certes pas exempt d'ambiguïtés. Cette renaissance culturelle peut être passéiste. Le mythe d'une communauté paysanne démocratique, d'un âge d'or aujourd'hui perdu, est dangereux.

La « démocratie rurale » alsacienne, déjà exaltée par le géographe Vidal de la Blache, n'a jamais existé. Il y a toujours eu un prolétariat agricole important qui s'embauchait chez les gros propriétaires à des salaires dérisoires. A cette « démocratie » ne participaient que des privilégiés. Cependant l'on comprend très bien qu'aujourd'hui elle soit mise en valeur par certains. Elle rappelle en effet qu'il peut exister d'autres rapports entre les hommes que ceux qui sont imposés par la société capitaliste. Cette tendance à prendre le passé pour modèle est d'autant plus forte que jusqu'à présent la plupart des pays qui se disent socialistes ont failli sur ce plan. La Russie révolutionnaire des années vingt, la Chine aujourd'hui, sous certains aspects, de même que Cuba nous montrent que d'autres rapports sont possibles. C'est plutôt vers ces exemples que nous devons nous tourner.

Tout retour au passé doit se faire de manière critique et être articulé avec les luttes d'aujourd'hui. Ce n'est qu'ainsi que la classe ouvrière et la paysannerie pourront se réapproprier leur culture et leur passé et retrouver une identité en tant que producteurs. Le combat culturel doit s'inscrire dans le combat ouvrier pour une société de type nouveau et non pour un hypothétique âge d'or, ce que la bourgeoisie est fort capable d'intégrer. Siffer, attention à Zeller (1)!

Une nécessaire réappropriation

Des prises de positions récentes, notamment celles contenues dans le numéro deux de *Buderrladde* sont tout à fait encourageantes et montrent qu'une partie du mouvement culturel perçoit bien les pièges tendus

par le système.

Gérard Walter insiste sur la nécessité « d'une attitude claire par rapport aux vieilleries parfois réactionnaires; se servir du spectacle pour le supprimer... », ou encore sous forme de question de Musaver Wackes : « Quelle culture populaire ? Réactionnaire ou progressive ? Faut-il la transmettre ou la critiquer, l'utiliser aujourd'hui... ? », « défendre une culture minoritaire opprimée, est-ce également défendre le droit à la culture de tous ceux qui n'y ont pas accès (ouvriers, paysans, travailleurs immigrés de toutes les régions...) ? ».

Ce que dit Pierre Kratz va dans le même sens, lorsqu'il dénonce le théâtre alsacien actuel, « sépulcre même de la mort d'une langue,

par sa structure, son répertoire, son public ».

⁽¹⁾ Député alsacien; vient de quitter la majorité.

Le groupe folk des Dentelles, les Musaver Wackes, dénoncent à juste titre les risques de récupération du mouvement culturel. Cependant, là ne nous semble pas être le problème de fond. D'une part, l'on ne peut pas abolir du jour au lendemain la division du travail et faire que tout le monde soit à la fois travailleur, intellectuel, artiste, même si c'est là le but que nous nous proposons. D'où l'existence d' « artistes professionnels », des gens qui ne peuvent pas se contenter de vivre pour chanter, mais qui doivent chanter pour vivre. Ce n'est pas pour cela qu'ils deviennent des ennemis de classe, qu'ils sont récupérés, que leurs chansons se transforment en marchandise. Tout dépend de leur comportement en tant qu'artistes professionnels, de la facon dont ils utilisent leur position dans le système pour le combattre et se font les porte-parole de ceux qui luttent. Concevoir son travail en relation avec les luttes populaires, là est la question.

Le mouvement autonomiste

Jusque là, même si nous l'avons évoqué en passant, nous avons laissé de côté la question de l'autonomisme, de la question nationale ou régionale. Où en est le mouvement autonomiste aujourd'hui?

De facon paradoxale, celui-ci reste relativement faible, comparé à ce qui se passe en Bretagne, en Occitanie, en Corse. En Alsace, les luttes se sont surtout développées sur le front culturel ; la seule organisation luttant pour l'autonomie est EL, dont la majorité a scissionné et vient de créer un groupe dont le programme est extrêmement confus,

même s'il s'est débarrassé de ses éléments les plus droitiers.

Hans Zorn, l'un des dirigeants de ce nouveau mouvement, dans une récente tribune libre du Monde, donnait comme exemple de pays où la question régionale avait reçu une solution, la République fédérale allemande, la Confédération helvétique et même la Belgique et l'Angleterre! Les autonomistes alsaciens ne font aucune référence au socialisme et à la lutte des classes : le marxisme et le communisme, pour eux, c'est le mal. Losque l'on demande à Moschenross, autre dirigeant de ce mouvement, s'il est de droite ou de gauche, il répond « alsacien ». Siffer est pour eux un dangereux gauchiste. Bien qu'ils aient fait scission, l'on ne voit pas très bien la différence entre le programme du Dr Iffrig (2) et celui de MM. Moschenross et Zorn.

Il en va de même pour le cercle René-Schikelé qui publie dans son journal Land und Sprach un article nécrologique consacré au général Stehlin, membre du cercle R.-Schikelé, qui prend sa défense et où l'on peut lire des remarques du genre : « Sans doute son bilinguisme complet l'a-t-il favorisé dans son ascension aux plus hauts grades » !!!

naliste français, ce qui lui faisait pendre

⁽²⁾ Dirigeant réactionnaire

Quelles sont les raisons de cette faiblesse? Le fait que la plupart des dirigeants du mouvement autonomiste d'avant-guerre ait collaboré avec le nazisme est sans doute un facteur non négligeable. Mais il n'explique pas tout. La comparaison avec la situation dans les régions où les revendications « régionales » se sont posées avec le plus d'acuité permet de préciser. En Alsace, le poids de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie est sociologiquement beaucoup moins important. Même si l'économie alsacienne est en crise, l'Alsace reste une région économiquement développée. Elle ne fait pas partie du « désert français ». Les activités industrielles sont diffusées sur l'ensemble du territoire. Il existe donc une classe ouvrière numériquement importante. La crise des structures foncières s'est développée plus tard que dans les autres régions. Sur le plan politique, le fait que l'Alsace était l'un des bastions du gaullisme, a atténué les effets de la mise en place de l'Etat fort. La foule des petits notables qui, ailleurs, se sont vus éliminés, ont ici pu se reconvertir dans l'appareil de l'U.D.R. Enfin, sur le plan culturel, l'Alsace apparaît, comparée à la Bretagne ou à l'Occitanie, relativement privilégiée.

Les revendications « régionalistes » en Alsace sont donc apparues avec un certain retard et dans des conditions originales. La montée des luttes ouvrières a ouvert la crise de la société alsacienne. Et c'est dans ce contexte qu'ont été mises en avant un certain nombre de reven-

dications.

En guise de conclusion

La question aujourd'hui pour les révolutionnaires en Alsace est de savoir combiner les revendications des travailleurs alsaciens en matière de conditions de vie et de travail et celles qui portent sur la langue, la culture et l'organisation du territoire. C'est sur ce problème qu'ont achoppé les communistes alsaciens dans les années vingt. Il faut savoir en tirer les lecons. Pour nous, les raisons de leur échec est d'avoir refusé de poser les revendications culturelles et d'organisation de l'Alsace en termes de classe pour en faire des revendications démocratiques générales; cela les a amenés inéluctablement à s'aligner sur les positions des organisations petites-bourgeoises et à abandonner peu à peu les revendications spécifiques des travailleurs afin de maintenir l'unité avec ces organisations petites-bourgeoises. Le P.C.F. en Alsace ne devait jamais se remettre de sa scission dans la mesure où il maintenait cette problématique tout en développant un discours nationaliste français, ce qui lui faisait perdre toute crédibilité. Nous nous retrouvons aujourd'hui confronté au même problème.

Marxisme et question nationale

Les opinions de Régis Debray, exprimées dans cet interview, nous semblent intéressantes à plusieurs égards, même si elles se situent aux antipodes de nos propres conceptions.

D'une part parce qu'elles contiennent des suggestions fécondes, qui méritent d'être développées (par exemple sur l'affinité élective entre le nationalisme et l'idéologie religieuse). D'autre part parce qu'elles attirent l'attention sur des lacunes et insuffisances réelles dans l'élaboration marxiste sur la question nationale et sur les problèmes politiques réels auxquels le mouvement ouvrier se trouve confronté.

Mais les remarques de Debray sont aussi intéressantes d'un autre point de vue : comme confirmation, a contrario, que le marxisme est l'horizon intellectuel de notre époque. Autrement dit, que toute tentative de le « dépasser » ne peut que mener en arrière, tout essai d'aller « au-delà » de Marx ne fait que revenir en-deçà de lui. Dans le cas de Debray, le saut au-delà du matérialisme historique se traduit clairement par une « rechute » dans le matérialisme métaphysique, le matérialisme du XVIIIe siècle, dont Debray reprend les catégories a-historiques les plus classiques : « nature humaine », « lois générales qui gouvernent l'espèce humaine », etc. Ses références à la « mécanique simple » comme base de l'explication historique, son recours aux lois de la thermodynamique, etc., sont le signe le plus évident de cette « rechute ». Si les lois de la conservation de l'énergie selon Carnot remplacent chez lui la loi de la gravité de Newton (dont se réclamaient avec passion les matérialistes mécaniques du XVIIIe et XIXe siècles) comme grille d'interprétation générale de la société et de l'histoire, la démarche méthodologique reste strictement la même...

D'ailleurs on peut se demander si dans cetté insistance à revenir à un matérialisme « plus conséquent » et à traquer l'idéalisme hégélien chez Marx, Debray ne se montre encore le disciple d'Althusser qu'il a toujours été, simplement menant les idées de son ancien maître de l'Ecole Normale aux dernières conséquences.

Parmi toutes les critiques que fait Debray au marxisme et à Marx, il y en a une dont nous voulons à tout prix plaider coupable : oui, nous, marxistes révolutionnaires, nous croyons que l'homme peut devenir créateur de son histoire. Il ne s'agit pas pour nous d'une foi aveugle dans la fatalité révolutionnaire, mais d'un pari rationnel dans une possibilité objective, une possibilité réelle dont le prolétariat international est le porteur. C'est cette divergence plus que fondamentale qui se trouve à la racine de toutes les oppositions politiques que nous avons avec Debray.

Mais à sa manière Debray reste un militant socialiste, un militant qui cherche sa voie. C'est cela qui justifie et rend utile le dialogue avec lui.

R. Debray: Je crois que sur la nation il faut faire un peu de philosophie.

La nation a été pour moi la première interrogation sur le marxisme. Ce fut vraiment la brèche dans la forteresse qui m'a permis non pas de pénétrer à l'intérieur mais d'en faire le tour du dehors... D'en sortir et puis de l'inclure dans un ensemble plus vaste. Autrement dit de considérer le marxisme comme une étape décisive mais non ultime dans la connaissance de l'histoire.

Critique Communiste: Dans un article que tu as récemment publié dans le *Nouvel Observateur* sur la question nationale, tu sembles critiquer l'idée que la nation soit une catégorie historiquement transitoire. Tu écris que « comme la langue, la nation est un invariant qui traverse les modes de production ». A ton avis, la nation existe-t-elle

dans les modes de production pré-capitalistes — dans le féodalisme par exemple ? D'autre part penses-tu que dans le mode de production communiste la nation et l'État national subsisteront ?

R. Debray: C'est une question gigogne : il y en a quatre ou cing dedans. Commencons par la fin : la nation dans le mode de production communiste. Notre objet n'est pas de discuter sur le mode de production communiste, mais laisse moi te dire que cette notion se dégage encore mal des enfantillages de la pensée utopique. Je veux dire que le communisme comme fin de l'histoire. c'est encore une idée non matérialiste et non dialectique. A entendre comme une idée de la raison pure marxiste. Dans la mesure où elle suppose la fin de la rareté, la disparition de l'État, la fin de la division du

travail manuel et intellectuel. c'est évidemment ce qu'on appelle une utopie. C'est d'ailleurs pourquoi Marx l'a reprise telle quelle des utopistes et n'a iamais réfléchi dessus sérieusement. C'est aussi pourquoi tout ce qu'annonce le mode de production communiste, c'est l'horizon qui avance avec le marcheur. Le dépérissement de l'État on sait ce qu'il en est, la fin de la rareté de même. D'ailleurs la rareté en tant que rapport est une donnée permanente de l'histoire : toute rareté est relative, et ce relatif est un absolu en ce sens que l'innovation fabrique sans cesse de la rareté : la dernière des machines automatisées sera toujours un bien rare par rapport aux générations antérieures; autrement dit, la rareté est constitutive du rapport économique de l'homme aux choses. Par ailleurs, les idées de la disparition du pouvoir, de tout pouvoir séparé de la société, on pourrait facilement démontrer que c'est une idée sans fondement matériel, laissons cela de côté, et revenons donc à la nation

Je dis d'ailleurs que l'une des raisons qui démontrent bien le caractère utopique du mode de production communiste, c'est son universalité postulée, autrement dit qu'il postule la disparition des particularités culturelles et nationales. Il s'agit vraiment d'une idée idéaliste qui n'a rien à voir avec la théorie de la contradiction comme moteur permanent de l'histoire. C'est vraiment là un résidu (et peutêtre plus qu'un résidu) spéculatif chez Marx; en tout cas, une idée héritée de l'aufklärung.

J'enchaîne sur le deuxième point. Demander si la nation est un invariant qui traverse les modes de production c'est poser une question piège. Pourquoi ? Parce que la nation est un mode d'existence historiquement déterminé, donc, par là même, elle n'est pas un invariant, mais ce que la nation traduit, ou ce dont la nation est un mode d'existence, c'est un inváriant. Autrement dit. il est bien vrai que la nation est une catégorie historique transitoire, surgissant des décombres du féodalisme, etc., qui, en tant que mode historiquement déterminé de l'existence sociale, est évidemment variable; mais en tant que phase d'un déterminant primaire qui est l'organisation culturelle de la collectivité humaine, la nation est un invariant; elle s'appelait la Cité chez les Grecs, elle commence avec le clan, le lignage et va jusqu'aux nations actuelles, et elle se poursuivra après. Bref, si tu veux j'essaie de remonter en amont un peu. Il ne faut pas s'obséder sur la forme histo-

riquement déterminée de l'Étatnation, il faut voir de quoi l'État-nation est formé. Il est formé d'une organisation naturelle propre à l'Homo Sapiens. par laquelle la vie s'instaure elle-même comme intouchable. c'est-à-dire comme sacrée. La vraie question de la nation c'est la question du sacré. Proposition qui semble a priori spiritualiste. Je constate que dans toutes les déclarations des États socialistes actuels, le sol national est défini littéralement comme sacré et le devoir de le défendre est lui aussi défini comme sacré. Une terminologie très étrange... Je constate par exemple que dans le conflit sino-soviétique les bulletins militaires de 1970 des deux côtés du fleuve Amour comportaient le terme de « sacré ». Le vocabulaire involontairement religieux est présent non seulement en URSS comme en Chine, il est présent à Cuba. en Pologne, partout, en ce qui concerne la notion de territoire national. Etrange... C'est peut-être - tu vas me dire - un résidu automatique d'un vocabulaire suranné, mais je pense qu'il faut aller plus loin : si c'est un lapsus, c'est un lapsus intéressant.

Petit changement de décor : je crois, si tu veux, qu'il faut situer le phénomène nation dans les lois générales qui gouvernent la survie de l'espèce

humaine. Cette survie s'opère contre la mort. C'est-à-dire elle s'opère contre l'entropie, contre la dégradation de l'énergie qui affecte aussi bien les systèmes thermiques que les systèmes humains, L'entropie, c'est le chaos, c'est le désordre, qui a deux figures concrètes ou sensibles : le temps comme irréversible, autrement dit, le temps comme passage de la vie à la mort, comme quelque chose qui ne se remonte pas, et c'est d'autre part, dans l'espace. l'éparpillement, le désordre, qui fait qu'une collectivité se désagrège et revient à son état le plus probable, selon les aléas de la distribution du hasard: ces deux menaces sont donc la menace du désordre et la menace de la mort. Contre cela. l'espèce humaine a inventé, nécessairement, deux processus de l'anti-mort, qui sont constitutifs de toute société et qui sont par là-même un des déterminants primaires ou anthropologiques : premièrement, la délimitation dans le temps, c'est-àdire l'assignation d'une origine. d'une arché. C'est-à-dire que l'on ne remonte pas à l'infini dans la chaîne des causes, en amont: on se fixe une origine aui est le lieu mythique de fondation de la Cité, de la naissance de la Civilisation, de la naissance de l'Ere chrétienne, de l'Hégire musulmane, bref, le point d'origine, le point zéro.

Point qui permet la répétition dans le rituel, c'est-à-dire la ritualisation de la mémoire, la célébration, la commémoration, en un mot, la conduite magigue qui permet de vaincre l'irréversibilité du temps. Et, deuxièmement, le geste instaurateur de toute société humaine, c'est la délimitation dans l'espace d'une enceinte. Et c'est en quoi on retrouve le sacré, qui est le Temple. Qu'est-ce que le Temple étymologiquement ? C'est ce que le devin, ou le prêtre antique faisait avec son bâton dans le ciel, c'était la trace qu'il dessinait, qui délimitait un espace sacré, à l'intérieur duquel la divination pouvait opérer. Ce geste fondamental tu le trouves au départ de toute société, en tout cas dans sa mythologie; mais la présence mythologique est tout de même un indice de quelque chose, la fondation de Rome par exemple ; je parle de Rome parce que c'est très important, puisque c'est peut-être l'universalisme romain, à travers le judéo-christianisme, qui a contaminé le marxisme d'une certaine conception de l'universalité. En tout cas, je te rappelle comment Rome se fonde : Romulus tue son frère et trace avec sa charrue un sillon - le sillon primordial, n'est-ce pas?c'est-à-dire, il délimite une frontière sacrée à l'intérieur de laquelle sera assigné le corps même de la ville. C'est ce qu'on

appelle le Pomérium. Ceci est la façon dont s'érige un système, c'est-à-dire dont une collectivité s'organise en un système clos. C'est la démarcation, geste fondamental. A tel point que Rousseau, je te rappelle, a écrit dans le Discours sur l'inégalité : « le premier homme qui avant enclos un terrain, s'avisa de dire 'ceci est à moi', celui-là fut le fondateur de la société civile ». C'est très intéressant ça : il dit : « de la société civile » et non de l'État. Il a compris que c'est l'idée d'enceinte qui était le geste fondateur. Et je te rappelle qu'on peut comparer ceci avec l'importance de l'enceinte dans la thermo-dynamique. c'est-à-dire dans la notion de système en général. La remontée du fleuve entropique, la remontée de ce fleuve qui t'amène de l'ordre dans le désordre, s'instaure par l'enceinte : tu boucles ton entropie et tu vas essayer de retenir le désordre. Autrement dit : c'est contre l'idée d'un chaos fondamental - au sens éthymologique, d'éparpillement, sans loi ni organisation - qu'une société humaine advient.

La nation est située en amont, dans les conditions d'existence du système humain en tant que système. Alors il est évident que la nation est ce qui vient après une suite historiquement déterminée de modes d'existence collectifs, qui com-

mence d'abord avec les groupements primaires, clan, lignage. tribu, etc., qui dérive ensuite dans les formations secondaires culturelles, ethnies, peuple et nation. Mais de toute facon il faut bien voir que dire que la nation est une catégorie historique transitoire est à la fois vrai et faux. En tant que Nation-État, c'est vrai, mais celle-ci est la modalité d'un invariant primaire qui appartient à la nature humaine - des mots qui ont mauvaise presse. Un invariant aussi primaire que la triade familiale de base. Evidemment la famille aussi n'est pas une substance éternelle intemporelle, etc., d'accord ! Seulement, il se trouve que le Papa, la Maman et le fils c'est un invariant de base. C'est biologique, comme l'on dit. Tu peux passer de la famille patriarcale à la « gens », etc., tu auras toutes les gammes historiques possibles, sur un invariant de base. La nation, c'est un invariant de base. C'est l'invariant de la nécessité d'une formation qui est fermeture. d'un bouclage, qui fait qu'une collectivité devienne organique. organisme, avec des parois, des enceintes. C'est-à-dire, une délimitation entre un dedans et un dehors. La façon dont l'enceinte se trace c'est effectivement quelque chose que les historiens peuvent analyser, mais qui ne doit jamais faire oublier que toute identité est différence, toute identification est différenciation; et qu'il n'y aura jamais d'identité culturelle pour les individus sociaux que par distinction et opposition à un voisinage, par tracé d'une démarcation.

Cela semble un peu de la métaphysique, mais je crois que tout ceci est scientifiquement démontrable. Avec ce qu'on appelle la « révolution carnotienne » on a peut-être les moyens de systématiser tous ces concepts.

Critique communiste : La « révolution carnotienne » de la thermodynamique ?

R. Debray: Oui, de la thermodynamique. Je ne sais pas si ce n'est qu'une grille, en tout cas c'est une grille extrêmement féconde, puisqu'on est en train maintenant d'analyser l'inconscient en termes d'énergie. Et d'informatique. Voyez le dernier article de Michel Serres dans Critique. C'est une grille qui te donne des instruments extrêmement précis, qui te donne un niveau de rationalité qui, sans contredire les niveaux existants, les englobe et les fonde.

Qu'est-ce que tout cela met en question dans le marxisme ? Cela met en question dans le marxisme, à mon sens, le statut du « naturel » : une façon d'historiser la nature, qui permet en retour à Marx de naturaliser l'histoire, et surtout de dissoudre les déterminants primaires, qui sont l'ordre naturel. Ces déterminants primaires de l'existence sociale sont la famille et ce qu'on appelle la nation; en gros, ce qui tourne autour de la génération, de la sexualité, de la famille, et ce qui tourne autour de la formation culturelle, et qu'on appelle tour à tour la nation, la civilisation, etc., toutes ces choses un peu floues - et pour cause dans le marxisme, puisqu'elles sont des notions qui n'ont pas d'assignation, qui n'ont pas de place.

Il y a - et c'est là qu'on va retomber sur nos pieds dans le matérialisme historique une sorte d'idée-force qui fait aussi sa faiblesse : cette idéeforce est au fond celle de l'idéalisme absolu, l'idée que l'homme est capable de créer lui-même C'est l'idée d'une autoposition de l'homme dans l'histoire. Autrement dit l'idée de l'homme comme liberté absolue. comme cause de soi. Et le « communisme » c'est un peu cela c'est un état de l'histoire où la nature n'existe plus. C'est d'ailleurs très curieux que dans tous les schémas de description ou d'ébauche du mode de production communiste que la littérature de propagande soviétique te donne - par exemple, le XXIIe Congrès, le Programme

de construction du communis-me en vingt ans de 1962 - on parle toujours de l'industrie qui sera automatisée, etc., on ne te parle jamais de l'agriculture. C'est très étrange. Parce que la culture des pommes de terre. les semailles du blé, c'est quelque chose qui est soumis à un temps naturel, à des cycles de la nature qui par définition ne sont pas contrôlables, et qui par définition ne peuvent pas être l'obiet d'une automation. Cela nous mène loin, cela veut dire qu'il y aura toujours de la rareté à distribuer dans le travail. c'est-à-dire qu'il y aura toujours une pénibilité inégale des tâches; il est bien évident que manipuler des concepts dans un laboratoire sera toujours plus facile que manipuler des pommes de terre, alors il faudra bien qu'il y ait quelqu'un qui décide qui manipulera les pommes de terre. Il y aura toujours quelqu'un qui devra répartir les travaux gratifiants rares par rapport à des travaux pénibles fondamentaux. De tout cela, précisément, dans les plans du communisme futur on n'en parle pas. On ne te développe que les thèmes de l'industrialisme: je pense qu'entre la mise entre parenthèses de la nation - qui est la mise entre parenthèses de la nature - c'està-dire du lien où l'on naît, tout cela étymologiquement c'est la même chose - et les considérables difficultés de l'agriculture

socialiste il y a un rapport de cause à effet... Nous sommes en tout cas dans le même monde. tout ce qui est de l'ordre de la matière brute, de l'ordre de la terre, du sol et du sous-sol, et non pas de l'ordre de la ville. de l'industrie, de la technique. etc. C'est le fond noir du marxisme, le fond sur lequel la lumière n'est pas portée, bien que danss la Critique du Programme de Gotha, Marx, quand on lui a dit « le travail est la source de toute richesse » a répondu : « non, le travail et la nature ». Il avait bien conscience qu'il n'y a pas de travail sans point d'application.

L'idée de la nation est l'idée la plus matérialiste qui soit.

Bien qu'il y a un usage éternitaire, spiritualiste, substantiel de cette idée, pour moi l'idée de nation c'est le point, c'est le moment où en quelque sorte le matérialisme se retourne contre l'historique, à l'intérieur du matérialisme historique. C'est presque le matérialisme historique pris à son propre piège. En tout cas la nation est un concept de gauche; non pas de l'ultra-gauche, mais de gauche. Et j'explique pourquoi : c'est le concept qui dissout dans son principe le volontarisme, comme la pratique politique correspondant à l'idéalisme. Et je crois que si l'on faisait une histoire du mouvement communiste, on verrait à

chaque fois que le volontarisme se brise contre quelque chose qui est la nation. Quelque chose qui est rebelle à la prise, rebelle à la conceptualisation, qui est rebelle au projet, qui est rebelle à l'avant-garde, etc. Il v a du spécifique brut. L'idée qu'une avant-garde peut organiser les masses ou qu'un parti peut créer le socialisme lorsqu'il le décide, ce sont généralement des idées a-nationales: en tout cas des idées qui ont mis le national entre parenthèses et qui se cassent la queule. La nation c'est l'anti-intellectualiste par définition, et le volontarisme c'est le mode d'action de l'intellectualisme. la traduction organisationnelle de l'intellectualisme. Tous les marxistes se plaignent d'une mauvaise conceptualisation de la nation dans la théorie. Je crois que ce n'est pas pour rien qu'il y a cette « mauvaise conceptualisation » : c'est que la nation par définition est rebelle au concept, puisqu'il n'y a pas de concept de la nature. Il n'y a de concept que de ce que tu produis. Comment peut-il y avoir un concept de ce que tu ne détermines pas ? C'est-à-dire de ce que tu ne peux pas produire, de ce qui te produit toi ? Et là tu trouves le fantasme du jeune Marx, qui est cette idée d'un retour de l'essence humaine sur elle-même, autrement dit que l'homme peut devenir créateur de son

histoire. Ce qui est vraiment le fantasme idéaliste de base. Et c'est à mon sens cela qui rend le projet marxiste contradictoire. Ce qui n'est pas matérialiste jusqu'au bout dans le marxisme.

Ce sont des idées qu'il faudrait organiser mieux, mais ie pense que ce n'est pas pour rien que la nation est la mauvaise conscience d'un certain marxisme. C'est sa mauvaise conscience parce que c'est vraiment ce qu'il n'a pas maîtrisé : non seulement ce dont il n'a pas la connaissance, mais aussi ce qui peut juger ou se retourner en juge sur le champ de la connaissance acquise. En juge, cela ne veut pas dire pour le condamner ou le rendre nul. mais en tout cas pour le relativiser

Critique communiste : Tu dis que le marxisme n'est pas matérialiste jusqu'au bout. Connaistu une vision du monde qui soit plus conséquente dans le matérialisme que le marxisme ? Un autre type de matérialisme ? Il a toujours existé des courants matérialistes non-marxistes...

R. Debray: Lucrèce est un vrai matérialiste. Il n'y a pas de fin chez Lucrèce et donc pas de finalité. Chez beaucoup de marxistes il y a non seulement une finalité, mais il y a une fin, la fin de la pré-histoire, qui est au fond la fin de l'histoire hégé-

lienne. Il ne faut pas se tromper. enfin! Ecoute, le mode de production communiste chez Marx... ce n'est pas pour rien qu'il en a repris la devise telle quelle à Saint-Simon : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »: ce n'est pas Marx qui a inventé ca. il l'a repris en partie chez les utopistes et ce n'est pas pour rien, c'est parce que c'est une utopie qui ne résiste pas à la moindre analyse. Qu'est-ce que ces besoins fixes, comme si les besoins n'étaient pas indifféremment augmentables, variables et extensibles ? Qu'est-ce que ce mode de production où la contradiction ne joue plus de rôle ?... D'un point de vue marxiste cela ne tient pas debout

Mais la deuxième approche par laquelle la nation est une fantastique machine de guerre théorique contre un certain simplisme marxiste, donc a pu être aussi une arme de guerre efficace dans la pratique, c'est que la conception de l'unité du processus historique chez Marx demeure encore un parti idéaliste : c'est-à-dire qu'elle devrait liquider conceptuellement la présence de la nation. Autrement dit, la conception d'une unification croissante non seulement des conditions de production mais des conditions de vie, la conception d'une évolution linéaire, uniformisante de

l'histoire, avec les cinq modes de production, etc. Cette conception de l'universalité comme réduction des différences, comme réduction progressive des différence ethniques, nationales, culturelles, etc., est vraiment la conception de la raison analytique bourgeoise. Que d'ailleurs Marx et plus encore Engels ont repris directement de l'Aufklärung, de Condorcet, etc. Conception selon laquelle les chemins de fer vont supprimer les frontières et la classe universelle va prendre le pouvoir. parce que le prolétariat, enfin. tu connaîs les phrases célèbres. « on ne lui a pas fait un tort particulier, on lui a fait un tort universel, donc c'est la classe universelle : le prolétariat ne revendique aucun droit particulier », etc. Donc les frontières vont s'écrouler et la République internationale des soviets est là - traduction léniniste du fantasme marxien

Tout cela n'est pas serieux...
L'auteur du Capital l'aurait
sans doute reconnu, s'il en
avait eu le temps... On trouve
parfois chez Marx une opposition de l'universel et du particulier qui fait que pour lui
l'universalisation de l'humanité,
c'est la liquidation de ses particularités. Alors qu'en fait il
y a une dialectique : ce à quoi
on assiste maintenant c'est l'interdépendance croissante des

conditions de production et d'échange économique, donc, en un sens uniformisation, mais. dialectiquement, cela est accompagné d'une multiplication des diversifications culturelles Le retour en force des revendications nationales ou régionales est concomitant, nécessairement, de l'uniformisation économique ; autrement dit, l'égalité n'est jamais l'identité ; une conception dialectique de l'identité inclut la différence et on assiste maintenant à un processus de différenciation croissante des identités culturelles, une recherche de la spécificité qui va de paire avec le constat de la globalité. Je pense à la limite que la réalité historique est encore plus matérialiste que Marx et encore plus dialectique que lui ! En un sens, tous les démentis de la réalité historique depuis un siècle au marxisme sont des démentis matérialistes, c'est-à-dire qu'ils liquident tout l'héritage, tout l'énorme héritage idéaliste qu'il y a chez Marx. Bon, autrement dit, ce n'est pas pour rien qu'il n'v a chez Marx ni une théorie de la politique, ni une théorie de la culture, parce que la politique et la culture c'est actuellement dans l'État ou la nation, dans l'État national que ca se passe. C'est évident que la politique ca n'existe pas chez Marx, c'est tout de même gênant! Il n'y a pas de théo-

rie de l'organisation, il n'y a même pas de théorie qui rende nécessaire une organisation. Je veux dire qu'il y a des lacunes immenses chez Marx et ie crois que toutes ces lacunes, qui sont plus que des lacunes, qui sont des contradictions logées corps du système, elles ont lieu dans la nation. C'est dans cette petite lacune que se cristallise, que se concentre tout le non-dit du marxisme. Mais ce non-dit, quand tu le dis, ca fait exploser le reste. En ce sens je pense que la nation c'est vraiment le novau atomique dans la déflagration du marxisme en tant que théorie et du socialisme en tant que pratique. Exemple : Ce qui s'est passé depuis cent ans. Alors que s'est-il passé depuis cent ans? Nous pouvons maintenant en parler.

Je t'ai livré quelques présupposés qui sont nécessaires... Maintenant, on peut localiser des questions de détail, on peut si tu veux les fonder.

Critique Communiste : Dans ton article du Nouvel Observateur tu critiques, à notre avis à juste titre, la position erronée de Marx et Engels au sujet des Tchèques, Croates et autres slaves du sud considérés par eux comme des alliés de l'autocratie tsariste, etc. Néanmoins il nous semble que tu vas un peu vite en besogne quand tu

écris que « l'invasion de la Tchécoslovaquie est dans le droit fil de l'orthodoxie marxienne » ! Ne vois-tu pas de différences fondamentales entre la problématique révolutionnaire de Marx en 1848 et la « raison d'État » conservatrice de Brejnev en 1968.

R. Debray: Oui, bien sûr, c'était une boutade que de dire que l'invasion de la Tchécoslovaquie est dans le droit fil de l'orthodoxie C'est une boutade mais - le « mais » est à souligner trois fois - ce qu'il y a, tu connais cela mieux que moi. Carlos, c'est que l'auto-détermination nationale n'est iamais pour Marx un principe absolu. Elle est toujours dépendante du contexte politico-économique. Donc, on est contre les Slaves du Sud, les Croates et les Tchèques parce que c'est des alliés politico-éconocontexte du mique tzariste, on est pour les autres parce qu'ils sont en train de dépecer la « prison des peuples », etc. Et, deuxièmement, on est pour l'invasion des yankees au Mexique, on est pour la colonisation francaise en Algérie, on est pour la colonisation britannique aux Indes. Pourquoi ? Parce que ca accélère le processus général. Donc, tu reconnais que l'indépendance nationale n'est iamais pour Marx un critère ultime. mais toujours subordonné à

quelque chose d'autre. C'est subordonné à quoi ? A ce qu'il appelle le mouvement général ou encore la révolution prolétarienne internationale. Autrement dit, il y a toujours subordination de la partie aux intérêts du tout.

Tu connaîs cette lettre d'Engels, très extraordinaire, de 1887 où il dit : « si les Alsaciens soulevaient, ils provoqueraient une guerre entre l'Allemagne et la France, et nous sommes contre cette guerre, elle est contraire aux intérêts du prolétariat européen » donc on serait d'accord pour taper sur la queule des Alsaciens s'ils se rebellaient. Autrement dit, le national c'est la partie, les intérêts du mouvement général c'est le tout; quand Breinev dit, ou quand Fidel Castro dit - c'est plutôt Fidel qui l'a dit et pas Breinev - c'est très injuste ce qui se passe en Tchécoslovaquie. mais les intérêts de la partie doivent passer derrière ceux du tout, en l'occurence de la communauté socialiste telle qu'elle existe dans l'affrontement des deux systèmes, la satisfaction des justes revendications tchèques favorisera à court et moyen terme le camp capitaliste, donc les intérêts du camp ou de la communauté socialiste doivent passer avant les légitimes revendications tchèques ce discours est rigoureusement marxien. Il y a un problème :

qui décide des intérêts du tout. c'est-à-dire qui est là pour dire que les intérêts du mouvement général sont en cause ? Marx n'y répond pas parce qu'il n'y a pas de pensée politique chez Marx. Marx n'a jamais posé la question de savoir qui est-ce qui va identifier les contradictions entre la partie et le tout. C'est le problème de la représentation, c'est-à-dire de la délégation des pouvoirs : de l'autorité, du centralisme, etc. Mais comme il n'y a pas une théorie du politique chez Marx, il s'en fout; disons que formellement, le raisonnement de Breinev, le raisonnement d'Engels en 1887 à propos des Alsaciens, et le raisonnement général de Marx sur toutes ces questions (sauf quelques éclairs sur l'Irlande. etc.) sont les mêmes.

Critique communiste : Je pense que tu as une vision trop formelle du problème, c'est pour cela que j'ai posé la question. D'un point de vue purement formel, on pourrait effectivement établir une analogie, mais si tu cherches le contenu, et c'est ca que je voulais souligner. pour Marx le contenu au nom duquel, à tort à mon avis, il posait de cette manière la problématique des Tchèques, était quand même la révolution démocratique et prolétarienne en Europe ; tandis que dans le cas de Breinev le contenu concret,

c'est le maintien du système de domination bureaucratique en Europe de l'Est, etc. Donc, je dis : au-delà de la ressemblance formelle qui peut exister, il y a une différence de contenu qui est capitale et que tu ne soulignes pas dans ton intervention.

R. Debray: D'accord, d'accord, je m'en tiens au formel, ce qui est une erreur; maintenant, sur l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, certainement nos raisons ne sont pas les mêmes. mais on se retrouve dans la condamnation. Mais yous parce que vous dites, ca étend l'empire bureaucratique et le système bureaucratique, et moi je dis parce que toutes les fois qu'on veut imposer le régime socialiste contre l'affirmation d'une identité nationale, c'est le régime socialiste qui perd. Parce que, ce que l'histoire montre, c'est que le prolétariat contre la nation, c'est le pot de terre contre le pot de fer. Toute l'histoire contemporaine montre que les dictatures du prolétariat ne se sont implantées que lorsqu'elles se sont assimilées à une lutte de libération nationale ou à la sauvegarde de l'identité nationale. Il y a une chose très frappante, c'est la facon dont Marx rend compte de la Commune. Car quand on étudie la Commune tant soit peu, il y a une dimension qui éclate à la queule du premier venu,

c'est la dimension patriotique. Et même chauvine | Et Marx qui a imposé sa mythologie de la Commune, puisque c'est à travers sa grille qu'on la déchiffre, a complètement liquidé cet aspect de sursaut patriotique contre l'envahisseur. Pourquoi on fout Trochu et Jules Favre à la porte ? Parce qu'ils n'ont pas su lever le siège de Paris, parce que les percées qu'ils ont essayé d'opérer ont été des percées faibles, bref parce qu'on les accuse de complicité avec l'ennemi ! Il v a une dimension patriotique extrême dans la Commune, qui naît d'un sursaut patriotique. Chez Marx, on n'en parle pas.

La seule révolution socialiste contemporaine qui n'est pas, apparemment, liée à une lutte de libération ou de conservation nationale, c'est la Révolution russe. Bon. Mais pour combien de temps ? Ce qui a enraciné le parti bolchévique dans les masses soviétiques, ce sont les deux luttes de défense nationale qu'il a menées, en 1919 et en 1941. Je ne pense pas que le bolchévisme aurait pu s'identifier à la substance sociale soviétique sans les deux querres de libération. Quant au reste, inutile d'en parler. Je veux dire la Chine, Cuba et le Vietnam parlent tout seuls. Donc, à la limite, il me semble préférable qu'une identité nationale s'affirme contre un système socialiste en vigueur que l'inverse, car dans le premier cas, on laisse une chance à un socialisme futur, dans le deuxième cas, on fait du socialisme un corps étranger à la nation. Et c'est ce qui se passe dans tous les pays où le socialisme n'a pas été le produit d'une lutte nationale générale, c'est-à-dire une lutte de masse; bref, quand le socialisme est d'importation, il est fragile par nature. Autrement dit, c'est plus par respect du nationalisme tchèque comme valeur suprême que comme critique d'un certain type de socialisme, bureaucratique et soviétique, que je refuse instinctivement l'invasion des pays du Pacte de Varsovie.

Critique communiste: Tu écris dans le Nouvel Observateur: « En Occident, sous l'égide du Maréchal, le sommeil dogmatique se paiera cher: Budapest, Prague — entre autres ». Faut-il attribuer Budapest (1956) et Prague (1968) au dogmatisme de Staline et ses disciples, ou plutôt à leur « adaptation » du marxisme au nationalisme grand-russe?

R. Debray: J'avoue que je n'ai pas trop d'avis sur la question. Tout cela me semble mêlé. Si tu veux, la grande force du stalinisme ça a été sa médiocrité nationale, je veux dire le fait que dans la lutte pour l'héritage

entre 1924 et 1928 Staline s'identifie naturellement aux conditions arriérées des grandes masses russes, par rapport à Trotsky qui est l'avant-garde internationaliste et industrielle et consciente. En plus que lesdites masses sont fatiquées et en ont marre de faire la révolution. Files sont non seulement fatiquées mais décimées par la famine et les guerres. Et la grande force de Staline contre Trotsky c'est ce que tu appelles son nationalisme grand-russe. Sa force, la force qui lui a permis de l'emporter alors sur l'opposition de gauche, ce sera évidemment aussi et par voie de conséquence la faiblesse du stalinisme, c'està-dire son étroitesse, son chauvinisme.

Cela dit, on ne va pas entrer dans une analyse des causes des insurrections hongroise et tchèque. D'abord parce que je n'y connais rien et parce que ce n'est pas le thème.

Critique communiste: Ce n'était pas ça la question. Le problème est le suivant: tu avais l'air d'attribuer les déboires du marxisme, dont Prague et Budapest seraient des exemples, à ce dogmatisme qui oublie la question nationale. Tandis qu'à mon avis c'était le contraire, c'est-à-dire, ce n'est pas par excès d'internationalisme abstrait que le stalinisme a abouti à Budapest et Prague, mais c'est au contraire

par manque total d'internationalisme, par chauvinisme grandrusse qui veut opprimer une autre nation, etc., c'est contre cela que, effectivement ces nations se sont rebélées, à juste titre d'ailleurs. Tu vois, je fais l'analyse inverse...

R. Debray: Il est évident qu'on n'aura pas une définition d'internationalisme rigoureuse tant que l'on n'aura pas une position rigoureuse sur la question nationale.

Critique communiste: Que penses-tu de l'internationalisme? Est-il possible, et/ou souhaitable? Quelle place doit-il occuper dans une politique socialiste authentique?

R. Debray: Tu poses la question à cent mille dollars! Si quelqu'un pouvait te répondre.. moi je l'écouterais bien volontiers: c'est la question que l'on se pose tous: qu'est-ce que l'internationalisme aujourd'hui?

On peut d'abord faire des constats. Je crois qu'il ne faut pas se lancer dans le Wishfull thinking, mais d'abord dans l'enregistrement des données historiques. 1) - La première donnée — on en a parlé — c'est que les victoires de la révolution socialiste ont toujours été liées d'une façon ou d'une autre à un mouvement de libération nationale de type colonial ou non. 2) - Du côté des pays capitalistes, dans toutes les périodes

de crise, on a constaté que l'identification à la nation était toujours plus forte, même dans le prolétariat, que l'identification à la classe. Je veux dire dans les grandes masses. La crise de la social-démocratie en 1914. ce n'est pas seulement la trahison d'une pojanée de chefs - idée contre laquelle Lénine s'est insurgé. Ce n'est pas seulement la conséquence historique de toute une période sociale avec la formation des pays impérialistes et par là même d'une aristocratie ouvrière

C'est, ie crois, quelque chose de plus profond (on a d'ailleurs retrouvé des choix analogues dans des alternatives du même genre dans d'autres circonstances) : ie veux dire que la division horizontale en classes est apparue dans l'histoire des sociétés beaucoup plus tard que la division culturelle segmentaire: ethnie, nation, peuple, et qu'il y a une loi anthropologique, aussi bien dans l'organisation psychique que dans l'organisation sociale, aussi bien de l'ontogénèse que de la philogénèse, et qui est que les couches les plus profondes d'une formation nationale ou d'une personnalité sont celles qui résistent le mieux. Autrement dit que l'archaique, c'est le noyau dur. Ce qui est le plus ancien est le plus actif. Donnée psychanalytique et historique de base.

Critique communiste: Si tu permets, une petite question: qu'est-ce que tu penses que les dirigeants du mouvement ouvrier auraient dû faire en août 1914?

R. Debray :: Je suis bien en peine de te répondre ! Ca vraiment, c'est la question-piège! J'ai l'impression de me trouver dans un examen tout à fait stalinien de la commission des cadres, parce que ca, c'est vraiment une question-piège, d'abord parce que l'on sait quelle est la « bonne réponse ». « lutter contre le nationalisme traitre des sociaux-démocrates et aller à la Conférence de Zimmerwald et Kienthal, prendre son train pour la Suisse, etc. ». Mais moi ce n'est pas le genre de question que je pose : ce qui m'intéresse, ce n'est pas la justesse rétrospective des positions, c'est de constater ce qui s'est passé, d'abord dans les masses du mouvement, et des partis social-démocrates d'alors, c'està-dire des avant-gardes ouvrières. et d'essayer de comprendre.

Critique communiste : Si tu constates, il faut constater pour tous. Cela ne s'est pas passé en Russie et non plus en Italie. En tout cas pas de la même façon. C'est-à-dire, il n'y avait pas fatalité pour que cela se passe partout de la même manière qu'en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne.

Il y a eu des différences sensibles dans l'attitude du mouvement ouvrier. Même les menchéviks russes n'ont pas basculé de la même façon dans le chauvinisme. Alors que les masses russes ont effectivement basculé dans le chauvinisme.

R. Debray: Cela s'explique facilement. Même à l'intérieur d'une problématique historique quant à la génèse des notions en cause. L'Italie était une nation jeune, à formation nationale très récente, très faible, et dont les antagonismes historiques étaient peu prononcés avec l'Allemagne. Quant à la Russie, il ne s'agissait pas d'un État-nation proprement mais d'une mosaïque de peuples avec identification nationale faible. Donc il était normal que l'intérêt national joue peu. En gros, ce que je veux dire en tant que matérialiste, c'est que je constate que l'instinctif est déterminant par rapport au conscient. Je constate qu'il n'y a pas d'instinct internationaliste mais qu'il y a une conscience internationaliste. J'en déduis, et la réalité est avec moi, qu'à que fois que l'instinct national se heurte à la conscience internationaliste, c'est l'instinct qui a un effet de masse supérieur.

Voilà. C'est tout. Si je regrette cet état de fait ? Je le déplore, de même que je déplore que je doive mourir un jour, mais c'est dans mon programme génétique.

On peut sauter tout de suite à des conséquences tout à fait contemporaines, personnelles et cruelles. Prenons le Che et la Bolivie. Sans épiloguer beaucoup ie te dirais que lorsqu'en 1971 une délégation des forces populaires boliviennes est venue à la Havane pour le 26 juillet et qu'un dirigeant mineur, de la Fédération des Mineurs de Bolivie a pris la parole sur la Place de la Révolution, en faisant l'historique des luttes populaires boliviennes de la dernière période, par un curieux lapsus il a oublié de mentionner la guérilla du Che. La guerilla du Che, l'opération la plus purement internationaliste de l'histoire contemporaine, à la fois moralement désintéressée et chimiquement pure, ne paraît pas avoir été incorporée à la réalité nationale bolivienne et donc reste encore dans la mémoire populaire et historique comme un corps étranger ou annexe. C'est tragique mais il faut comprendre pourquoi. Cela n'a rien de très agréable, mais c'est un fait. Moi je suis marxiste et je respecte les faits. Je ne fais pas la loi aux faits, j'essaie de comprendre la loi des faits

Critique communiste : Tu écris, non sans raison, que l'euro-centrisme (au service de l'impérialisme) est la tare originelle de la lle Internationale, de Kautsky à Guy Mollet ? Penses-tu que le PS français est libéré de cette tare ?

S. Debray : Je réponds non, le PS ne me semble pas libéré, ce qui ne veut pas dire que rien ne se passe et rien n'avance. Mais en gros sa pesanteur est évidemment européo-centrique. Son inscription à l'Internationale Socialiste est la traduction organisationnelle de cet héritage. Compte tenu du fait que la social-démocratie a toujours été intéressée à la dissémination social-démocrate dans le Tiers-Monde, ce qui dans l'optique de la lutte de classes se comprend fort bien : la seule manière crédible d'être contre-révolutionnaire dans ces pays, c'est d'être réformiste. D'où la grande action de l'Internationale Socialiste, notamment de la social-démocratie allemande, comme courroie de transmission des États-Unis : en Amérique Latine, en Afrique, au Portugal. Tout cela fait partie d'un jeu normal qui n'a pas changé depuis cinquante ans...

Critique communiste: Penses-tu que la fondation de la IIIe Internationale par Lénine en 1919 comme parti mondial discipliné, avec ses sections nationales, etc. a été une erreur historique, qui sous-estimait le fait national? R. Debray: Cela a certainement été une erreur mais l'histoire rendait l'erreur nécessaire: il était nécessaire que ce qui passait pour une évidence à l'époque fût mis à l'épreuve de l'histoire, car aucune démonstration n'avait encore été faite de l'erreur. L'erreur fut de considérer le prolétariat mondial comme une entité indépendante de ses déterminations nationales et culturelles. Autrement dit, on pensait qu'il pouvait y avoir une armée internationale, avec un état-major, une tête, bref selon le modèle militaire de Zinoviev, avec toutes les métaphores militaires de l'époque. C'est une erreur de principe. C'est de l'idéalisme.

Cela a donc été du volontarisme organisationnel. Mais il faut remonter plus loin : de facon générale, les Internationales ne servent jamais au but qu'elles s'assignent. Le but de toutes les Internationales c'est la révolution socialiste, depuis la première, de 1864, jusqu'à la quatrième, que vous connaissez bien. Eh bien, toutes les révolutions socialistes, tous les pas en avant du socialisme qui ont eu lieu dans la réalité historique depuis un siècle, ont eu lieu indépendemment d'une Internationale. Que ce soit la Commune de Paris en 1871 ou la Révolution cubaine en 1959. Elles ont toutes eu lieu indé-

pendemment de la volonté ou du plan et des organisations des Internationales. La Commune de Paris, comme tu sais, n'a rien eu avec la 1ère Internationale, qui n'a pu qu'enregistrer l'événement, lequel événement a d'ailleurs déclenché la fin de l'Internationale par ses retombées. La Ile Internationale n'a produit que des échecs; la seule victoire, celle de la Révolution russe s'est faite contre elle: la IIIe Internationale n'a produit que des échecs - Allemagne, Italie, Hongrie, Espaane - et la Révolution chinoise s'est faite sans elle ou contre elle (les deux thèses sont admissibles ou compatibles). Quant à la naissance des États socialistes de l'Europe de l'Est en 1944, elle a lieu un an après la dissolution de la IIIe Internationale, et sur la base de ce que tu appelles le « chauvinisme grand-russe », et de ses tanks.

Quant à la révolution cubaine, vietnamienne et de façon générale la Révolution coloniale ou semi-coloniale, elle n'a rien à voir avec une organisation qui était censée être le cadre de développement de ces mouvements. Finalement les Internationales ont été des pépinières de cadres et ont jeté les bases de ce qui allait se retourner contre elles, c'est-à-dire des partis nationaux. Au fond, la victoire des Internationales,

c'est la mort des Internationales. Chose que Marx avait très bien compris et qui fait que quand il dissout la 1ère Internationale il pousse des cris de joie; il dit que le mouvement a assez grandi, la preuve qu'il est fort c'est qu'il n'a plus besoin d'une organisation centrale. L'achèvement de l'Internationale c'est la dissolution de l'Internationale. D'ailleurs, à quoi a servi la IIIe Internationale ? A éduquer des gens comme Thorez. Togliatti et Santiago Carrillo, à édifier des partis de masse nationaux, c'est-à-dire à édifier des partis qui prononcent l'arrêt de mort de l'Internationale ou de l'internationalisme. C'est une opération dialectique fort triste. mais dont on peut se réjouir aussi bien. Actuellement on assiste de toute facon à un mouvement centrifuge général, et la centrifugeuse c'est l'histoire même, le développement historique même. Quand Lénine fonde la IIIe Internationale en appelant à la formation d'une République Mondiale des Soviets. c'est qu'il n'existe rien; autrement dit, l'ampleur de sa visée témoigne de la pénurie de ses moyens ; plus les visées se réduiront, plus les moyens augmenteront. Autrement dit, la seule façon d'être internationaliste, c'est de faire la révolution chez soi. Cette petite conclusion est parfaitement réthorique, mais c'est tout de

même vrai, en gros.

La vraie réponse à ta dernière question est dans un truisme qui est en fait un paradoxe bouleversant : ce sont les masses qui font l'histoire. Si tu vas jusqu'au bout de ce truisme tu arrives à des conclusions désespérantes ou enthousiasmantes, en tout cas pas aux conclusions que tu crois ou que tu veux. Parce que si ce sont les masses qui font l'histoire, et si les masses ne sont pas une abstraction, une entité qui se balade de l'est à l'ouest, pardessus les frontières et les langues, si les masses n'existent que comme masses inscrites dans des collectivités culturelles et naturelles sont les nations et les civilisations, autrement dit masses n'existent que sous la forme historiquement déterminée de masses nationales, elles font l'histoire comme ce qu'elles sont et là où elles sont, par le bas et jamais par le haut, par le segmentaire et jamais par le global. Autrement dit, il n'y a pas une même histoire pour tout le monde et l'histoire n'a pas la même heure selon qu'on est à Tokio, à Paris ou à Pékin ou au Venezuela : à la limite, si un programme de révolution mondiale consiste à rassembler le multiple sous l'unité, donc à rationaliser le mouvement, ce programme par nature va à l'encontre du processus histo-

rique qui, lui, va de l'unité vers le multiple. C'est toujours par le bas que les choses se passent. c'est toujours le multiple qui est victorieux. Tout programme ébauché par en-haut a un novau d'idéalisme qui en fait à la fois la grandeur sur le papier et l'inconsistance dans l'histoire réelle. La révolution ne se téléguide pas, ne se télécommande pas: si l'on veut faire la révolution dans un village de la Bolivie du sud, dans la frontière paraguavenne, c'est l'épicier du coin qui décidera si la révolution aura lieu et ce n'est jamais un cerveau à dix mille kilomètres de là. Tout ce que peut faire ce cerveau c'est de comprendre les motivations de l'épicier qui n'est iamais sorti de son coin. et qui fait l'opinion publique dans son village; essayer de comprendre ce que veulent les paysans de ce village, et ils ne veulent pas la révolution mondiale et internationale, parce que la révolution mondiale. ils ne savent pas ce que c'est, parce que le monde ils ne savent pas ce que c'est, puisqu'ils ne sont jamais sortis de leur village. Quand les guerilleros boliviens de 1967 expliquaient aux paysans de Muyopampa qu'il fallait soutenir le Vietnam, ils croyaient que le Vietnam était un village voisin et ils ne comprenaient pas trop ce que cela voulait dire. Et quand on leur parlait de

l'impérialisme vankee, ils ne savaient pas du tout ce que c'est, ils n'avaient iamais vu un Américain de leur vie. Par contre ils étaient très en colère contre le préfet de leur département parce qu'il n'avait pas réparé le pont sur le torrent voisin... Faire la révolution ca voulait dire les aider à réparer le pont et à leur faire comprendre pourquoi le préfet n'avait aucun intérêt à ce que le pont soit en état de marche. Donc, c'est toujours par le bas que la révolution se fait, très modestement et sans maiuscules. Comme le propre de l'Internationale c'est d'avoir une majuscule, c'est promis à l'inefficacité, ce n'est qu'une superstructure.

La nation n'est pas une superstructure, la nation comme la langue sont des infrastructures, car la culture c'est aussi une infrastructure; les Internationales par contre sont des superstructures et par là même balayées rapidement par l'histoire.

Critique communiste: La démarche dialectique vise précisément à dépasser cette opposition entre la guerre du Vietnam et le pont sur le torrent, Le révolutionnaire internationaliste qui veut ouvrir un deuxième front en Bolivie pour venir en aide au Vietnam, doit comprendre que pour atteindre ce but il faut commencer par discuter avec le paysan sur le problème du pont du village. Par cette démarche tu opères un dépassement dialectique de la contradiction entre l'universel et le particulier. C'est cela, à mon avis. la démarche de l'internationalisme marxiste; partir de la réalité concrète locale vers le mouvement international dans un rapport dialectique réciproque entre l'universel et le particulier - rapport qui disparaît dans ton exposé du problème.

R. Debray : Je suis d'accord avec toi, ça tient à ce que ma manière est polémique et donc unilatérale, je réponds à une déviation par une déviation en sens contraire. En fait tu as tout à fait raison, la dialectique est à trouver mais c'est là où nous nous opposerons, même si nous sommes d'accord sur cette nécessaire articulation du particulier sur l'universel. Je pense que le cadre international ou le champ mondial de la lutte de classes est un déterminant théorique pour l'intelligibilité des luttes nationales. On ne peut pas comprendre ce qui se passe en Bolivie si l'on n'a pas d'abord la maîtrise théorique des luttes mondiales dans ses grands axes; mais le national est le déterminant pratique, qui est donc le point de départ dans l'action; pour que les analyses

théoriquement primordiales de la situation mondiale de la lutte de classes deviennent efficaces c'est-à-dire produisent des modifications réelles du champ historique, il faut que l'analyse des conditions de la lutte de classes nationale en Bolivie soit le point de départ réel. Il y a une sorte de jeu : ce qui est premier dans l'ordre de la théorie n'est pas premier dans l'ordre pratique. Peut-être toute l'astuce consiste à faire fonctionner l'internationalisme dans sa tête. mais faire fonctionner le national avec ses mains et ne iamais mettre l'international en première ligne : parce que alors tu te casses la queule..

A la limite, de l'internationalisme on peut dire qu'il faut y penser toujours et n'en parler jamais. Et je constate que c'est dès qu'il cesse d'en parler qu'un parti révolutionnaire devient fort, c'est-à-dire devient national. C'est-à-dire cesse d'être une secte pour devenir un parti de masse, c'està-dire un parti « arriéré », fatalement. Dans l'histoire du mouvement communiste international il y a des coupures qui s'opèrent : la coupure qui s'opère dans le PCF entre 1935 et 36 est une chose fondamentale. Une avant-garde prolétarienne très localisée, très refermée sur elle-même, devient d'emblée un parti national, un

parti de masses. Et ça c'est irréversible. Le parti italien a connu la même chose en 1943.

Critique communiste: Tu penses que l'internationalisme correspond à une certaine réalité, mais qu'il ne faut pas en parler parce que les masses ne peuvent pas le comprendre. Est-ce qu'il n'y a pas une conception statique des masses, comme étant incurablement incapables de comprendre ce qu'une avantgarde a compris, c'est-à-dire le cadre international, etc.?

R. Debray: Non, il ne s'agit pas du tout d'un problème électoraliste ou opportuniste de se mettre au niveau des masses. ce n'est pas ca: c'est que ce qui dans l'ordre des forces motrices d'une situation sociale est déterminant est le système des causes locales. C'est un problème opérationnel. Pour savoir ce qu'il faut faire en France maintenant, en 1976, la réponse à cette question est située dans la formation sociale française: elle n'est pas située ailleurs. Elle n'est pas du tout située dans l'analyse ou le bilan que tu peux faire des luttes internationales ou européennes, etc. Ce qui est déterminant est touiours local.

On tourne autour d'une définition très simple que Mao a donnée remarquablement, qui est : « la cause externe ne peut agir que par l'entremise de la

cause interne ». Et la cause interne, c'est toujours à l'intérieur, à l'intérieur d'une ville s'il s'agit d'avoir un effet municipal, de la région pour un effet régional, bref toujours homogène a son effet. C'est toujours sur la cause interne qu'il faut faire levier car c'est là le point d'application maximum de toute force. Si tu veux. c'est pratiquement un problème de mécanique simple. Il ne faut pas se tromper de cause, il faut faire porter ton énergie sur le point qui peut faire transformer la situation. Et là c'est toujours la cause la plus infime. c'est pratiquement la matérialité infime qui est motrice et non pas les grands cadres idéaux ou matériels, mais extérieurs au point d'application. C'est vraiment un problème de mécanique simple et pas du tout un problème de ne pas heurter les masses, en leur parlant du Vietnam parce qu'elles ne savent pas ce que c'est. Si elles ne savent pas ce qu'est le Vietnam, c'est un effet, c'est parce que cela ne les concerne pas directement : cela ne les concerne qu'indirectement. Il faut agir directement sur les causes directes.

Critique communiste : Je voudrais revenir sur l'exemple d'août 1914 en Allemagne. Evidemment les militants qui veulent agir dans un sens révolutionnaire doivent nécessairement prendre en considération la formation sociale allemande en 1914, les classes sociales, les forces politiques, le niveau de conscience des masses. les traditions nationales en Allemagne, etc. Cela dit, si l'on part de la présupposition que les masses ne sont pas incurablement condamnées à l'incompréhension de l'internationalisme. cette analyse des conditions nationales concrètes doit permettre aux révolutionnaires de déterminer une stratégie et une tactique visant à faire dépasser aux masses leur niveau de conscience immédiat, c'est-àdire le chauvinisme, la défense du Kaiser, etc. En d'autres termes, il n'y a pas de contradiction entre partir des conditions concrètes de la formation sociale et viser à une stratégie qui est internationaliste.

... A ton avis que doivent faire les révolutionnaires en France ? Actuellement ils sifflent le drapeau tricolore et la Marseillaise, et crient « les frontières on s'en fout ». Par contre ils défendent les droits nationaux des Bretons et des Corses. Qu'en penses-tu ?

R. Debray: Ma position à l'égard des devises, emblèmes et mentalités nationales est tout à fait contraire aux normes soidisant révolutionnaires, car pour moi la révolution ne pourra triompher en France que lors-

qu'elle reprendra à son compte l'héritage national. C'est seulement en s'inscrivant dans le droit fil de cette histoire nationale singulière qu'on peut rompre le fil. C'est l'éternelle dialectique entre la continuité et la rupture : il n'y a de rupture possible que lorsqu'on assume la continuité. Je constate d'ailleurs, à ma surprise, que tous les révolutionnaires que i'ai connus étaient des patriotes fouqueux, que leur internationalisme était généralement un messianisme national, et que à Cuba et au Vietnam, être révolutionnaire - et pas seulement maintenant, puisque l'État ouvrier existe, mais aussi avant c'est être nationaliste. Quand on fait partie d'une nation dominante comme nous, est-ce qu'on doit liquider tout l'héritahe national ou doit-on liquider seulement ce qu'il y a de dominateur et d'impérialiste dans cet héritage? Je pense qu'il faut liquider le négatif et prendre en charge le positif, qui est pour nous, en France, extraordinairement fécond

puisque nous avons eu la chance d'avoir une révolution qu'on méprise sous le nom de national-démocrate, mais qui fait tout le sel de ce pays et de son histoire. Quand on a la chance d'avoir derrière soi Valmy, Saint-Just, la Commune de Paris et la Résistance, vraiment on

est en position de force. Quand on a la chance d'avoir une classe dominante qui par nature préfère Hitler au Front Populaire, qui par nature est alliée à l'étranger, eh bien, on en profite! Et on en profite non par cynisme ou par opportunisme, on en profite parce que les intérêts de la nation coincident avec les intérêts de la révolution. Après tout, merde, la Marseillaise est un chant révolutionnaire et je l'ai entendu chanter en Bolivie par des ouvriers: et l'Internationale est un chant français, qui a été écrit par Eugène Pottier, et je suis très content en tant que Français que sur la Place Rouge de Moscou et la Place Tien-Amen de Pékin des millions de voix reprennent ce qui a été l'invention d'un artisan français en 1871. Pour moi, c'est avec allergie et une incompréhension stupéfaite que je reste devant ce que nos révolutionnaires appellent l'internationalisme, qui consiste généralement à prendre en compte le nationalisme des autres, c'est-à-dire soit le nationalisme chinois déquisé sous le nom de maoïsme, soit le nationalisme des pays coloniaux, algérien, cubain, vietnamien, et de ne pas prendre en compte la racine nationale et populaire dont nous sommes le produit.

Autrement dit : il n'y a aucune contradiction de principe et de

fait entre drapeau rouge et drapeau tricolore: je m'inscris dans le droit fil du national-communisme. Je constate d'ailleurs que partout où le communisme veut dire quelque chose il est national-communisme, que ce soit en Yougoslavie, en Chine ou à Cuba. C'est en revendiquant l'héritage de Sun-Yat-Sen - lequel revendiquait l'héritage des Taiping - que Mao-Tse-Toung s'est imposé face aux Japonais, c'est en revendiquant l'héritage de Marti que Fidel est devenu ce qu'il est. Je ne sais pas ce que c'est qu'être révolutionnaire en France aujourd'hui, mais s'il émerge un jour une grande fiqure de révolutionnaire, cette figure assumera et revendiguera l'héritage de tous les grands héros nationaux français. C'est une banalité triviale, qu'il faut dire parce qu'il y a un dépérissement évident du sentiment national en France; qui est très apparent, mais il ne faut pas 'se laisser prendre à cette apparence.

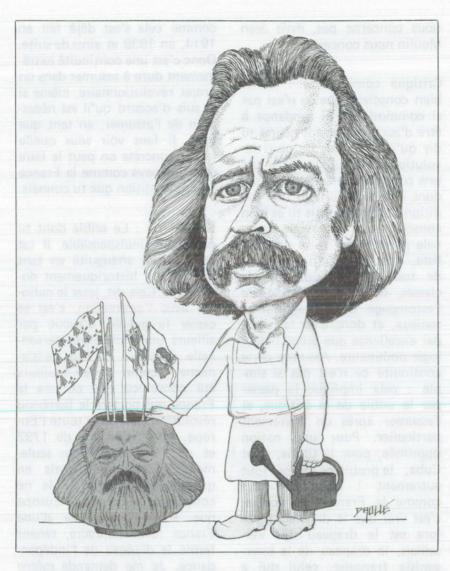
Et je pense que ce n'est pas seulement l'opposition entre nation dominante et dominée qui doit nous guider à ce sujet; dans l'héritage national d'une nation dominante il y a des éléments dominés, il y a les traces des dominés antérieurs qu'il s'agit de reprendre. Il est évident que Pétain cela ne

nous concerne pas, mais Jean Moulin nous concerne.

Critique communiste : Tu es bien conscient que ce n'est pas si commode... J'ai tendance à être d'accord avec toi quand tu dis qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire qui ne capte pas une continuité et une tradition. donc une continuité et une tradition nationale, mais tu es bien conscient que l'idéologie nationale patriotique, voire nationaliste, c'est le terrain d'élection de toute la collaboration de classes, de l'Union Sacrée, de l'estompage des antagonismes sociaux, et donc c'est la forme par excellence que prend l'idéologie dominante. Assumer cette continuité ce n'est pas si simple : cela implique la passer par le crible de la critique, et l'assumer après un traitement particulier. Pour une nation opprimée, pour la Chine, pour Cuba, le problème se pose tout autrement! Pour un pays comme la France par contre. c'est vrai que le drapeau tricolore est le drapeau des Versaillais, le drapeau de la bourgeoisie française, celui qui a flotté sur l'Empire français... les choses ne sont pas si simples. Il est vrai aussi que le patriotisme c'est l'opium du peuple de France, et c'est au nom d'une idéologie de ce genre qu'on justifiera toutes les boucheries,

comme cela s'est déjà fait en 1914, en 1939 et ainsi de suite. Donc c'est une continuité extrêmement dure à assumer dans un projet révolutionnaire, même si je suis d'accord qu'il est nécessaire de l'assumer, en tant que telle. Il faut voir sous quelle forme concrète on peut le faire dans un pays comme la France avec la tradition que tu connais.

R. Debray : Le crible dont tu parles est indispensable, il est lié à notre ambiguité en tant que nation historiquement dominante. Cela dit, ieter le national avec l'oppression, c'est se casser la queule. J'avoue par ailleurs une inclinaison personnelle pour un certain messianisme jacobin ; j'ai toujours été convaincu que ce sera la France qui portera le flambeau révolutionnaire dans toute l'Europe. Le jacobinisme de 1792 et de 1848 m'est non seulement sympathique, mais en quelque sorte naturel. Je ne concois de salut pour l'Europe que sous l'hégémonie d'une France révolutionnaire, tenant ferme le drapeau de l'indépendance. Je me demande même si toute la mythologie antiboche et le séculaire antagonisme avec l'Allemagne ne va pas redevenir un jour indispensable pour la sauvegarde d'une révolution, ou même d'un processus national-démocratique.



Arrêtons là, si tu le veux bien, mes provocations « théoriques » et politiques, qui ne sont que des incitations à aller au-delà du déjà-connu, à penser aux extrêmes en quelque sorte, pour mieux tester la solidité de la demeure où l'on a choisi de penser et de vivre. Secouer le marxisme pour s'en assurer, non pour le détruire.

(Propos recueillis par Carlos Rossi)

Qu'est-ce que l'internationalisme

Les fondements objectifs de l'internationalisme

Trotsky écrivait en 1929 que « l'internationalisme n'est pas un principe abstrait mais le reflet théorique et pratique du caractère de l'économie mondiale, du développement mondial des forces productives et de l'échelle mondiale de la lutte des classes » (1).

Cela ne signifie pas que pour les communistes l'internationalisme n'ait pas aussi une dimension éthique : dans la lettre-testament qu'il a rédigée à la veille de son suicide (comme protestation contre l'exclusion de Trotsky du parti bolchévique) Adolf Yoffé écrivait : « Il y a plus de trente ans, j'ai fait mienne cette concéption que la vie humaine n'a de sens que dans la mesure où elle est au service d'un infini, qui pour nous est l'humanité » (2).

Ces dernières paroles d'une bolchévique internationaliste conséquent suggèrent que dans la vision du monde marxiste, athée et matérialiste, l'humanité (dont le prolétariat est la force émancipatrice) est le seul élément qu'on pourrait désigner comme « sacré », c'est-à-dire, selon la définition du *Petit Robert*, « qui a un caractère de valeur absolue ». Autrement dit, le mot d'ordre « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » est la réponse de l'éthique communiste à « l'Amour sacré de la patrie » de l'idéologie bourgeoise. Cependant, si

l'internationalisme n'était qu'un principe moral, un impératif catégorique révolutionnaire, il serait facile de le classifier comme une aimable utopie, comparable à la fraternité chrétienne, et aussi peu efficace. En réalité, l'internationalisme prolétarien puise sa force politique dans des conditions objectives concrètes et matérielles, déjà analysées par Marx dans le *Manifeste Communiste*: l'unification économique du monde par le système capitaliste.

Comme toute totalité dialectique, le système capitalisme mondial n'est pas la somme des économies nationales, ni la lutte de classes internationale la somme des luttes nationales. Elles constituent des tous structurés, régis par les lois propres, distinctes des propriétés des éléments qui les constituent. Lukacs souligne dans *Histoire et Conscience de classe* (1923) que la catégorie de la totalité était, au niveau méthodologique, le porteur du principe révolutionnaire du point de vue de la totalité, la compréhension que tout phénomène local ou national ne peut être saisi dans la théorie et transformé par la pratique, si l'on fait abstraction de son lien dialectique avec la totalité, c'est-à-dire avec le mouvement économique, social et politique mondial.

En réalité, l'analyse de Marx dans le *Manifeste* est beaucoup plus actuelle à notre époque qu'en 1848 : l'impérialisme a imposé au système capitaliste mondial un degré beaucoup plus avancé d'intégration, le contrôle du marché par les monopoles multinationaux est incomparablement supérieur, et un mot, l'unification de la planète par le mode de production capitaliste se situe aujourd'hui à un niveau qualitativement plus élevé qu'en 1848. (3) Autrement dit, l'internationalisme apparaît aujourd'hui, bien plus qu'à l'époque de Marx, comme le point de départ de toute intervention dans le champ de la lutte des classes. (4).

Bien entendu, ce processus de mondialisation économico-sociale se traduit au niveau **politique**. Déjà à l'époque de Marx, l'unité internationale du prolétariat était à l'ordre du jour comme la seule réponse politique concrète au danger d'une nouvelle Sainte-Alliance

^{(1).} Préface à l'édicion de la Révolution Permanente, 1930.

^{(2).} Cité par Deutscher, Trotsky, le prophète désarmé, Julliard, 1964, p. 512.

^{(3).} Toutefois, dans certaines formulations teintées d'économisme du *Manifeste*, Marx semble croire que « l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes » allait effacer progressivement les antagonismes nationaux. Mais dans d'autres écrits Marx soulignera clairement que la fin des conflits nationaux est une tâche politique du mouvement ouvrier révolutionnaire.

^{(4).} Le fait que Marx s'est résigné à la dissolution de la Première Internationale en 18 76 et qu'Engels ait attendu jusqu'à 1889 pour fonder la Deuxième ne peut être compirs qu'à la lumière de cette différence qualitative entre le capitalisme du XIXè sicècle et le système impérialiste de notre époque.

contre-révolutionnaire des exploiteurs, comme celle qui avait réussi à écraser la révolution de 1848 en Europe. Aujourd'hui, quand l'impérialisme US apparaît directement comme le gendarme du monde capitaliste, centralisant la répression en échelle planétaire, capable d'intervenir dans tous les continents pour maintenir l'ordre établi, la problématique d'une riposte internationaliste coordonnée, d'une stratégie révolutionnaire unifiée apparaît avec une acuité beaucoup plus intense et concrète. (5).

En conclusion et pour résumer : « le caractère international de la lutte de classe et de la révolution à notre époque a des racines objectives dans la structure de l'économie mondiale et de la politique mondiale (y compris la « politique militaire »). L'internationalisme est donc d'abord la prise de conscience de cette réalité objective. L'analyse se fait en fonction de cette réalité, c'est-à-dire en fonction d'une intervention plus efficace pour la modifier » (6).

Par conséquent, ceux qui prétendent que l'internationalisme de Marx est un produit du XIX^e siècle devenu anachronique, prennent leurs désirs pour la réalité et mènent au fond un combat d'arrière-garde... Ceci dit, il est vrai que certaines conceptions de Marx doivent être rectifiées et complétées ; en particulier, Marx avait tendance à mettre surtout en lumière l'homogénéisation produite par le capitalisme moderne, l'identité de conditions de vie et d'intérêt que le système capitaliste international produit chez les exploités. Dans un essai écrit en 1845 (récemment découvert). il écrivait ce passage frappant : « La nationalité du travailleur n'est ni française, ni anglaise, ni allemande, elle est le travail, l'esclavage salarié, la vente de soi-même. Son gouvernement n'est ni français, ni anglais, ni allemand, il est le Capital. Son air natal n'est ni français, ni anglais, ni allemand, il est l'air de l'usine. La terre qui lui appartient n'est ni française, ni anglaise, ni allemande. c'est quelques pieds au-dessus de la terre » (7). Cette thèse contient une large part de vérité, mais elle laisse de côté non seulement les spécificités culturelles (que le capitalisme n'abolit nullement) mais aussi les différences économico-sociales entre les prolétaires des différentes nations, qui résultent du développement inégal et combiné du système capitaliste mondial.

^{(5).} C'est dans ce sens que la proposition du Che d'ouvrir un « deuxième front » en Amérique latine pour disperser les forces US et diminuer la pression sur la révolution vietnamienne était fondée sur une analyse remarquablement **réaliste** et **lucide** du caractère international de la luttte contre l'impérialisme, et les erreurs qui ont contribué à son échec en Bolivie n'enlèvent rien à la justesse de cette démarche.

⁽⁶⁾ Construire le parti, construire l'Internationale, n° 2, Cahiers Rouge n° 8-9, Maspero, 1969, p. 26.

Autrement dit : le capitalisme crée dans les métropoles industrielles et dans les pays dominés un prolétariat moderne qui a les mêmes intérêts historiques objectifs et le même adversaire. Cela ne signifie nullement que les conditions de vie matérielles et sociales (pour ne pas parler des cultures nationales) soient identiques... Comme le souligne Trotsky dans un passage célèbre de La Révolution permanente : « Si nous prenons l'Angleterre et l'Inde comme des variétés polarisées du type capitaliste, nous devons reconnaître que l'internationalisme des prolétaires anglais et hindous n'est pas du tout fondé sur l'identité de leurs conditions, tâches et méthodes, mais sur leur interdépendance indivisible. » (8)

Cela a des conséquences politiques extrêmement importantes : l'orientation des révolutionnaires doit être fondée sur une connaissance précise et rigoureuse de la **spécificité** de la formation sociale où se déroule leur combat. Dans une polémique avec un discours de Staline, Trotsky insistait sur le fait qu'il serait tout à fait erroné de fonder l'activité des partis communistes sur quelques « traits généraux » ou sur un type abstrait de capitalisme national : l'originalité nationale (qui est en dernière analyse une combinaison particulière des caractéristiques fondamentales du processus mondial) est un élément décisif pour la stratégie révolutionnaire (9).

Faut-il donc, comme le proclame le président Mao, privilégier les facteurs internes sur les facteurs externes, les causes endogènes sur les causes exogènes? Dans cette problématique, la question elle-même est faussée. Elle part d'une séparation analytique, métaphysique, entre le national et l'international, l'«interne» et l'« externe», le « dedans » et le « dehors ». Le point de vue dialectique se caractérise précisément par la compréhension de l'unité contradictoire entre l'économie nationale et le marché mondial, la lutte de classes à l'échelle nationale et à l'échelle mondiale — unité qui se manifeste tout d'abord dans le fait que la spécificité nationale est le produit du développement inégal et combiné du capitalisme international (10).

(Texte signé Bethel, Jebracq, Ludovic, Paulet.)
(9) TROTSKY, préface à l'édition allemande de La Révolution permanente,

⁽⁷⁾ MARX, « Ueber Friedrich Lists Buch... » (1845), publié par Sozialistische Politik, Berlin, 1972, n° 19, p. 103.

⁽⁸⁾ TROTSKY, préface à l'édition allemande de La Révolution permanente, 1930. Cf. aussi Construire le parti, construire l'Internationale, Cahiers Rouge n° 8-9, p. 59 : « Le lien qui unité les prolétaires de tous les pays n'est pas un lien analogique, tenant au fait que de par le monde les ouvriers mènent des luttes semblables contre des patrons qui se ressemblent, mais un lien organique dressant une classe en lutte contre son adversaire et oppresseur international. »

^{(10) «} La stricte opposition entre modèles « endogènes » et « exogènes » interdit l'analyse de l'essentiel, c'est-à-dire du processus continuel à travers lequel l'accumulation mondiale du capital affecte chaque économie nationale, modifiant ses caractéristiques, ce qui réagit à son tour sur le procès d'ensemble

L'internationalisme prolétarien est donc fondé sur un terrain objectif et réel : l'interdépendance, la complémentarité, le rapport réciproque entre la lutte des travailleurs des différentes nations, contre le même ennemi commun, le système impérialiste. Il est fondé aussi sur le caractère international du but final de la lutte :

l'achèvement de la société socialiste n'est possible qu'à l'échelle d'une organisation socio-économique mondiale, capable de dépasser réellement le niveau des forces productives atteint par le capitalisme.

Mais la nécessité de l'unité internationaliste des prolétaires de tous les pays (nécessité du point de vue des intérêts historiques des masses laborieuses) ne signifie pas du tout que cette unité se réalisera automatiquement : l'histoire du mouvement ouvrier est là pour démontrer le contraire... L'internationalisme. comme la conscience de classe révolutionnaire, est une possibilité objective, fondée sur les contradictions de la réalité; sa concrétisation hic et nunc dépend d'une bataille politique de l'avantgarde pour gagner les masses, pour les arracher à l'emprise de l'idéologie bourgeoise. L'internationalisme marxiste est donc fondé non seulement sur une analyse précise de l'économie mondiale, mais aussi sur un pari historique : un pari sur la rationalité de la grande majorité du peuple travailleur, sur la capacité des masses à comprendre, tôt ou tard, leurs intérêts historiques objectifs. Que ce pari n'est pas utopique ou arbitraire, on le voit par exemple à l'essor impressionnant de l'internationalisme, à une échelle de masse, en 1917-23. L'adhésion de partis de masse, avec des centaines de milliers de militants (en Italie, Allemagne, France, Tchécoslovaquie, etc.) à l'Internationale communiste, parti mondial de la révolution, centralisé et rigoureux, montre que le prolétariat n'est nullement condamné à l'idéologie nationaliste et que sa conscience de classe peut très bien dépasser le cadre étriqué de l'Etat-nation. L'usage cynique que le stalinisme a fait de l'internationalisme, la transformation du Komintern en appareil au service des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique, sont une des causes principales du regain de la problématique nationaliste dans la classe ouvrière à partir des années 30.

de reproduction. Seul ce déplacement de l'angle d'analyse permet, en partant de l'économie mondiale considérée comme une totalité organique s'exprimant immédiatement dans l'évolution historique concrète de chaque formation sociale, d'intégrer théoriquement les facteurs internes et externes — artificiellement opposés — dans l'étude de l'insertion et de l'évolution de l'économie locale au sein du système impérialiste. » MATHIAS (Gilberto), Etat et accumulation capitaliste en Amérique Latine, M.S. 1976, p. 5.

Internationalisme et nationalisme

Le nationalisme est dans son essence une idéologie bourgeoise et sa pénétration dans des secteurs importants des masses populaires est une des formes que prend la domination idéologique de la bourgeoisie sur l'ensemble de la société. Mais le pouvoir d'attraction du nationalisme s'explique aussi par d'autres causes :

- 1) par des déterminations économiques et matérielles concrètes : la conturrente entre ouvriers et nations ou d'Etats différents, résultant de la nature même du capitalisme ; il s'agit d'intérêts à court terme (par exemple empêcher l'entrée de marchandises étrangères qui peuvent provoquer le chômage) mais dont le poids réel peut cacher aux ouvriers concurrents leur intérêt historique commun. D'ailleurs, cela arrive aussi à l'intérieur d'une même nation, quand par exemple des ouvriers chômeurs se portent volontaires pour remplacer des travailleurs grévistes ; Marx reconnaissait déjà dans le **Manifeste** que la concurrence entre les ouvriers menace constamment de diviser et détruire leur organisation commune ;
- 2) par des tendances irrationnelles, analogues dans le chauvinisme, le fanatisme religieux ou le racisme, qui renvoient à une problématique psychique complexe qui reste à étudier et sur laquelle les travaux de Reich sur la psychologie de masse du fascisme et ceux d'Adorno sur la personnalité autoritaire apportent quelques premiers éléments d'explication. Le nationalisme est une idéologie profondément irrationaliste : il ne peut fonder le privilège d'une nation par rapport aux autres sur aucun critère rationnel (le rationalisme étant toujours tendanciellement universaliste); il ne peut que faire appel à des mythes typiquement non-rationnels comme le lien mystique au sol, la mission divine attribuée à la nation, la supériorité innée et éternelle d'un peuple, etc. Très fréquemment, il ne correspond à aucune unité culturelle et historique précise, étant simplement l'idéologie officielle d'Etats artificiels, aux frontières produites par les hasards de la colonisation et/ou de la décolonisation (Afrique et Amérique latine par exemple). Le caractère étriqué, particulariste, arbitraire et irrationnel du nationalisme éclate aux yeux dès qu'on met face à face deux discours nationalistes contradictoires : par exemple, « la défense de la Patrie » allemande et française en 1914. Dans une telle conjoncture historiquement décisive, véritable « minute de vérité » d'une époque, qui éclaire d'une lumière crue les doctrines et les hommes, se révèle le caractère absurde, du point de vue rationnel-universel du prolétariat révolutionnaire, du parti-pris nationaliste, dans toutes ses variantes, depuis le chauvinisme belliqueux jusqu'au social-patriotisme « modéré » et « raisonnable » (Kautsky, etc.).

L'internationalisme prolétarien est irréconciliablement opposé à l'idéologie nationaliste : il soutient par contre tous les mouvements de libération nationale des peuples opprimés. Non seulement parce que ces mouvements luttent contre l'impérialisme et ont donc un caractère historiquement progressiste, mais aussi parce que l'internationalisme prolétarien ne peut se développer sans la reconnaissance, par le mouvement ouvrier, de l'égalité de droits de toutes les nations. De la même facon que l'unité des ouvriers d'une même nation ne peut se forger que sur une base égalitaire et solidaire, sans dictinctions ou privilèges de profession. religion, race ou branche de production, l'unité internationaliste du prolétariat ne peut se construire que sur la reconnaissance du droit à l'auto-détermination de tous les peuples. Quand Lénine insistait pour que le parti ouvrier russe reconnaisse le droit à l'auto-détermination de la Pologne, il le faisait non seulement parce que la lutte de la nation polonaise contre le tsarisme était progressiste (argument de Marx et Engels), mais surtout comme pré-condition pour pouvoir établir l'alliance internationaliste des ouvriers russes et polonais. La reconnaissance des droits nationaux est une condition essentielle de la solidarité internationale, dans la mesure où elle permet de dissoudre les méfiances, haines et craintes qui opposent les peuples et alimentent le chauvinisme.

L'opposition profonde de l'internationalisme marxiste à l'idéologie nationaliste en tant que telle n'empêche pas d'opérer la distinction capitale entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés : ce dernier, en tant que forme de révolte
contre l'oppression, contient une dimension indéniablement émancipatrice (11). Ce n'est nullement un hasard si tout mouvement
authentiquement révolutionnaire chez un peuple opprimé met
nécessairement la lutte pour la libération nationale au centre de
son combat, tout en la liant avec l'émancipation sociale (Chine,
Cuba, Vietnam), tandis que dans les métropoles impérialistes, c'est
le refus du nationalisme qui se trouve au cœur de toute contestation radicale de l'ordre établi (du mouvement anti-guerre aux
U.S.A. jusqu'au « les frontières on s'en fout! » de Mai 68).

Certains passages de Lénine présentent les droits démocratiques des nations comme une partie qui doit être subordonnée au

⁽¹¹⁾ Comme le souligne Ernest Mandel, commentant les thèses de Trotsky sur les noirs américains, « la naissance de la conscience nationale dans une nationalité tellement opprimée, la tentative de libération par rapport non seulement à l'impérialisme économique et politique mais aussi par rapport à l'impérialisme culturel, constituent un premier pas sur la voie de la prise de conscience de sa propre dignité humaine et alors il y a un énorme progrès de l'humanité qui s'effectue », MANDEL (E.). « Nationalisme et lutte de classe (débat) », dans Partisans, mai-août 1971, p. 53.

tout qui est le mouvement démocratique et socialiste mondial. Cette formulation nous semble dangereuse et quelque peu mécanique. Si la révolution socialiste est l'auto-émancipation du prolétariat, celle-ci est dialectiquement liée à l'auto-détermination démocratique de la nation. Un peuple auquel le « socialisme » serait imposé du dehors, contre sa volonté, ne connaîtra qu'une caricature de socialisme, inévitablement vouée à la dégénérescence bureaucratique. A notre avis, il est plus correct — et correspond mieux à l'esprit de l'ensemble des écrits de Lénine sur la question nationale — de présenter la révolution socialiste et la fraternité internationale du prolétariat comme le but des marxistes, et l'autodétermination des nations comme un moyen pour l'atteindre. Mais la finalité et les médiations s'articulent dialectiquement, de telle manière que la subordination de principe de la dimension nationale à l'internationalisme ne signifie pas la possibilité de « sacrifier » celle-ci à celui-là. La lutte du mouvement ouvrier révolutionnaire pour le droit de toutes les nations à l'auto-détermination et. en particulier, le droit (et le devoir!) des nations opprimées à lutter pour leur émancipation, n'est pas seulement un instrument pour construire l'unité internationaliste des travailleurs de tous les pays et pour faire avancer la révolution socialiste, mais aussi un instrument indispensable et, dans le cas des pays coloniaux et semi-coloniaux, décisif.

D'autre part, l'internationalisme n'est nullement contradictoire avec la tradition historique et la culture des nations. De la même manière que l'avant-garde internationaliste parle la langue de la nation, elle parle aussi le langage de l'histoire et de la culture nationale. Comme le soulignait Lénine, chaque culture et chaque histoire nationale contiennent des aspects démocratiques, progressistes, révolutionnaires, qui doivent être le patrimoine du mouvement ouvrier socialiste, et des aspects chauvins, réactionnaires, obscurantistes, qui doivent être impitoyablement combattus. La tâche des internationalistes est de fusionner l'héritage historique et culturel du prolétariat mondial avec la culture et la tradition de leur peuple, dans sa dimension progressiste, fréquemment occultée par l'idéologie bourgeoise, maudite et ensevelie par les classes dominantes. De la même manière que la lutte révolutionnaire des internationalistes doit prendre en considération, comme élément décisif, la particularité nationale de la formation sociale, leur lutte idéologique ne peut ignorer la spécificité nationale de la culture de leur pays. Cela n'a rien de commun, bien entendu, avec un « socialisme national », qui consiste généralement à recouvrir d'un vernis « social » l'idéologie nationaliste bourgeoise ou petite-bourgeoise.

Quelle serait la place des nations dans la société communiste de l'avenir ? Il s'agit d'une problématique fausse, dans la mesure où la nature internationaliste du but final de la lutte révolutionnaire doit inspirer, dans une certaine mesure, les formes et modalités de cette lutte dès maintenant. Pour le matérialisme historique, la nation n'est pas une catégorie éternelle; elle n'est le résultat ni de la « nature humaine », ni d'une quelconque loi de la nature physique ou biologique (thèse de certains zoologues ultra-réactionnaires, qui prétendent déduire la nation du « principe territorial » de certaines espèces animales...); elle n'a pas toujours existé dans le passé et rien n'oblige à croire qu'elle existera à l'avenir. En un mot, elle est un produit historique et pourra être historiquement dépassée.

La nécessité d'une forme quelconque d'**organisation** est un besoin universel de toute société humaine. Cette organisation peut prendre aussi bien des formes nationales ou para-nationales, que des formes infra-nationales (le clan) ou supra-nationales (les civilisations religieuses). L'Europe médiévale est un exemple caractéristique d'organisation sociale combinant des structures locales en deçà de la nation (les fiefs, duthés, principautés, etc.) et des structures universalistes au-delà de la nation (la civilisation chrétienne, le Saint-Empire, etc.). La nation moderne se constitue vers les XIV-XVe siècles (avec l'essor du capitalisme et de la bourgeoisie, et la formation du marché national), précisément par la destruction/décomposition de ces deux structures pré-nationales.

Il n'y a donc aucune raison « a priori » pour nier la possibilité, à l'avenir, d'une nouvelle organisation supra-nationale de la société humaine, une République Mondiale des Conseils qui, en unifiant économiquement et politiquement l'humanité, réduira la nation essentiellement à sa dimension culturelle. La culture universelle qui se constituera dans un tel cadre ne signifiera pas la suppression des cultures nationales, mais leur **Aufhebung** dialectique (conservation-négation-élévation) dans un universel concret qui contient en soi-même les particularités qu'il dépasse.

On assiste de nos jours à une renaissance de l'internationalisme au sein d'une avant-garde radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier, tandis que des secteurs importants des masses prolétariennes restent sous l'emprise de directions réformistes fortement teintées de nationalisme. Cela ne prouve pas, contrairement à ce que prétendent les partisans du réalisme myope, que les internationalistes ont tort. Il suffit de penser à août 1914 pour saisir une vérité profonde de la lutte révolutionnaire : les internationalistes peuvent être dans certaines conjonctures totalement isolés des masses populaires intoxiquées par le nationalisme, empoisonnées par le virus du chauvinisme (Europe 1914, Allemagne 1933, etc.); leur fidélité inébranlable à la fraternité internationale du prolétariat, leur capacité à marcher contre le courant, sont la condition sine qua non d'un avenir révolutionnaire, d'un futur renversement du rapport de forces. Faire des concessions au chauvinisme, sous prétexte de « rester près des masses », est aussi déraisonnable et inepte, du point de vue du socialisme, que s'accommoder « un peu » du racisme pour ne pas s'isoler d'une population massivement contaminée par cette idéologie (Blancs du Sud des U.S.A. par exemple). Dans un cas comme dans l'autre, l'internationaliste (ou l'anti-raciste) peut rester marginalisé, minoritaire, honni même, pendant des années, des décades peut-être : sa perspective reste néanmoins la seule capable de mener vers le socialisme et vers la révolution. L'avant-garde internationaliste est donc, comme la boussole, un instrument indispensable pour découvrir le chemin vers le Nord, un instrument nécessaire pour permettre aux masses de découvrir la voie de leur auto-émancipation.

Depuis le 4 octobre paraît un nouveau POLITIQUE HEB-DO, avec

une forme plus vivante

• un contenu plus riche et plus varié

• un nouveau jour de parution

qui font de lui désormais, le « petit » des « grands » hebdos du lundi. Mais un petit qui mord!

L'espérance de changement de la grande masse des salariés, en France, s'est largement engagée dans la perspective de la victoire électorale de la gauche traditionnelle.

P.H. en tient compte, mais sait que la dynamique de l'Unionde la gauche comporte bien des limites: un gouverne-

ment de gauche n'est pas le socialisme!

P.H. veut donc faire entendre, plus que jamais, les aspirations de la gauche révolutionnaire, pour qu'elles soient vraiment partie prenante de la grande bataille politique qui a déjà commencé et ne se terminera pas en 1978.

Lisez-donc

hebdoque

et abonnez-vous!

LE LUNDI, C'EST POLITIQUE HEBDO

Je

désire recevoir

10

numé

a

evue.

Critique

Communiste. Je

2

ce

bulletin

somme somme

de

de ros

8 de

T

soutien de 100 F (ou davantage

abonnement de soutien)

(abonnement simple).

D m 11 2

Sommaire Nº 3

Deni	s Berger -	De Napoléon sur l'état et le	le petit aux	Bonapartes	manchots
		De de Caulle à			

du bonapartisme.

Michel Lequenne - Cette armée qui dévore l'état.

Carlos Rossi - Qu'est-ce que la MFA ? Ou aventures d'un appareil d'état détraqué.

Henri Weber - Les partis staliniens et leur devenir.

M. Holubenko - La classe ouvrière soviétique.

Sommaire Nº 5

Denis Berger - Le Parti Communiste Français entre le réformisme et le désarroi.

Michel Lequenne - Sur un pronostic de Trotsky.

Christian Leucate - Sur la crise du stalinisme.

Denis Pingaud - Le Parti Communiste Italien : Un parti « stalinien national ».

Serge Depaquit, Philippe Robrieux, Alain Krivine partis communistes d'Europe occidentale? Où vont les

Pierre Franck - Lettre.

Sommaire Nº 6

Antoine Arthous, Daniel Bensaid - « Que création de la Ligue Communiste (1969). · Que faire ? · (1903) et la

Henri Weber - Stalinisme et métaphysique.

Pierre Rousset - Stalinisme, centrisme et « Communismes nationaux ».

Denise Avenas, Jean Nicolas - La perversion, l'amour, la révolution. Camille Scalabrino - Que faire de la psychanalyse ? Ou pourquoi la publier ?

Denis Berger - Cours, militant, le surréalisme est derrière toi !... Alain Joxe - La crise de l'armée française et les révolutionnaires. Hector Léan - Ennuis de scaphandre ou Badiou et la contradiction.

Sommaire nº7

Hans Magnus Enzenberger	 		 			
Une critique del'écologie politique						
A.T. sur un livre de H. Rothmann :						
Pollution: meurtrière providence	 		 		. 4	13
Jean-Paul Deléage :						
La nature : un paradigme introuvable	 		 		. 5	55
Jean-Marie Dumont :						
Environnement et luttes urbaines	 		 		10	1
Michel Lequenne:						
Continuité et discontinuité du «lambertisme :	 		 		12	0
Contribution à l'histoire d'une dégénérescence	 		 		12	6

SOMMAIRE Nº 8/9

Henry Weber Transition au socialisme: sur quelques points de clivage dans le débat en cours ... L'extrême-gauche italienne entre l'« autonomie ouvrière » et le PCI Jacques Julliard

Réponses à la Ligue Communiste Lucio Magri Sur la stratégie révolutionnaire en Italie

Ernest Mandel Sur quelques problèmes de la statégie révolutionnaire en Europe Occidentale

AUX LECTEURS

De nombreux lecteurs nous ont écrit pour demander où on peut trouver la Revue. Nous publions ci-dessous la liste de Librairie parisienne, qui la mettent en vente.

Nous demandons aux lib-

raires qui reçoivent « Critique Communiste », et qui ne sont pas cités, de se faire connaître. Les lecteurs, qui connaissent des librairies sousceptibles de diffuser la Revue sont priés de nous les faire connaître.

Actualités : L'Escalier : Le Divan: Librairie du P.S.U.: Tropismes: Atmosphères : Librairie Verdon: Librairie Tschann: Le Sillage: Marchall: Chiche Portiche: Guigo: La Plume Rouge: Mimogea: La Puce à l'Oreille : La Souris Papivore: La Chasse au Snark: Librairie -Papeterie Elle: Le Tiers Mythe: Librairie des Deux Mondes : Librairie Concret-Bizarre: L'Arc-Boutant: Librairie la Roche: Librairie Simoneau: Librairie du Panthéon: Librairie St. Michel (Jussieu): Beaux-Arts-Belles-Lettres: Librairie Sarfati : Librairie-Papeterie PCB: La Pochette: Lire-Elire: La Bouquinerie: La Hune: Librairie Rouge: Librairie du Progrès : Les foueurs de Non.A.: Parallèles : 1984: 14 Juillet: Librairie l'Express : Plasma: Le fonguière :

Agora:

FNAC .

Kiosque Chez André:

38. rue Dauphine. 6e 12, rue Monsieur le Prince, 6e 37, rue Bonaparte, 6e 9. rue Borromée, 5e 46. rue Gergoire, 14e 7, rue Francis Pressencé, 14e 4. rue de la Sablière, 14e 84, Bd. Montparnasse, 14e 54. rue Notre-Dame-des-Champs. 7e 135bis, rue Ordener, 18e 84, rue Damrémont, 18º 154bis, rue Ordener, 18e 54bis, rue Ordener, 18e 15, rue es Abesses, 18e 19, rue des Rosiers, 4e 3. rue Ste. Croix de la Bretannière, 4e 135 Bd St. Michel 5e 82. Bd. St. Michel, 6e 21, rue Cujas, 5e 10, rue Gay-Lussac, 5e 246, rue St. Jacques, 5e 187, rue St. Jacques, 5e 18, rue Gay Lussac, 5e 10, rue Tournefort, 5e 49, Bd. St. Germain, 5e 33, rue Linné, 5e 25, rue Jussieu, 5e 7, rue des Ecoles, 5e 3, rue Linné, 5º 5. rue Mirbelle, 5e 16. rue Santeuil, 5e 11, rue Barrault, 13e 170. Bd. St. Germain, 6e 10. Impasse Guéménée. 4e 23, rue des Ecouffes, 4e 7, rue des Lions, 4e 47, rue St. Honoré, 1er 9. rue Pleval. 12e 4 Bd. Beaumarchais, 11e 25, rue de Berri, 8e 58, rue des Moines, 17e 95, rue de la Fonquière, 17º 371, rue des Pyrénées, 20e 107, Av. de Paris, St. Mandé, 136, rue de Rennes, 6e

Antimilitarisme et Révolution/

A. Brossat/J.Y. Potel Anthologie de l'antimilitarisme révolutionnaire



léninetrotsky cronstadt

cahier rouge 7

éditions de la taupe rouge



front unique ouvrier

cahier rouge 6

éditions de la taupe rouge

